PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national du 19 juin 1970
Epinay

Sommaire

Le président (Delarge) 2
Ernest Cazelles 3
Alain Savary 3
Noël Joseph 14
Debesson (Nord) 16
Underwald 17
Noël Joseph 18
Carbucia (Alpes-Maritimes) 19
Fajardie (Cher) 22
Jegou (Loire Atlantique) 24
Gérard Jaquet 26
Cluzeau (Haute-Vienne) 32
Le président (Arthur Notebart) 35
Alain Savary 36
Le Floch 37
Nayrou (Ariège) 37
Carbucia 38
André Chandernagor 39
Desgranges (Allier) 51
Chanal (Drôme) 53
Bric (Gironde) 54
Labat (Landes) 56
Labarrère 59
Droulers (Isère) 62
Weygand (Bouches-du-Rhône) 65
Perrussel (Moselle) 66
Sarre (Paris) 67
Antonin (Savoie) 70
Fleury (Seine-Saint-Denis) 72
Deuker 75
Debarge (Seine-Saint-Denis) 78
Pierre Mauroy 79
Dominique Taddéi 86
Cellard 91
Guy Mollet 95
Fichaut 105
Schmidt 108
Montagnier 111
Lussault 113

Fondation Jean-Jaurès

Garel 116
Alain Savary 118
Le président (Bernardin) 127
Boulloche 127
Georges Sarre 129
André Boulloche 129
Alain Savary 131
Pierre Mauroy 131
Alain Savary 135
Gaston Defferre 136
Alain Savary 137

Séance du 19 mai 1970 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Delarge, Seine-Saint-Denis, assisté de : Challet (Loiret), Fouque (Indre-et-Loire), Cibergue (Lot), Chanal (Drôme).

Le président (Delarge)

La fédération Socialiste de la Seine-Saint-Denis, la section Socialiste d'Epinay-sur-Seine, la municipalité de gauche à direction Socialiste d'Epinay-sur-Seine, sont heureuses de souhaiter la bienvenue aux délégués au Conseil national.

Nous devons, hélas, regretter l'absence de notre camarade Gilbert Bonnemaison, maire d'Epinay-sur-Seine, qui a eu un grave accident de voiture il y a une dizaine de jours, et dont l'état de santé, s'il va en s'améliorant, ne permet pas la présence parmi nous aujourd'hui. Les camarades de la section d'Epinay-sur-Seine, je crois, doivent lui rendre visite cet après-midi ; nous lui souhaiterons, au nom du Conseil national, si vous voulez bien, des vœux de prompt rétablissement.

N'ayant nullement l'intention de vous infliger un long discours – d'habitude, d'ailleurs, quand on emploie cette phrase-là, c'est qu'on en a pour un quart d'heure, mais je serai assez bref – je me bornerai à formuler quelques souhaits :

-souhait de voir se dérouler des débats clairs où chaque délégué qui viendra s'exprimer à la tribune soit écouté attentivement, et non dans le silence et le brouhaha suivant qu'il est une personnalité ou un inconnu.

-souhait de voir ce Conseil national adopter des conclusions précises qui constituent la source nécessaire à l'union de demain.

-souhait d'être et d'apparaître comme le parti de la réflexion, le parti du sérieux.

Nous sommes de ceux qui pensons et estimons que la politique est donc une affaire sérieuse qui n'a rien à voir, comme d'autres semblent la pratiquer, avec un spectacle de cirque.

Malgré l'époque, malgré une ignorance de nos actes volontairement entretenue nous concernant, il reste pour nous tranquillement et fermement de définir, de préparer l'action nécessaire à la transformation de la société vers un Socialisme authentique.

Fondation Jean Jaurès

En cela, nos travaux d'aujourd'hui et les travaux de demain sont importants tant il est vrai qu'une alternative politique de gauche passe nécessairement par nous.
Je vous souhaite, je nous souhaite, un bon Conseil national, un bon Congrès national.
(Applaudissements)
Je passe la parole à notre camarade Ernest Cazelles.

Ernest Cazelles

Chers camarades, quelques indications pratiques pour l'organisation de ce Conseil national.
Vous avez, dans les papiers remis pour le Congrès et le Conseil, un programme des travaux.
Le Secrétariat vous propose une méthode de travail : dès ce matin, nous allons nommer une Commission de vérification des mandats, qui siégera immédiatement. Tout de suite après, nous attaquerons le débat général sur le rapport d'Alain Savary. L'après-midi, la Commission de vérification des mandats rapportera le résultat de ses travaux, et ensuite on reprendra le débat général.
Vous trouverez que dans le programme des travaux il est indiqué que vers 18h, 18h30, il y aura un vote indicatif. Je vous demande d'ajouter le mot "éventuellement", car il est possible que nous n'ayons pas besoin de faire un vote indicatif pour la Commission de résolution.
Et puis, vers 21h, il y aura une séance de nuit, nous aurons le rapport de la Commission de résolution.
Je vous demande d'adopter ce programme de travaux.

Le président – Je mets aux voix la proposition de Cazelles.
Quels sont ceux qui sont contre ?
Abstentions ?
Il n'y en a pas, le programme des travaux est adopté.
Je passe la parole à notre camarade Alain Savary.

Alain Savary

Camarades, cette assise est notre Conseil national, et ceci m'amène à faire quelques remarques sur le sens du Conseil national, ou d'un Conseil national.
Permettez-moi d'abord, au nom du Conseil, de demander à Delarge de transmettre à Bonnemaison nos vœux les plus affectueux et les plus chaleureux de prompt rétablissement.
En second lieu, compte tenu des difficultés d'audition dans cette salle, je reprends ce qu'a déjà demandé Delarge, et vous permettrez aussi à un ancien joueur de basket d'insister pour qu'on respecte beaucoup les planchers, car les brûlures et les trous dans ce plancher seraient néfastes pour les futurs matches qui se dérouleront dans cette salle.
Ensuite, passant de la terre à d'autres niveaux, je voudrais dire comment se situe

Fondation Jean Jaurès

ce Conseil national.
Il y a eu, au sein du Comité directeur, un débat pour savoir si ce Conseil national pourrait ou devait être précédé de motions. Certains camarades pensaient qu'il fallait que les fédérations puissent connaître les courants qui s'exprimeraient dans le Parti à l'égard des problèmes à l'ordre du jour. D'autres, au contraire, pensaient qu'il ne fallait pas transformer un Conseil national en Congrès. Il s'est dégagé au Comité directeur une majorité pour qu'il n'y ait pas de texte transmis par le Parti.
Ceci m'amène à préciser également que, donc, ce que l'on a appelé "motions", sont des motions émanant ou de camarades ou de fédérations, mais par exemple, pour la fédération du Nord, elle n'avait pas prétention, lorsqu'elle a été communiquée pour information aux Secrétaires généraux, à servir de base aux discussions des Congrès.
Ceci nous conduit à la remarque sur l'ordre du jour et à la méthode de travail.
On a ajouté le mot "éventuellement" en ce qui concerne le vote pour la Commission des résolutions, parce qu'il se peut qu'il faille un vote indicatif, mais il se peut qu'il n'en faille pas. Je demande que les camarades qui sont là sachent simplement que, suivant la discussion, les positions exprimées, ils seront peut-être amenés, avant la Commission des résolutions, à procéder à un vote indicatif si, ce qui paraît très préférable, nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord à l'amiable sur la composition de la Commission des résolutions.
J'ajoute, pour en terminer sur le sens du Conseil national, que nous avons là à instaurer une jurisprudence, mais qu'il faudra probablement qu'un Congrès ordinaire, dans le cadre de l'étude des statuts, tranche le problème qui a été évoqué au Comité directeur, à savoir celui des motions préalables, et chacun aura là des remarques et des positions à faire valoir.
Camarades, en ce qui concerne l'objet de notre Conseil national, il est principalement d'apprécier la situation en ce qui concerne les discussions avec les autres organisations. Mais, pour autant, je m'efforcerai de vous rendre compte de certains points importants de la vie du Parti, car il ne me paraît pas possible de consacrer cette intervention au seul problème des rapports avec les autres, et il importe que nous appréciions le développement du Parti, les problèmes qui se posent à lui dans l'immédiat, et également dans un proche avenir.
En ce qui concerne les rapports avec les autres, premier point de l'ordre du jour, je voudrais d'abord parler des Radicaux.
Vous vous souvenez des motions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, et également des positions prises constamment par le Comité directeur et les responsables du Parti, rappelant que les Radicaux étant nos alliés naturels le mandat donné au Comité directeur était de faire en sorte de développer nos rapports avec cette formation.
Cette formation est-elle exactement celle dont nous parlions lors du Congrès d'Issy-les-Moulineaux ? Ceci est un autre problème. Mais le Comité directeur a pensé qu'il fallait traiter d'organisation à organisation, et c'est pourquoi il m'avait mandaté pour rencontrer Maurice Faure, président du Parti Radical, afin

que nous étudiions ensemble les moyens de développer la coopération et la coordination, c'est pourquoi aussi un groupe de travail de 6 membres, 3 Radicaux et 3 Socialistes, se met en place pour étudier simultanément le manifeste du Parti Radical et notre plan d'action, à adopter demain, plus notre programme, déjà adopté, et faire rapport aux deux organisations, au mois d'octobre, pour dégager les points de convergence qui permettraient une action plus étroite que ce ne fût le cas dans le passé, et qui permettraient aussi, en ce qui concerne la doctrine, de voir plus clair sur les implications de ce manifeste, qui présente des aspects originaux, mais pour lequel on ne peut pas se contenter de s'arrêter à la lettre sans aller jusqu'au fond des choses.

Il faut dire aussi que ce problème est quelque peu compliqué dans ces jours présents, par l'élection de Nancy, où le Secrétaire général du Parti Radical, Jean-Jacques Servan-Schreiber, a été candidat, et candidat, me semble-t-il – il l'a dit – en dehors des partis, situant sa candidature hors du terrain politique, et annonçant que, s'il était élu, il quitterait ses fonctions de Secrétaire général du Parti Radical. Ceci nous pose, en dehors de toute question de personne et de méthode dans cette élection, un problème politique, que nous aurons à aborder en liaison avec la fédération de Meurthe-et-Moselle, pour l'attitude à observer au second tour, si, comme il est probable, il y a un second tour.

En ce qui concerne la Convention des institutions républicaines, vous vous souvenez qu'une délégation du Parti avait rencontré une délégation de la Convention, et que lors de cette réunion une possibilité avait été évoquée pour parvenir à un Congrès d'unification, possibilité suivant laquelle ce Congrès serait, pour nous, notre 2ème Congrès ordinaire, et pour la Convention, de son côté, et le Conseil, un Congrès d'unification.

Ceci laissait des délais, à la fois pour préparer le Congrès par des réunions démocratiques et régulières de la base, et en même temps pour prendre position sur les statuts par exemple, si cela était souhaité par certains.

Cette proposition n'a pas reçu, à l'époque, l'aval des instances de la Convention des institutions républicaines, et il y a eu, depuis cette période, une sorte de temps mort.

Le Comité directeur a pensé qu'il ne fallait pas se satisfaire de cette situation, et c'est pourquoi il m'avait chargé d'inviter la Convention des institutions républicaines à envoyer une délégation pour assister à notre Congrès extraordinaire, demain et après-demain, traitant du plan d'action Socialiste.

La Convention a accepté arec plaisir et nous aurons demain trois camarades de la Convention qui sont : Tailland (?), Servotat (?) et Joxe, qui assisteront à nos séances.

Il importera que dans le débat qui s'instaure aujourd'hui, ce problème soit évoqué à nouveau.

Nous savons les difficultés que cela peut poser, mais nous savons aussi que tout ce qui perpétue les divisions entre la fraction de la Gauche Socialiste, quel que soit le rapport des forces, est un élément de démoralisation vis-à-vis de l'opinion, et il importe que, dans le sérieux de notre organisation, le respect de notre statut et de la démocratie, nous tentions de faire preuve d'imagination pour

essayer de trouver une méthode qui permette d'aller de l'avant.
En ce qui concerne le PSU il n'y a pas de fait nouveau à signaler depuis le dernier Conseil national de Bondy et c'est pourquoi je ne m'étendrai pas sur ce problème. Il apparaît que le PSU, à la fois par sa volonté, son orientation vers Kriving (?) au-delà des mouvements révolutionnaires, sa conception des méthodes de travail et de l'unité, lui interdisent de rechercher tout ce qui pourrait conduire à l'unité organique des Socialistes. Je crois qu'il faut en prendre acte sans le commenter davantage, du moins à cette phase de la discussion.
En ce qui concerne le Parti Communiste, nous avons entamé le dialogue réel à la fin du mois d'avril et je dois dire que, s'il y a eu retard, cela tient d'une part au fait que le Parti Communiste avait son Congrès, et que d'autre part de notre côté, nous avions nous-mêmes à bâtir notre travail concernant la préparation du plan d'action Socialiste, qui certes n'est pas encore la loi du Parti, mais pour nous avait des avantages pour la discussion au niveau auquel elle se situait.
Vous avez reçu un rapport en ce qui me concerne et actuel, c'est-à-dire qu'il relate les faits, et également un rapport établi dans la plus grande liberté, par chacun des responsables des groupes de travail qui ont procédé à la discussion avec le Parti Communiste.
Je ne voudrais pas, du moins à cette phase de la discussion, entamer le débat de fond sur ce problème et reprendre les points qui ont été discutés. Je voudrais simplement dire que, dans tous ces textes et dans le comportement des camarades qui ont discuté, le débat a été mené sans complaisance, c'est à dire en évoquant tout ce qui faisait des difficultés, à la fois dans les principes et également dans l'action, en ce qui concerne leur action.
En second lieu, par rapport aux textes qui vous ont été distribués, il y a eu des textes nouveaux, accomplis en Commission et je laisserai à Gérard Jaquet le soin de préciser le point de vue sur lequel, à la suite de nouvelles discussions avec le Parti Communiste, il y a eu une modification des positions défendues par les Communistes.
Je pense que, comme méthode de travail, nos camarades qui ont eu la responsabilité des groupes seront à la disposition du Conseil national pour répondre à des questions précises concernant le domaine qui était de leur responsabilité.
Le problème de la publicité a été évoqué je sais, dans les discussions du Parti, et je voudrais dire qu'il n'était pas possible de rendre public ce qui était en discussion dans le cadre des groupes de travail avant que nous soyons parvenus à un certain point d'élaboration.
Nous l'avons fait le plus vite possible et je pense que la première prestation qui a été fournie pour la discussion du Conseil national permet au Parti de connaître ce qui est en cause, ce qui a été abordé de part et d'autre.
En ce qui concerne un autre problème, c'est à dire le côté public de la discussion concernant l'ensemble des rapports avec le Parti Communiste, je voudrais rappeler que nous ne nous sommes bien entendu pas bornés à la simple discussion technique et politique que nous avions, mais qu'à la fois le bulletin

Socialiste, des responsables du Parti, le Comité directeur et moi-même, quand nous avons eu l'occasion de prendre la parole, avons chaque fois qu'il convenait, posé les questions, dénoncé les attitudes du Parti Communiste, plus particulièrement en ce qui concerne l'affaire de Tchécoslovaquie.
C'est en ce sens que nous pensons avoir mené à cet égard le débat sans complaisance, tel que le Congrès d'Issy-les-Moulineaux l'avait prévu.
Avant de passer à la suite, je voudrais donner mon sentiment personnel sur l'état de ce dialogue, non pas quand au fond, mais quant au calendrier.
Il me paraît qu'il n'est pas encore possible de conclure de façon complète sur ce qui est évoqué, certains points sont encore en cours de discussion, d'autres n'ont pas été suffisamment abordés et je dis cela par rapport à certains de nos camarades qui pensent que leur religion est déjà éclairée et qu'il serait possible d'arrêter les frais maintenant.
En second lieu je voudrais souligner qu'un dialogue de même nature va s'instaurer entre la CGT et la CFDT, et ceci me paraît important.
Nous sommes nombreux à avoir apporté de l'attention au Congrès de la CFTC, à avoir relevé l'orientation Socialiste de cette organisation syndicale et ce fait qu'à peu près sur les mêmes problèmes que ceux qui nous préoccupent, cette centrale syndicale engage à l'automne un dialogue avec la CGT, ceci me paraît extrêmement important et il est certain que ce que nous aurons fait en ce domaine pourra être bénéfique, comme nous l'avions pensé, non seulement à l'intérieur du Parti et pour l'ensemble de la Gauche, mais également pour les syndicalistes qui sont en ce qui les concerne préoccupés de ces problèmes.
Camarades, touchant cette question, je voudrais faire une remarque alors qui est politique cette fois. Nous savons que nous avons abordé une affaire difficile, je sais que cela fait problème au sein du Parti, mais je voudrais dire que notre démarche serait mieux comprise si elle n'était pas dénaturée à 1'intérieur même du Parti par des camarades qui la présentent dans des termes différents de ceux de la motion d'Issy-les-Moulineaux et dans des termes différents, je le dis, de ceux dans lesquels le dialogue est mené.
C'est ainsi que l'on crée à l'intérieur même du Parti un trouble, alors que progressivement, vis-à-vis de l'opinion, même celle qui nous est hostile, la réalité se dessine mieux, et l'on a mieux compris quelle était l'ampleur de notre ambition et le problème que nous nous étions posé.
J'étaierai mes critiques sur deux textes :
Le premier, qui est celui d'un bulletin intitulé "Démocratie Socialiste", que dirige, je crois, notre camarade André Chandernagor. Chandernagor manie admirablement le français, et lorsque je lis ce qu'il écrit à propos des divisions entre Parti Communiste et le reste de la Gauche :
"S'il est vrai que ces division affaiblissent la Gauche, son unité dans l'équivoque avec le Parti Communiste tel qu'il est éloigne d'elle la frange de l'opinion qui lui serait nécessaire pour l'emporter électoralement, en même temps qu'elle l'a voue à l'échec...", tout ceci est mis au présent, comme si notre entreprise n'était pas une entreprise conditionnelle, et très conditionnelle. Nous l'avons précisé à Issy-les-Moulineaux et nous l'avons précisé à Chandernagor.

Fondation Jean Jaurès

Et je citerai, sans y apporter autant d'attention, par exemple la convocation de la section de Cannes du Parti Socialiste, qui, pour préparer nos assises, a prévu ceci :
"L'importance de cette réunion où la position de la section de Cannes sera définie pour le Congrès ne vous échappera pas. Il s'agit en effet de prendre position pour ou contre l'inféodation du Parti à l'Union Soviétique."
On ne fait pas de court-circuit, l'affaire est directement posée. Et des textes de cette nature, camarades, sont vraiment écrits dans des termes tels qu'on crée la panique à l'intérieur du Parti, et que beaucoup de camarades qui peuvent espérer peut-être un jour renverser les choses sont en train de scier la branche sur laquelle ils souhaiteraient s'asseoir un jour.
Alors, menons notre débat entre nous, de façon qu'il y ait tout de même une confiance à la fois dans les militants et les responsables quels qu'ils soient, et une confiance également dans l'avenir du Parti.
L'avenir du Parti, camarades, je voudrais le traiter dans le présent, en disant un mot des effectifs, parce que ceci a été également souvent abordé.
Je voudrais dire que le nombre de feuillets commandés par les fédérations, à cette date fatidique du 18 juin, était de 65 812. Et ceci m'amènera à deux remarques :
Nous avons fait procéder à un pointage plus précis des effectifs 1969. Ce n'est pas la peine de rappeler les signes de confusion, sinon politiques, en tous cas administratives, dans lesquelles le nouveau Parti a été constitué, et finalement, par l'organisme intègre et neutre qu'est la Trésorerie, nous parvenons à des chiffres qui seraient les suivants, pour le 31 décembre 1969 : 71 596 cartes.
Je voudrais être aussi sûr que toutes ces cartes ont été effectivement placées à la fin de 1969. Je crois qu'elles l'ont été en très grande majorité, mais j'ai déjà rencontré un certain nombre de fédérations où elles ne l'avaient pas été en fait toutes.
Si bien que nous sommes à environ 6 000 cartes du chiffre de décembre 1969 et si l'on rappelle que beaucoup de fédérations avaient l'habitude de prendre leurs cartes en cours d'année, sinon en fin d'année, je pense que ça n'est pas faire preuve d'un optimisme déraisonnable de dire que nous sommes certains de retrouver au moins les effectifs de fin décembre et je dirai même de les dépasser.
Un autre point de comparaison. J'ai demandé par exemple quelles étaient, dans l'ancienne SFIO, les prises de cartes à cette époque de l'année ; en 66-67 et 67-68 on arrive à un chiffre légèrement inférieur à celui auquel nous sommes parvenus à la date d'aujourd'hui. Il faut donc camarades, à la fois que nous sachions qu'il faut travailler davantage et qu'on peut aussi dire que les résultats, tels qu'ils sont, ne permettent ni l'apathie, ni le pessimisme.
Je ne vais pas jouer au jeu des Communistes qui est de dire : nous avons dépassé les effectifs dans telle ou telle fédération, je vais simplement dire que 16 fédérations ont déjà atteint ou dépassé leurs effectifs de décembre 1969 ; ceci correspond d'ailleurs à des calculs faits fin avril, et à l'heure actuelle, certainement plus de 20 fédérations ont atteint ou dépassé leurs effectifs de 1969.

Ceci ne doit pas nous empêcher de reconnaître et de prendre conscience, qu'il y a un certain nombre de fédérations dans lesquelles le Parti se trouve au-dessous du minimum vital politique, si j'ose dire… Lorsqu'on arrive à des effectifs
De 35 ; ou 55 ou 60 adhérents par fédération, cela signifie qu'en fait, il y a une quasi impossibilité de faire passer le message Socialiste. Ceci doit nous amener à un certain nombre de décisions d'ordre pratique qui ont été évoquées au Comité directeur, c'est-à-dire que le Parti se penche sur ces fédérations et leur apporte l'assistance technique et politique, soit le Parti dans son ensemble, soit certaines fédérations importantes auxquelles on demanderait – si j'ose dire, excusez le côté paternaliste – de parrainer des fédérations auxquelles elles pourraient rendre le plus grand service.
Voilà les indications qu'il faudrait, je crois, donner aux organismes directeurs.
Ceci m'amène à évoquer la situation actuelle. Depuis notre Conseil national, il y a eu les élections cantonales. Là aussi, nous pouvons dire qu'avec une centaine de candidats de moins qu'aux élections de référence, parce que dans certains coins le Parti et même l'ancienne fédération n'ont pas pu présenter des candidats partout, et parce que, d'autre part, il y a eu dans un certain nombre – et même dans de nombreux départements, une entente au premier tour, soit avec la Convention des institutions républicaines, soit avec le Parti Radical. Ceci nous a amenés à des résultats d'environ 15%, et en tant qu'élus à des résultats qui nous situent comme une grande force politique de ce pays.
Je voudrais souligner aussi ce qui est important, que la discipline telle qu'elle avait été fixée par le Conseil national de Bondy, a été dans l'ensemble fidèlement respectée, et ceux de nos camarades qui n'ont pas cru devoir se soumettre aux décisions du Conseil national ont compris, pour la plupart, qu'il valait mieux démissionner du Parti avant d'aller aux élections, ce qui en général d'ailleurs les a conduits a se faire élire par la Droite : RPF, UDF, et également à poursuivre leur carrière dans les bureaux des assemblées départementales avec le soutien de toute la Droite bloquée.
Je voudrais simplement remarquer ce fait que dans l'ensemble, la discipline a été respectée et qu'il y a eu je crois coordination pour l'interprétation des décisions du Conseil national entre les responsables fédéraux et le Comité directeur, son Bureau et le Secrétariat.
Je voudrais aborder rapidement un certain nombre d'autres points.
La Presse : je sais que c'est là un problème qui préoccupe tous les camarades. Nous avions promis que le bulletin Socialiste sortirait en offset ; ceci est fait de manière encore imparfaite, car nous travaillons avec les moyens du bord. Le matériel doit être réparé ou remplacé progressivement, avec le souci de l'économie des fonds des militants la plus rigoureuse. Mais je pense que ce bulletin sera encore amélioré dans sa forme et comprendra hebdomadairement un encart ce qui le mettra à 8 pages, permettant de développer davantage sa présentation et de vous parler des problèmes culturels ou économiques.
D'autre part, nous sortirons le mensuel imprimé, par exemple à l'issue du Congrès, ce qui permettra à l'ensemble du Parti d'avoir la documentation et l'information nécessaires.

En ce qui concerne le souhait concernant un hebdomadaire l'étude continue, mais étant donné l'ampleur des fonds en cause il ne faut pas se leurrer sur l'issue rapide de nos études.
Par contre, nous espérons que la "Revue Socialiste" pourra ressortir à la fin de l'année, afin que cet instrument ne tombe pas en désuétude, mais soit au contraire rajeuni et mis à la disposition des militants.
Problème des Jeunesses Socialistes : il y a une mise en place qui se déroule ; certains aspects du problème des JS ont été abordés par le Comité directeur ; Noël Joseph, particulièrement responsable de ces questions, vous fera un rapport complémentaire et se tiendra à la disposition des camarades, tout à l'heure, pour répondre à des questions sur ce problème.
Camarades, il y a un point sur lequel nous n'avons pas pu remplir le mandat du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, c'est celui des rencontres régionales.
Le Comité directeur avait mis un dispositif en place. Certains grands noms avaient été prévus. Mais le fait eue nous ayons dû retarder (et cela me parait sage) le Congrès extraordinaire, sur le plan de l'action, a rendu impossible la réalisation simultanée de rencontres régionales et la préparation du plan d'objectif.
Je dois souligner aussi qu'en dehors de cette raison – qui se suffit à elle seule – ces rencontres régionales n'avaient malheureusement pas suscité beaucoup de réactions favorables de la part des autres organisations : PSU ou Convention, auxquelles nous nous étions adressés. Il est probable que si elles s'étaient tenues, elles auraient réuni principalement des camarades du Parti et des sympathisants, et dans certaines régions, des syndicalistes auraient accepté d'y participer.
C'est donc l'un des points où nous n'avons pas pu remplir le mandat que nous avait donné le Congrès d'Issy-les-Moulineaux.
Camarades, je voudrais maintenant parler un peu de l'avenir immédiat et rappeler que nous devons avoir un Conseil national – de par les décisions telles qu'elles ont été arrêtées à Bondy – pour la préparation des élections municipales.
Cette préparation comporte deux aspects : la tactique du Parti et le projet de réforme municipale.
Le Comité directeur s'est préoccupé du second aspect de la question et a demandé à la fois à certains membres du Comité directeur et de la fédération nationale des élus, de préparer des conférences régionales qui elles-mêmes prépareraient ce Conseil national.
Et je voudrais, parce que ceci est important, vous lire le travail tel qu'il a été organisé :
"Problèmes de structures :
1 - Regroupement des petites communes, rapporteur Pic.
2 - Urbanisation et le problème des agglomérations urbaines, rapporteur Gaston Defferre.
Ensuite, problèmes d'administration.
1 - L'autonomie communale,
Suppression ou allégement de la tutelle, rapporteur Pic.

Fondation Jean Jaurès

2 - Les moyens de cette autonomie,
a) les moyens techniques et financiers (principes d'une réforme des finances locales, rôle des services techniques de l'Etat), rapporteur Boulloche.
b) les moyens en personnel (personnel communal), rapporteur Le Floch,
c) la maîtrise des sols, rapporteur Gaston Defferre
3 - Le statut de l'élu local, rapporteurs Jean-Pierre Worms et Carat.
4 - L'information de la population et son association à la gestion des équipements collectifs, rapporteur Jean-Pierre Worms.
Problèmes politiques :
1 - La formation des militants aux responsabilités locales, rapporteur Jean-Pierre Worms.
2 - Rapports entre les élus locaux et le Parti, rapporteur Pic.
3 - Le cumul des mandats électifs, rapporteur Gaston Defferre.
4 - Les critères d'une gestion Socialiste, rapporteur Gaston Defferre.
Ce travail, ce n'est pas la peine que je vous en souligne l'importance, ces élections municipales sont un enjeu auquel le Parti et je le sais, est sensible, mais elles ne se présentent pas seulement en termes tactiques, elles se présentent en termes de propositions par le Parti et je pense que ce plan de travail nous permettra d'affronter ces élections dans les meilleures conditions.
D'autre part, à la suite du Congrès des maires et à l'occasion de ce Congrès, ont pu se réunir les camarades Socialistes. Des questions ont été posées concernant la fédération des élus et là aussi un plan de réorganisation est en cours. Et, au lendemain du Conseil national, ayant fixé la tactique et la réforme de fond, il y aura probablement un Congrès des élus municipaux lançant le départ de la campagne politique et associant tous les élus du Parti à cette entreprise.
Je voudrais à cet égard dire que le Comité directeur rappelle qu'il y a une fédération des élus Socialistes, et quelles que soient les raisons qui ont amené dans le passé des camarades à faire partie d'autres associations telles que la fédération des élus républicains, il importe que les Socialistes se retrouvent vite dans la même organisation, car l'illusion suivant laquelle des camarades quels que soient leurs talents, pourraient renverser la tendance au sein des élus républicains, me parait relever d'une très grande confiance en soi et d'un irréalisme absolu !
C'est pourquoi le Comité directeur invite de façon pressante – et ceci est l'escalade dans le ton – tous les camarades à rejoindre la fédération des élus Socialistes.
Camarades, voilà ce qui était prévu pour le début du mois d'octobre.
Je voudrais également faire une remarque sur la période qui s'ouvre à nous. Nous avons, pendant un an, consacré l'essentiel de nos efforts à la mise en place du Parti et ceci en exécution des décisions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux. Nos statuts prévoient que nous avons un Congrès ordinaire tous les deux ans et nous devons donc, étant nous-mêmes planificateurs, tenter de voir ce que sont ces années qui s'ouvrent devant nous.
Il y a, en 73, une échéance très importante, celle des élections législatives. Nous devons y participer, et il faut donc que le Parti se prépare, à la fois par son action

Fondation Jean Jaurès

politique et également par son action administrative et technique.
A cet égard, je pense que le rythme des Congrès de juillet n'est pas une chose favorable. Lorsqu'on se réunit en juillet il y a immédiatement après les vacances, ce qui fait trois mois, en fait, pendant lesquels l'effet du Congrès à l'intérieur du Parti est faible, et faible à l'extérieur. Quant à la vie du Parti, ce n'est qu'au mois d'octobre ou de novembre qu'elle recommence à démarrer ; et il me parait donc qu'il faudrait modifier cet état de chose.
Voilà pourquoi, compte tenu de ces raisons, j'ai émis le souhait qu'on réfléchisse à ce problème et qu'on envisage d'avancer le Congrès de 1971 sans prendre parti sur la date, parce qu'il y a également des échéances électorales d'autre nature, et que nous avons à concilier des calendriers, qui sont ceux de la vie du Parti, et ceux de la vie publique, avec tous les problèmes que cela comporte.
Il m'apparaît aussi qu'il faudrait rapidement, au cours d'un Congrès ordinaire, que le Parti se prononce sur deux questions peu traitées jusqu'à présent : le problème régional et également la loi électorale.
Je dis ceci, parce que c'est une question qu'on nous pose souvent. Nous ne pouvons pas avoir l'espoir que la majorité actuelle résoudra rapidement la question dans le sens que nous pourrions souhaiter, mais il importerait que ceci soit examiné sérieusement par le Parti, et je cite aussi un autre problème sur lequel nous ne sommes pas à la hauteur, je veux dire les questions de l'agriculture et les questions agricoles.
Certains camarades pensent qu'elles sont dépassées, nous savons, nous, qu'elles sont à l'origine de certains mouvements graves qui se produisent et elles peuvent ébranler non seulement le gouvernement, ce qui ne serait pas grave, mais jointes au monde des commerçants, ébranler l'ensemble du régime en ce qui comporte de liberté encore et ceci est un problème important.
Voilà en ce qui concerne le plan de travail.
Il m'apparait aussi qu'il y a un problème dont il faudrait que très vite le Parti se préoccupe, c'est le problème de l'immigration des travailleurs étrangers. Ne croyez pas que ce soit quelque chose qui vienne d'une façon artificielle de ma part, mais je suis frappé dans toutes les réunions que je fais en province du nombre de question qui m'est posé à cet égard, des problèmes qui se posent aux municipalités, des problèmes d'ordre public et de lutte raciale qui se présentent dans certaines régions et non seulement dans la région parisienne.
Je suis frappé du fait aussi que des travailleurs et des jeunes mettent en cause la présence de travailleurs immigrés en France. Il importe donc qu'on n'esquive pas ce débat et que le Parti ait une position globale à cet égard, qui tienne compte des aspects humains, des aspects rapports avec les pays même européens en voie de développement, sous développés tel que le Portugal et également des aspects économiques.
N'oublions pas, camarades, que ce problème ne s'est pas posé encore en France, sauf dans certains coins en des termes tragiques, mais que si nous avions sur le sol métropolitain la même proportion de travailleurs venant d'Outremer que dans certaines régions britanniques, nous pourrions moins facilement critiquer le

racisme que l'on voit se développer même dans les milieux travailleurs.
Si nous voulons lutter, et il est temps de le faire, contre les tendances racistes que l'on voit germer et se développer en Europe et en France, n'oubliez pas non plus le référendum en Suisse et la juste marge gui a empêché une législation draconienne, nous devons prendre ce problème au sérieux.
Voici, camarades, des réflexions et propositions sur le travail du Parti après un compte rendu que j'ai fait volontairement sommaire, me réservant, bien entendu, de répondre aux attaques, aux questions qui pourraient être posées.
Je voudrais pour terminer dire mon souci de l'unité du Parti.
Il y a des progrès qui ont été faits ; ils me paraissent encore insuffisants. Tous se passe encore pour certains comme si la partie était complètement gagnée et qu'on puisse impunément se lancer dans n'importe quelle aventure, même théoriquement, au sein du Parti.
Je crois que ceux qui pensent cela se méprennent sur l'état réel du Parti. Nous avons fait de très grands progrès, et je ne voudrais pas que vous tiriez de mes propos une impression pessimiste, ce n'est pas le cas. Nous sommes rétablis partout en France, mais nous sommes encore relativement fragiles. Nous sommes encore l'objet de l'incompréhension d'une partie des commentateurs, soit par ignorance de leur part, soit par mauvaise volonté.
Mes camarades, il ne suffit pas, et ceci est une très mauvaise méthode, de s'en prendre à la presse pour, par cette méthode, faire l'économie des analyses qui s'imposent à nous-mêmes.
Bien souvent, c'est en fonction des divergences que l'on relève chez nous que le scepticisme s'établit à l'extérieur à l'égard du Parti et c'est pourquoi je souhaite vraiment très profondément que quelles que soient les positions que nous ayons les uns et les autres à exprimer et à défendre au sein du Parti, nous prenions conscience de l'état de progrès dans lequel nous sommes, mais qui ne permet pas encore de se livrer à n'importe quoi, car cela ne serait bénéfique pour personne ; le Parti dans son ensemble en pâtirait, en souffrirait, alors qu'à l'inverse, s'il y avait de la part de ceux qui sont impatients, un peu plus de patience, et surtout de compréhension, je crois qu'il faut faire effort de comprendre même dans les divergences qui peuvent séparer les uns et les autres, afin de ne pas acculer les uns ou les autres à des positions critiques qui, finalement, sont nuisibles pour tous, les choses seraient plus faciles.
Voilà, camarades, la conclusion à ce préambule et je crois maintenant que le débat peut commencer.
(Applaudissements)

Le président – Je donne la parole à Cazelles pour la Commission de vérification des mandats.

Ernest Cazelles – La Commission de vérification des mandats qui vous est proposée est la suivante :
Debesson, Poitou, Pezé, Razade, Leblé, Noël, Raymond.
Bien entendu, à cette commission de vérification des mandats, André Le Floch,

Fondation Jean Jaurès

trésorier du Parti s'ajoutera et participera aux travaux.

Un membre – Carbucia…

Ernest Cazelles – De toute façon, les fédérations qui auront des observations à présenter sur les mandats et effectifs pourront être entendues par la Commission. Elle va se réunir immédiatement dans une salle de commission au sous-sol.

Le président – Pas d'objections ?
La Commission est invitée à se réunir.
Je vais passer la parole à Noël Joseph pour quelques compléments au rapport de Savary.
Je demande aux camarades désireux d'intervenir sur le rapport de bien vouloir se faire inscrire.

Un membre – Une explication à Alain Savary : en ce qui concerne les membres de la Convention des institutions républicaines, qui doivent venir demain, j'ai entendu Daillant ou Taillant ?

Alain Savary – Daillant.

Le membre – Moi qui suis de Nîmes, je signale que c'est un ancien député, soutenu par le Parti Socialiste qui au moment de la création du Parti a pris une carte et a reconstitué la Convention des institutions républicaines ; de plus, aux dernières élections, il s'est présenté contre un membre du Parti Socialiste à Nîmes, et je ne sais pas s'il est bien qualifié pour venir au Parti.
(Mouvements divers)

Le président – Je crois qu'on ne peut pas désigner nous mêmes la délégation.

Alain Savary – C'est une délégation d'une organisation étrangère que nous avons invitée et ce n'est pas à nous de faire la sélection ; elle poserait pas mal de problèmes. La Convention a pris ses responsabilités, soyons des hôtes courtois envers ceux qu'elle nous désigne.

Le président – Je passe la parole à Noël Joseph.

Noël Joseph

Chers camarades, je vous apporte quelques compléments d'information concernant les étudiants Socialistes et les jeunes Socialistes.
Conformément aux instructions du Comité directeur, les étudiants Socialistes ont été mis en place dès la Toussaint 1969, afin qu'ils puissent démarrer à peu près en même temps que la vie universitaire. Depuis, ils ont pu travailler et nous avons au cours du Congrès ordinaire, lors d'une réunion d'un groupe de travail avec eux, vu où ils en sont exactement.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Mais je voudrais surtout vous rendre compte de la mise en place des jeunesses Socialistes. Conformément aux instructions du Comité directeur, il a été procédé à un recensement des jeunes ayant pris leur carte au Parti âgés de 16 à 25 ans et ce recensement a été lancé dès novembre 1969. Il a fallu de nombreux rappels et en particulier un lors du Conseil national de Bondy pour arriver à récolter à peu près 45 réponses pour l'ensemble des fédérations du pays.
Nous avons alors organisé une assemblée générale qui s'est tenue à Cachan le 3 mai. Cette assemblée générale a rassemblé les délégués de 37 fédérations sur les 45 recensées et elle a eu lieu à Cachan, je vous le disais, en deux séances de travail présidées le matin par Charles Pot et l'après-midi par Ernest Cazelles en présence d'un autre membre du Comité directeur Pierre Desvalois.
Un certain nombre de messages de sympathie avaient été adressés aux jeunes, notamment par les parlementaires Socialistes et par Deixonne au nom de l'organisation Léo Lagrange, qui était rassemblée en assemblée générale, également un salut des étudiants Socialistes.
J'ajoute que le matin a eu lieu un débat général après un exposé fait par moi-même sur le rôle des jeunesses Socialistes tel qu'il était vu par le Comité directeur, qui avait institué un groupe de travail à cette intention.
De nombreuses jeunesses Socialistes sont intervenues le matin ; il leur a été répondu et ensuite, ils se sont constitués en 3 commissions de travail, l'une s'intéressant à la place et au rôle des jeunesses Socialistes, l'autre mettant en place les structures, les statuts provisoires de la jeunesse Socialiste et enfin, la troisième Commission, établissant un plan d'activité pour les six mois.
Je puis vous témoigner, chers camarades, que ces trois commissions ont fonctionné avec beaucoup de sérieux ; un rapporteur a été désigné, la discussion a été très large.
L'après midi, la séance présidée par Cazelles a vu les différents rapporteurs présenter leurs thèses. Je signale que le texte sur le rôle des JS est proche des conclusions du groupe de travail du Comité directeur qui avait établi un avant-projet.
Le texte sur l'action à mener dans les six mois à venir est également très concret et enfin un texte de statuts provisoires de la jeunesse Socialiste a donné lieu à des discussions et a finalement été adopté par l'ensemble des délégués.
Il s'est agi ensuite, mes chers camarades, d'élire le Comité national provisoire des jeunesses Socialistes, et, dans un souci d'efficacité, les jeunesses Socialistes, après une discussion qui a été longue et parfois passionnée, ont demandé que pour la désignation de ce Comité national provisoire – j'insiste puisqu'il n'est élu que pour quelques mois – on procède de telle manière que l'ensemble des fédérations puisse, si possible, être représenté. C'est ainsi que les grosses fédérations dans leur quasi unanimité ont proposé que les petites fédérations puissent siéger à côté d'elles et il a été retenu pour la désignation de ce Comité national provisoire, non pas le vote par mandat, car il est difficile à établir et aurait abouti à l'écrasement général des petites fédérations par 2 ou 3 fédérations du Parti, mais un vote ne donnant qu'un mandat par fédération.
Après cette mise en place d'un Comité national provisoire, je dirais presque à

l'amiable, comme cela fut fait pour les étudiants Socialistes, il a été procédé à une élection des 25 membres en présence d'une liste comprenant 38 candidats.
Cette élection s'est déroulée d'une manière normale, sous le contrôle d'Ernest Cazelles qui présidait et ensuite il a été, Comité national provisoire, réuni de 8h du soir à 10h sous ma présidence et a abouti à l'élection d'un bureau national de la jeunesse Socialiste, mais un bureau national provisoire, qui se retirera quand une Assemblée générale qui cette fois ci nous l'espérons regroupera l'ensemble des jeunes de toutes les fédérations, se sera tenue, assemblée générale qui, elle, je le précise, désignera son Comité national, cette fois ci conformément aux statuts élaborés à Cachan, au prorata des mandats de chaque fédération sur le plan des jeunes Socialistes.
Voilà, mes chers camarades, les précisions que je voulais apporter.
J'ajoute que cette journée s'est déroulée dans un climat constructif, dans un climat passionné, comme il l'est toujours pour les jeunes, mais dans un climat, en fin de compte, réconfortant. Depuis, les jeunes se sont réunis, ils ont travaillé, ils touchent certainement l'ensemble des fédérations du pays. Je n'affirme pas que cette journée de Cachan, cette première assemblée générale, se soit écoulée, je dirai, dans une sérénité absolue et dans une indifférence totale, au contraire les jeunes ont été passionnés, mais il est essentiel qu'ils partent, ils sont partis, mes chers camarades, je crois qu'ils feront du bon travail, et j'ajoute qu'il ont décidé déjà que dans le délai de six mois à partir du 3 mai il sera procédé à une nouvelle assemblée générale, et je souhaite qu'à ce moment-là l'ensemble des fédérations répondent "présentes" à cette assemblée générale des jeunes qui désignera son Comité national définitif.
(Applaudissements)

Le président – Camarades, Debesson a demandé la parole sur le rapport de Joseph.

Debesson (Nord)

Quelques minutes seulement, camarades, au sujet du rapport que vient de faire notre ami Noël Joseph.
Je n'ai pas une impression aussi satisfaisante que la sienne. La fédération du Nord a délégué 10 camarades au Congrès des jeunesses Socialistes, 10 ouvriers d'ailleurs je le précise, étant donné que les étudiants Socialistes ont une organisation à part. Nos délégués étaient uniquement des ouvriers.
Ils sont venus avec la fâcheuse impression d'être tombés dans un traquenard. C'est bien joli de dire "Il faut faire la part aux petites fédérations", mais ce qui n'est pas normal c'est que des camarades qui ne représentent pas d'organisation de jeunesse soient considérés comme représentant une fédération et aient le même poids que les fédérations qui sont effectivement organisées.
Dans ces conditions, les camarades du Nord ont trouvé que leur présence à ce Congrès ne signifiait rien. Ils sont revenus tout à fait découragés.
Les résultats sont beaucoup moins satisfaisants qu'on ne pourrait le croire d'après l'exposé de Noël Joseph. Si l'atmosphère a été passionnée c'était par la

présence de camarades, je crois, qui étaient venus avec une intention peut-être différente de celle qui consistait à prévoir une organisation efficace de la jeunesse et l'éducation des jeunes, et la propagande, les mots d'ordre de la jeunesse. Certains paraissaient, je le dis tout net, préoccupés beaucoup plus de questions de tendances que de questions d'organisation. Or, les jeunes, à mon avis, doivent s'occuper de l'organisation de la jeunesse, de la propagande et des mots d'ordre de la jeunesse, mais pas de la politique générale du Parti. Si on laisse les jeunesses s'organiser sur ce plan-là, je crains fort que les résultats soient mauvais.
En tous cas le Comité directeur avait désigné une Commission chargée de l'organisation des jeunes. Je n'ai pas l'impression que cette Commission se soit réunie. En tous cas je n'en ai jamais entendu parler. C'est elle qui aurait du préparer la réunion des JS.
Et en réalité il y a un problème, qui est aussi un problème d'organisation, qui est peut-être plus important, que je voulais soulever :
Dans le Nord, quand nous adressons des cartes pour les jeunes, nous mettons un signe spécial :"JS", et nous vendons les cartes meilleur marché qu'aux adultes. Ceci uniquement dans un souci de répertorier les jeunes Socialistes qui ont la même carte que les adultes. Alors, sur le plan national, je me demande comment l'on va faire la séparation entre les deux, et quelle confiance on pourra accorder aux déclarations des fédérations sur leurs effectifs JS. En réalité il faut bien un moyen de répertorier les jeunes.
Est-ce qu'à la Cité Malesherbes on met de côté les fiches des moins de 25 ans en les mettant d'office comme membres des JS ?
Il y a là un problème d'administration, qu'il faudrait trouver un moyen de résoudre, de façon que les chiffres qui sont communiqués par les fédérations soient des chiffres viables.
Et cela se pose partout où il y a des organisations de jeunes. Dans le Nord elles sont importantes – beaucoup moins que je souhaiterais d'ailleurs, mais elles m'intéressent beaucoup. Eh bien, je souhaite que partout il y ait des organisations effectives de jeunes, et qu'il y ait des moyens de contrôle à la Cité Malesherbes.
En tous cas le Congrès qui s'est tenu, la réunion, le rassemblement, l'assemblée, appelons ça comme on voudra, ne me parait pas du tout satisfaisant, et la mise en place de l'organisme provisoire m'apparait, en plus, suspect.
Voilà ce que je voulais dire, camarades, et je le dis au nom des jeunes du Nord qui sont revenus peu satisfaits de la réunion qui a eu lieu.

Le président – Je donne la parole à notre camarade Underwald, Secrétaire général des jeunesses Socialistes.

Underwald

Je voudrais simplement répondre ceci : c'est que la fédération du Nord n'est nullement tombée dans un traquenard, à Cachan.
La meilleure preuve en est, je crois, dans le fait que cette fédération compte

Fondation Jean-Jaurès

deux représentants au Comité national, et lors de l'élection du Bureau national ces deux représentants se sont présentés à des responsabilités, plusieurs fois, et chaque fois ils n'ont pas été élus. La faute en revient à eux, qui ont eu, pendant cette journée, une attitude tout au moins douteuse.
Il avait été bien entendu, et Joseph l'a très bien précisé tout à l'heure, que les grosses fédérations ne voulaient pas écraser les petites, avec une représentation départementale. Pour réorganiser les jeunesses Socialistes il me semble qu'il faut que toutes les fédérations mettent du leur, et que les petites fédérations soient aidées. Il n'est pas du tout question de truster la direction des jeunesses Socialistes. C'était l'attitude, la position prise par la fédération du Nord, et son Secrétaire, Perrin, a fait une intervention qui n'a pas été approuvée, bien au contraire.
Si la fédération du Nord n'est pas représentée au Bureau national c'est de sa faute, et pas de la faute des autres.
Secundo, pour ce qui est de l'organisation, si toutes les fédérations, petites ou grandes, fournissaient l'effort qu'on leur demande, cette organisation aurait beaucoup plus de facilité, peut-être, à se mettre en marche.
Ensuite, la jeunesse Socialiste n'a jamais eu pour objectif ni prétention de prendre une position politique différente de celle du Parti. Mais je crois que c'est un parti qui réclame du sang nouveau, qui veut relancer une action nationale et internationale, et il peut quand même demander l'avis des jeunes, savoir ce qu'ils pensent de certains problèmes. Et ce n'est pas en les étouffant, en les empêchant de s'exprimer, comme c'est le cas dans certaines fédérations, que nous arriverons à quelque chose.
En conclusion, je crois que les tendances que la fédération du Nord sent à l'intérieur des jeunesses Socialistes sont créées par cette même fédération et non pas par les autres qui les repoussent tous ensemble.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Noël Joseph.

Noël Joseph

Chers camarades, je m'excuse de reprendre la parole, mais je vais répondre à notre ami Debesson.
Je le remercie d'ailleurs parce qu'il a très franchement fait état des impressions que lui avait laissées la réunion, à laquelle il n'a malheureusement pas assisté. Il a donc du recueillir ces impressions auprès de gens qui, sans doute, étaient du Nord, mais qui lui ont fort mal rapporté les faits.
Tous ceux qui étaient à l'assemblée générale, qui était là – et il y a au moins deux présidents de séance – peuvent attester que j'ai relaté les faits avec beaucoup de modération, et je ne voulais pas évoquer ces difficultés rappelées par Debesson. En tous cas je puis vous dire, mes chers camarades, qu'en toute honnêteté, il n'y a eu aucun traquenard dans cette réunion, nous ne sommes pas pour monter des traquenards pour les camarades, nous ne sommes là que pour faire du bon travail, du travail sérieux. C'est un terme auquel un certain nombre

de personnes ont cru, auquel je ne crois pas, et que je récuse publiquement.
Quant aux problèmes des tendances, il a été dit tout de suite, dès l'ouverture de l'assemblée générale des jeunes, de Cachan, qu'ils devaient absolument se garder de tout esprit de tendance et qu'ils devaient travailler pour le Parti Socialiste et pour le Socialisme, avec leur foi, leur enthousiasme, et qu'ils ne devaient pas tomber dans ce que Debesson a appelé "leurs tendances".
Donc, ils ont été mis en garde par moi-même d'une manière très directe et très claire.
Je regrette pour Debesson, mais enfin la Commission instituée par le Comité directeur, Commission des jeunes, s'est réunie à deux reprises, et ces réunions ont abouti à un texte qui a été diffusé auprès de tous les délégués consultés, et qui a été ce jour-là en grande partie leur charte.
Enfin, je pense qu'en ce qui concerne le recensement des jeunes Socialistes, qui a été effectué par les soins du Parti, nous avons demandé, et quand nous demandons aux fédérations de nous fournir un chiffre, je pense qu'elles le font sur l'honneur, et j'ai eu des chiffres qui étaient des chiffres vrais.
Quand une fédération me dit qu'elle a un membre dans sa fédération qui a moins de 25 ans, je ne pense pas qu'elle triche beaucoup. Quand elle me dit qu'elle en a trois, je crois aussi que c'est un chiffre que nous pouvons retenir. Et quand par ailleurs nous demandons aux secrétaires fédéraux de nous fournir la liste nominative des membres de leurs fédérations qui ont de 16 à 25 ans, avec leur profession, leur âge et leur adresse, je crois que c'est suffisant pour nous rassurer.
Voilà, mes chers camarades, ce que je voulais vous dire. Je veux rassurer le Conseil national, cette journée s'est passée dans les conditions exactes que je vous ai rapportées, parce que j'y étais, et je puis vous dire que les jeunes sont partis dans l'honnêteté, car nous y tenions absolument, et je suis persuadé qu'à partir de cela ils feront du bon travail pour le Parti.
(Applaudissements)

Le président – Pour l'organisation des débats, nous avons 30 orateurs inscrits, et je vais demander aux camarades qui se sont fait inscrire de bien vouloir venir à la tribune pour établir la répartition du temps de parole.

(La séance, suspendue à 11h35 est reprise à 11h50)

Le président – Je vais passer la parole au premier orateur inscrit, le camarade Carbucia, des Alpes-Maritimes ; le camarade Fajardie se prépare.

Carbucia (Alpes-Maritimes)

Camarades, quatre nouvelles sections, effectif en augmentation de 15%, à jour de ses cotisations, et fière de son action, la fédération des Alpes-Maritimes connaît en ce moment une courbe expansive, courbe expansive sur laquelle nous nous situons par nos propres moyens ; sans l'aide de personne, pas plus dans le présent que dans le passé, sans aide financière, sans concours des élus, sans

concours des parlementaires, nous nous trouvons être la formation de la Gauche non Communiste la plus dynamique dans les Alpes-Maritimes.
Je reprendrai la discussion où je l'avais laissée au Congrès de Bondy, pour répondre à notre camarade qui, s'adressant à nous, disait : certains montent à cette tribune sans avoir lu les déclarations de principes. Je répondrai maintenant que nous sommes mandatés, et que je souhaiterais que toutes les fédérations, en particulier les grosses, observent les mêmes règles démocratiques que nous. Nous sommes mandatés, nous nous réunissons, nous discutons, en vue du Conseil national, et je voudrais dire que l'histoire de la convocation de Cannes illustre mon propos. J'en profite pour dire que je regrette que le Secrétaire national ait fait allusion à cet incident, car cet incident avait été réglé par le Congrès départemental, où j'ai à nouveau désavoué la convocation, ainsi que le rapporteur, d'ailleurs, de cet incident au Bureau national.
Je ne pense pas, du moins je l'espère, que les positions de la majorité du Parti soient à ce point menacées qu'il lui soit nécessaire de descendre au niveau des ragots, et des colportages de bruits de couloirs !
Le problème ayant été réglé, il n'avait point à être posé ici, mais puisqu'il a été posé, je le reposerai en fédération, et je demanderai que la Commission des conflits en soit saisie.
Si nous continuons notre progression, si nous sommes en courbe expansive, il y a des raisons. Si nous avons des adhérents, c'est parce qu'il faut se distinguer, nous n'avons pas le choix. Si nous disons : après tout, notre fonction à nous fédération départementale des Alpes-Maritimes, est d'aider le PC à sortir de son ghetto, à lui donner un coup de main de façon à ce qu'on comprenne mieux où il veut aller, notre fonction est d'être à ses traces, eh bien les hommes et les femmes qui veulent s'engager dans une formation politique rentrent directement au Parti Communiste !
Pourquoi voulez-vous qu'ils passent par un intermédiaire, puisque, du moins dans leur fédération, c'est le PC qui est en position de force, que dans toutes sortes d'élections il arrive avant nous, et que par conséquent, pour le second tour, le problème est très simple, il s'agit de se désister pour lui ? Par conséquent, pourquoi passer par un intermédiaire, puisque tout va bien, puisque nos points de vue se rapprochent, et puisque l'unité de la Gauche est en route ? Eh bien, allons directement au Parti Communiste !
Il faut donc affirmer notre originalité par rapport au PC. C'est pour cela qu'en 1969 nous avions estimé que le nouveau Parti qui se créait devait d'abord être lui-même, s'affirmer, et s'ouvrir au dialogue après s'être défini lui-même et avoir mis en place de nouvelles structures. C'est toujours dans cette ligne de pensée que nous continuons à interpréter la suspension des conversations avec le Parti Communiste.
Au Conseil national de Bondy, on nous a demandé de donner quitus à nos organismes nationaux. Cela veut dire répondre par oui ou par non. Nos responsables nationaux ont-ils respecté le mandat qui leur était donné ? Oui ou non ? Je pense qu'actuellement, à ce Conseil national, il faut aller plus loin, et envisager tout de même l'aspect qualitatif du dialogue avec le Parti

Communiste, parce qu'un simple constat, un huissier suffit pour le faire : il constate qu'effectivement, conformément à la mission qui lui était confiée, le Comité directeur…etc. Il faut donc descendre au niveau qualitatif, il faut juger, il faut apprécier.
Première réflexion : effectivement, d'après la motion d'Issy-les-Moulineaux, le dialogue devait être public. Or, nous n'avons rien eu, jusqu'au mois de juin où nous avons eu un premier rapport, quelques jours avant la tenue du Congrès départemental, et encore ce rapport ne nous dit pas grand-chose.

Le président – Encore une minute !

Carbucia – …L'aspect essentiel, c'est le rapport de Jaquet, qui signale que c'est une impasse. Mais il paraît que maintenant il n'y a plus d'impasse. C'est l'opinion publique qui va être heureuse d'apprendre qu'avant-hier il y avait une impasse, qu'aujourd'hui il n'y en a plus, et que demain il y en aura peut-être une de nouveau !
Et puis, le rapport Fuzier discute sur les mots, ce qui est tout un programme ; on discute pour savoir le sens des mots, etc. Mais ce débat idéologique, en définitive, ne séduit personne, et tandis que nous parlons du débat idéologique, Julien, membre du PC, déclare, lui : l'unité de la classe ouvrière doit être créée, ainsi que les conditions d'une transformation décisive de la société ; le PC, qui ne veut pas avoir un monopole, multiplie les efforts pour l'unité de toute la Gauche sur un programme commun.
Nous parlons idéologie, lui parle programme commun ; l'opinion publique est plus sensible à cela !
Je vous dirai simplement, pour terminer, que dans ce dialogue qui nous paralyse nous avons un rôle qui est tout à fait ingrat. Nous distribuons, suivant les circonstances, des louanges ou des blâmes. "Bravo le PC – on lui a même donné une prime à la dernière élection – ou bien alors : là nous ne sommes pas d'accord." Nous jouons le rôle de la mouche du coche, et nous parlons – c'est une notion qui revient souvent – de l'éclairage. Fuzier nous dit que le dialogue apporte un précieux éclairage sur le comportement du Parti Communiste. Notre Secrétaire national nous dit que ce dialogue apporte un éclairage sur les problèmes de l'union de la Gauche...

Le président – Tu dépasses !

Carbucia – J'ai terminé. Je m'arrêterai sur ce spectacle de "son et lumière" concernant le Parti Communiste, pour vous dire que la fédération des Alpes-Maritimes demande la suspension des discussions avec cet organisme. (Quelques applaudissements)

Le président – La parole est au camarade Fajardie fédération du Cher, pour 15 minutes.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Fajardie (Cher)

Il faut bien constater, mes chers camarades, qu'un an après, les dossiers du Congrès d'Issy-les-Moulineaux restent ouverts. L'unité Socialiste, elle, reste à réaliser. Et les lignes de force du débat avec le Parti Communiste ne se dégagent pas.

La fédération du Cher exprime le souhait que les réponses à ces problèmes soient recherchées avec un peu plus de clarté, avec un peu plus de hâte, et avec un peu plus de rigueur.

Le problème de l'unité Socialiste, d'abord.

Sur ce point, nous ne parvenons décidément pas à nous faire une raison. L'unité Socialiste, elle demeure pour nous, aujourd'hui comme hier, absolument prioritaire.

Avec nos camarades de la Convention des institutions républicaines, rien, en vérité, ne nous sépare vraiment. Nous sommes d'accord sur les principes, nous sommes également d'accord sur les grands thèmes de l'action politique. Dans ces conditions, nous pensons qu'aucun effort ne doit être négligé pour qu'un Congrès d'unification, réuni sans condition ni préalable, permette aux militants du Parti Socialiste et de la Convention de se regrouper avant la fin de l'année.

Pour que ce résultat soit atteint, il faut, bien sûr, que se développe un climat de confiance réciproque, il faut, bien sûr, que les gestes irréversibles soient accomplis, et ces gestes, peut-être le moment est-il venu de les commencer.

Demain, Alain Savary le rappelait tout à l'heure, une délégation de la Convention sera présente aux travaux de notre Congrès sur le plan d'action. A la fédération du Cher, nous pensons que l'occasion devrait être saisie pour que nos camarades de la Convention des institutions républicaines puissent s'exprimer dans le cadre de ce débat sur les perspectives de l'action Socialiste, que tout de même, camarades, en dépit des difficultés et des clivages, nous sommes bien obligés, demain, de mener ensemble, eux et nous, dans le même Parti, si nous voulons qu'elle réussisse et si nous voulons que le peuple nous croit.

Nous sommes convaincus, à la fédération du Cher, que le représentant de la CIR parlant demain à notre tribune, ce serait un grand pas de fait sur le chemin de l'unité Socialiste, et nous souhaitons vivement que le Conseil national retienne cette proposition.

En incidente, je voudrais maintenant, d'un mot, évoquer nos relations avec le Parti Radical.

Indiscutablement, il est concerné par la motion d'Issy-les-Moulineaux. Il fut, nous ne devons pas l'oublier, un partenaire loyal au sein de la fédération de la Gauche, et il reste notre allié naturel. Nous ne pouvons pas non plus nous permettre d'ignorer le manifeste Radical, dont certains aspects, notamment en ce qui touche à l'abolition des moyens privés de production, justifient, c'est entendu, des réserves, mais appellent sans nul doute aussi, de notre part, analyse et discussion.

Alors, il faut, avec le Parti Radical, débattre de ces questions, chercher à fixer les éléments d'un programme commun, et envisager le cadre d'une concertation.

Et j'en viens maintenant au problème de nos relations avec le Parti Communiste.

Il avait été décidé à Issy-les-Moulineaux que le Parti Socialiste devait engager sans préalable et poursuivre un débat public avec le Parti Communiste, portant sur les modalités de combat contre les forces capitalistes, sur les voies de passage au Socialisme, sur les fondements de la société Socialiste. Il était également souligné que, dans ce dialogue qui devait être sans complaisance, le Parti se refuserait à souscrire, même implicitement, à des formules qui sont actuellement remises en cause dans les pays de l'est par les éléments rénovateurs, qu'il s'agisse des libertés publiques ou de l'organisation de l'économie. Il était enfin précisé qu'un accord politique ne pourrait être conclu que si des réponses satisfaisantes étaient apportées aux questions fondamentales.
Eh bien, camarades, il est désormais indispensable de faire le point.
Rappelons-nous le drame de la Tchécoslovaquie, qui n'a été évoqué au Congrès de Nanterre que par une brève référence au texte d'août 1968, et le Parti Communiste français est resté silencieux quand des sanctions ont frappé les hommes du "printemps de Prague".
L'élimination de Garaudy, d'autre part, quel que soit le jugement que l'on porte sur l'homme, a pu traduire à la fois le conservatisme idéologique du Parti Communiste, et son inadaptation aux réalités du monde moderne.
Enfin, les minutes de l'entretien entre Kroutchev et Waldeck Rochet, même dans la version probablement expurgée de l'humanité, nous donnent pour le moins à penser que la présence et le fonctionnement du Parti Socialiste, ne seraient certainement pas garantis par le type d'état qu'ils nous proposent.
Certes, la politique d'union des gauches, définie à Issy-les-Moulineaux, demeure la nôtre, mais pourrait-on, dans un tel contexte, prolonger indéfiniment une discussion dans laquelle le Parti Communiste mettrait plus volontiers l'accent sur les répliques communes, où il pourrait espérer imposer sa loi et qui, soit dit en passant et en toute hypothèse, ne saurait être mise en cause dès lors qu'il s'agirait de faire front ensemble contre les entreprises réactionnaires du Pouvoir, plutôt que sur un dialogue et sur des engagements qu'il n'aurait ni le souci ni la possibilité de tenir.
Il serait dangereux, camarades, de donner l'illusion d'une perspective d'accord possible à court terme et de ne pas montrer de manière éclatante que nous voulons donner la priorité à l'action du Parti et à nos efforts pour aboutir à l'unité Socialiste.
Il faut donc que le débat soit clair et qu'à des questions précises, portant essentiellement sur le pluralisme des partis, sur la liberté d'information, sur le rôle de contestation et l'indépendance du syndicalisme, sur les transferts de souveraineté envisagés dans le cadre de la construction européenne, le Parti Communiste apporte des réponses sans ambigüité.
Il faut que le débat soit résolument public, afin que les militants, les nôtres et ceux du Parti Communiste, en suivent l'évolution, afin que l'opinion soit pleinement informée, qu'elle sache les questions posées et les réponses fournies et puisse finalement juger.
Il faut enfin que le débat se déroule à un rythme plus rapide et que les méthodes d'action soient appréciées dans des délais raisonnables.

Fondation Jean Jaurès

Voilà ce que propose la fédération du Cher, elle propose qu'un Congrès extraordinaire se réunisse en octobre prochain pour faire le point et prendre les décisions que la situation justifiera.
Eh bien camarades, parce que nous serons encore assez loin des alliances électorales de 1971 et que nous y gagnerons c'est évident en sévérité, mais aussi et surtout, parce que le Parti Communiste doit rapidement savoir que l'union des forces qui se réclament du Socialisme dépend en fin de compte de sa propre aptitude à l'indépendance et à des choix réellement démocratiques et que nous ne pouvons pas jouer indéfiniment l'enlisement du débat, l'Union des gauches, camarades, est une chose, nous la souhaitons sincèrement et nul ne peut en douter, mais la satellisation en est une autre et les Communistes doivent savoir une bonne fois pour toutes que c'est une voie dans laquelle nous n'accepterons jamais de nous engager.
Voilà, mes chers camarades, ce que je voulais dire sur l'ordre du jour de ce Conseil national et je vais conclure brièvement.
J'ai mis l'accent sur l'action Socialiste, or on a trop l'impression que dans l'actualité le Parti manque sinon de présence, du moins d'élan et de vigueur.
Il faudrait qu'il s'affirme avec plus de clarté et avec plus de foi. Je sais bien que cela dépend de tous et de chacun d'entre nous, mais il me semble que nous gagnerions en influence si, faisant référence à nos valeurs fondamentales nous abordions plus souvent des problèmes dans leur aspect concret.
Ce n'est pas, camarades, être mesquins et médiocres que de vouloir mieux insérer le combat Socialiste dans l'avenir et si nous étions plus riches en militants et en électeurs, c'est dans des termes tout différents et certainement bien plus faciles que ce poserait le problème de nos relations extérieures.
C'est pourquoi nous ne devons pas nous contenter d'être les prophètes d'une grande idée, la traduire dans les faite doit sans relâche, mes chers camarades, être tout à la fois notre perspective et notre volonté.
(Applaudissements)

Le président – La fédération de la Seine et Marne a déposé une motion, je la transmettrai à la Commission des résolutions.
La parole est au camarade Jegou pour dix minutes ; ensuite le camarade Jaquet de Seine-Saint-Denis.

Jegou (Loire Atlantique)

Camarades, tout d'abord vous excuserez un nouveau secrétaire fédéral d'aborder une tribune à laquelle il n'est pas habitué et vous voudrez bien excuser les propos qu'il pourra tenir.
Tout d'abord c'est un rapport factuel moi aussi que je vais faire, pour apporter la position de la Loire Atlantique.
Je suis chargé, comme l'a dit le camarade de Cannes tout à l'heure, d'exposer devant tous les camarades et devant notre Premier Secrétaire la position qui a été prise par le Congrès fédéral de Loire Atlantique.
Tout d'abord, notre Premier Secrétaire a demandé de notre part de la patience et

un effort de compréhension mutuelle. Je pense que les camarades de Loire Atlantique ont avant la lettre essayé de mettre en pratique cette patience et cet effort de compréhension mutuelle.
Il y avait, à l'échelon des sections, de nombreuses discussions à l'égard de l'action de notre Premier Secrétaire, il y avait un désaccord et une défiance de la part de certains, il y avait une confiance totale de la part d'autres, et pour la majorité il y avait certainement un sentiment de trouble devant l'action de notre Premier Secrétaire.
Or je dois dire que c'est à l'unanimité que notre Congrès fédéral a décidé de déflorer le manque d'information et pour le moins le retard apporté à mettre à la disposition des sections les éléments de discussion et d'appréciation.
Je dois dire pour notre information générale que, puisqu'il y a des bruits de couloirs qui vont de Paris jusqu'en province, qu'on avait laissé espérer qu'à ce Conseil national il n'y aurait pas d'appréciation votée et devant cette allégation je dois dire que personnellement je me suis élevé, peut-être à tort, puisque tout à l'heure on nous a dit qu'il n'y aurait peut-être pas de Commission de résolutions et qu'il n'y aurait pas de vote, si j'ai bien compris…

Alain Savary – Il n'y aura peut-être pas de vote indicatif, mais il y aura une Commission des résolutions et il y aura un vote à l'issue de la Commission des résolutions.

Jegou – Parce que, devant une telle pensée, je dois dire que l'ensemble des militants, je puis dire à l'unanimité, a pensé que cela n'était pas pensable.
Le deuxième point, c'est que là aussi à l'unanimité, la fédération de Loire Atlantique a déploré qu'il y ait secret des discussions avec le Parti Communiste.
Je ne m'étendrai pas sur ce sujet.
Je voudrais dire simplement, pour conclure, qu'il n'y a pas que le jugement prononcé par certains à l'égard de notre Secrétaire, peut-être parce qu'il y en avait trop, mais en définitive je ne suis pas là pour apporter un jugement sur l'action de notre Premier Secrétaire.
Il n'y a donc pas de notre part de motion de défiance, pas plus qu'il n'y a de motion de confiance. Je dirai qu'il y a unanimité en quelque sorte, par 536 voix pour, zéro contre, et 58 abstentions, sur la motion du Nord qui nous a été envoyée et que la Loire Atlantique a modifiée en supprimant le dernier paragraphe du Congrès extraordinaire du Parti en octobre, demandant simplement, étant donné que le Conseil national aura déjà un problème très important à débattre pour les élections et qu'il ne fallait pas mélanger les problèmes, que de toute façon un bilan très net soit dressé pour le mois d'octobre prochain.
Le souci de la fédération de Loire Atlantique, en apportant, comme je vous l'ai dit, la motion présentée par la fédération Socialiste du Nord, en ce qui touche les relations avec les groupes voisins et avec le Parti Communiste, est bien, ainsi que l'indique la motion, que la fédération de la Loire Atlantique attend de la part du Parti Communiste des réponses sans ambigüité à des questions très nettes du

Fondation Jean Jaurès

Parti Socialiste ; la fédération de Loire Atlantique attend cela pour la rentrée d'Octobre.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à notre camarade Gérard Jaquet.

Gérard Jaquet

Camarades, il y a un an le nouveau Parti Socialiste naissait dans la fièvre. Aujourd'hui la fièvre s'est apaisée, mais les problèmes auxquels nous sommes confrontés ne se sont guère modifiés. La Droite est toujours au pouvoir, l'opposition reste affaiblie, et le Parti n'a pas encore repris suffisamment conscience de ce qu'il représente et du rôle qu'il est appelé à jouer dans la vie du pays.
C'est par une politique de clarté, de vigueur et de rigueur que nous pourrons retrouver l'autorité et l'influence qui devraient être celles de la formation la plus représentative du Socialisme français.
Cela est vrai dans tous les domaines, mais plus particulièrement dans ceux qui font l'objet des délibérations de ce Conseil national.
Clarté, vigueur, et rigueur, dans nos rapports avec les autres formations politiques ! Qu'est-ce que cela signifie ?
A l'égard de la Droite qui a suivi de Gaulle et qui suit Pompidou aujourd'hui, le problème est simple. En face d'une formation dont le caractère conservateur n'est guère discutable, mais dont le caractère démocratique l'est beaucoup plus, une seule attitude est concevable : c'est celle de l'opposition sans réserve.
A l'égard du Centre, la politique que nous avons définie à Issy-les-Moulineaux est également claire, et je pense que nous n'avons pas à y revenir.
D'ailleurs, le Centre, où est-il aujourd'hui ? Les éléments les plus nombreux, les plus influents, et qui sont sans doute aussi ceux qui supportaient le plus mal d'être éloignés du pouvoir, ont rejoint la majorité, ils ont librement fait leur choix, et nous ne pouvons qu'enregistrer.
Mais les autres, les Centristes qui n'ont pas choisi le ralliement, que vont-ils faire, et quelle attitude devrons-nous adopter à leur égard ?
Dans la mesure où ils sont peu nombreux et pratiquement inorganisés, il ne peut s'agir que de cas d'espèce.
Il y a ceux qui sont tout à la fois réactionnaires, et pour des raisons diverses et pas toujours concordantes, plus ou moins réservés à l'égard du régime actuel. Leur sort ne nous intéresse guère.
Par contre, ceux qui ont rejeté le gaullisme parce qu'ils sont foncièrement démocrates et qu'ils ont des préoccupations dans le domaine économique et social ; même s'ils n'en tirent pas de leçon, ceux-là ne peuvent pas être considérés par nous avec la même indifférence.
Mais si l'on tient compte du rapport des forces, il est logique d'estimer que c'est à eux de faire le premier effort pour venir vers nous, et non pas à nous de prendre l'initiative d'aller vers eux.
C'est aussi la clarté et la rigueur qui doivent caractériser notre comportement à

l'égard des formations qui s'estiment Socialistes.
Le PSU poursuit sa progression vers le gauchisme. Les négociations sont officiellement engagées entre lui et certains groupes trotskystes. Il n'est pas impossible, d'ailleurs, qu'elles aboutissent dans quelques mois à une fusion. Que feront alors, dans cette hypothèse, les membres du PSU qui continuent malgré les fluctuations de leur parti, à se considérer comme des démocrates Socialistes ?
Ils se trouveront évidemment devant un choix, et notre porte doit être pour eux largement constamment et fraternellement ouverte.
La Convention des institutions républicaines a tenu récemment ses assises à Lyon. Pour la première fois, des divergences sérieuses se sont manifestées, tout au moins publiquement. Devant les difficultés internes de sa formation, François Mitterrand n'a guère dissimulé son embarras. Pourtant, malgré ce qui peut nous séparer encore des conventionnels, malgré les amertumes et les rancœurs souvent justifiées, je pense toujours qu'un accord est souhaitable. Je n'ignore pas qu'un tel accord ne nous amènera pas dans l'immédiat des dizaines de milliers d'adhérents nouveaux, mais je pense qu'il peut exercer sur l'opinion de gauche une influence salutaire, et qu'il peut notamment dégeler un certain nombre de ceux qui persistent dans leur refus de rejoindre une formation Socialiste.
C'est pourquoi je me réjouis que les conventionnels aient répondu à notre appel en acceptant d'envoyer une délégation au Congrès de demain. Je pense comme Roger Fayard que nous devrions aller encore un peu plus loin dans notre volonté unitaire, en proposant qu'un membre de la délégation de la CIR nous dise en quelques mots ce qu'est le projet de contrat Socialiste. En le comparant à notre projet de plan d'action Socialiste, nous constaterions peut-être que les divergences entre les conventionnels et nous sont moins sérieuses que nous le pensions.
Le regroupement de tous les Socialistes est donc souhaitable ; l'entente avec les Radicaux l'est également.
Croyez bien que je n'en méconnais nullement les difficultés. Le nouveau Secrétaire général du Parti Radical est une personnalité d'un type peu courant, souvent même déconcertant et en disant cela j'ai conscience d'utiliser une litote...
Il possède sans aucun doute un prodigieux sens de la publicité et des relations publiques. Je n'en dirai pas autant de son sens politique.
Mais à côté de Jean-Jacques Servan-Schreiber il y a le Parti Radical, que nous connaissons bien, avec ses qualités et ses défauts, ses forces et ses faiblesses. Il était à nos côtés au sein de la fédération de la Gauche, et pendant cette période, il fut constamment dans sa majorité tout au moins, un partenaire loyal.
Il avait, au départ, accepté une perspective Socialiste, chemin faisant il a ressenti une sorte d'effroi devant une telle audace et il nous a fait savoir qu'il ne fallait plus compter sur lui pour participer à la création d'un Parti Socialiste nouveau. Nous en avons pris acte avec regret. Mais, dans le même temps, le Parti Radical a tenu à affirmer qu'il entendait poursuivre avec nous le combat de la Gauche.

Son appui n'est pas à dédaigner et les prochaines rencontres entre ses représentants et les nôtres, seront certainement d'une grande utilité.
Sur le problème que posent pour nous nos rapports avec le Parti Communiste, vous me permettrez d'insister plus longuement. Là aussi, c'est une volonté de clarté et de rigueur qui doit inspirer notre attitude.
A Issy-les-Moulineaux, nous avons décidé le dialogue. Celui-ci a été ouvert. Qu'a-t-il donné jusqu'à présent… ?
Vous avez pris connaissance du rapport qui vous a été adressé à ce sujet. En le lisant, vous avez dû rester sur votre faim. Je vous avoue que c'est ce que nous avons également ressenti en participant à la discussion avec le Parti Communiste.
Il est vrai que l'ampleur des questions posées et la complexité des problèmes soulevés, ne permettaient guère d'apporter des réponses plus concluantes.
Mais je voudrais, comme vient de l'annoncer Alain Savary, présenter quelques réflexions sur un élément nouveau qui concerne le groupe de travail dont j'ai la responsabilité.
Au cours d'une première rencontre, nous avons, Jacques Fleury et moi, posé aux représentants du Parti Communiste une question précise qui était celle-ci : "Pendant la période transitoire du passage au Socialisme, les partis d'opposition, même s'ils réprouvent le Socialisme, pourront-ils selon la conception Communiste, conserver un droit indiscutable à l'existence et posséder les mêmes chances de développement et les mêmes possibilités d'expression que les autres formations politiques ?"
Lorsque nous avons posé cette question pour la première fois, les délégués Communistes nous ont répondu que le problème était à l'étude chez eux, et qu'ils ne pouvaient pas, pour l'instant, nous suivre sur ce terrain et nous donner une réponse positive. Ils ont d'ailleurs adopté la même attitude à propos de la liberté de la presse.
Ce comportement de nos interlocuteurs m'a amené à conclure dans le rapport qui vous a été adressé, que si nous envisageons un jour de définir, avec le Parti Communiste, les principes essentiels de la légalité démocratique nouvelle, qu'un gouvernement de gauche serait chargé d'appliquer, nous serions rapidement dans l'impasse.
Un certain nombre de journaux ont reproduit cette réflexion, et quelques jours plus tard, à une nouvelle réunion du même sous-groupe de travail, les deux représentants du Parti Communiste nous ont tenu un langage différent et ont accepté ce qu'ils avaient refusé au départ.
Mais ils ont eu à cœur de préciser qu'ils ne pouvaient nous donner cet accord que pour la période transitoire des voies de passage et qu'il ne leur était pas possible d'affirmer que leur attitude serait identique au moment de la définition des principes fondamentaux d'une société Socialiste.
J'ai fait alors observer à nos interlocuteurs que l'impasse dont j'avais parlé risquait de ne se trouver que déplacée dans le temps. Ils m'ont seulement répondu que le terme d'impasse n'était peut-être pas le meilleur, et que le mot "difficulté" aurait été préférable.

Difficulté ou impasse, c'est bien en tout cas à propos de ce problème que surgit une des divergences importantes qui nous séparent du Parti Communiste.
Quelle leçon peut-on tirer de cet épisode, et comment expliquer un revirement aussi rapide ?
Au sein du Parti Communiste, les revirements de cet ordre sont tout à fait exceptionnels. Au cours d'une négociation, chaque militant Communiste est en général clairement et dûment mandaté, et le moins qu'on puisse dire est que l'improvisation, ou le manque de préparation, ne sont pas des défauts courants chez nos partenaires du dialogue.
Par ailleurs, les délégués que nous avions en face de nous, et dont l'un d'entre eux est le directeur de l'école de Bobigny – c'est-à-dire le responsable de la formation des cadres de son parti – ne pouvaient pas ignorer les questions que nous allions leur poser et nous ne pouvons pas leur faire l'injure de penser qu'ils n'avaient pas réfléchi au problème que nous avons évoqué.
Alors, cela signifie-t-il que, précisément sur ce problème, qui est évidemment pour nous fondamental, des confrontations se sont organisées entre les principaux dirigeants Communistes, et que des divergences ont surgi brusquement entre eux ?
C'est possible, mais nous pouvons formuler également une autre hypothèse. Les Communistes, ont évidemment le très vif désir de nous amener à élaborer en commun un programme politique. Ce qui les intéresse, bien plus qu'un accord sur les principes de la société Socialiste, c'est un accord pour une action immédiate, dont les effets pourraient se prolonger au cours des prochaines années. Or, ils n'ignorent pas que nous n'accepterons d'envisager un accord de cet ordre que dans la mesure où nous aurons obtenu de leur part des apaisements suffisants sur les problèmes qui nous semblent essentiels, qu'ils soient à court, à moyen ou à long terme.
Ne peuvent-ils pas, dans cette perspective, se laisser tenter par l'idée de nous faire des concessions à propos d'une période qui leur semble bien lointaine, pour obtenir plus facilement ce qu'ils attendent de nous dans l'immédiat ? Dans cette hypothèse, de telles concessions ne seraient alors que de pure tactique et de pure forme et constitueraient, de ce fait, plus un apport qu'une évolution véritable.
Nous ne pouvons évidemment pas écarter complètement cette explication, et cela nous inquiète car, dans notre esprit je le répète, un accord politique à court ou moyen terme est fonction d'un accord général sur un certain nombre de problèmes fondamentaux.
Je crois qu'il est à peine utile d'insister sur ce point. Il me semble en effet évident qu'il serait tout particulièrement dangereux de conclure avec le Parti Communiste un accord qui pourrait, par exemple, nous amener à constituer avec lui un gouvernement commun, si nous ne nous sommes pas mis également, clairement et sans équivoque, d'accord avec lui sur les garanties démocratiques essentielles qui devront s'imposer ultérieurement au sein d'une société Socialiste.
Notre inquiétude est d'autant plus sérieuse que nous venons de prendre connaissance du compte rendu des entretiens qu'ont eu à Prague Waldeck

Rochet et Dubcek au cours du printemps 68.
Ce compte rendu, je veux le prendre tel qu'il a été formulé et présenté dans "l'Humanité". On nous dit que les Communistes français ont refusé de donner aux Tchèques les notes de Kanapa, qu'ils se sont contentés de les leur montrer au cours d'une entrevue plus récente. Fort bien ! je 1'admets…
Dans le texte de "l'Humanité", on constate que ce n'est pas Waldeck Rochet qui parle de la reconstitution éventuelle du Parti social démocrate, comme on nous l'avait laissé entendre, mais Dubcek lui-même.
Je veux bien le croire aussi. L'affaire n'en revêt pas moins un caractère de sérieuse gravité.
En effet, à cette même période, à l'heure où le Printemps de Prague allait se transformer en un été de deuil, Waldeck Rochet tenait à nous dire que le Parti Communiste français était aux côtés du Parti Communiste tchécoslovaque, et qu'il le soutiendrait jusqu'au bout. Il ajoutait même que Dubcek en était parfaitement informé.
J'avoue qu'en prenant connaissance des notes de Kanapa, on ressent un sentiment tout à fait différent.
Waldeck Rochet ne semble nullement être venu à Prague apporter son appui à Dubcek. Il semble, tout au contraire, avoir voulu rencontrer Dubcek pour lui faire des remontrances, et des remontrances précisément sur les problèmes pour lesquels nous considérions que la nouvelle politique tchèque s'orientait heureusement sur la voie de la libéralisation.
C'est en effet la liberté de la presse, c'est le droit à l'existence des organisations nouvelles comme celle des "2 000 mots", qui sont critiqués par le Secrétaire général du Parti Communiste français.
Tout cela nous donne le droit, et même nous impose le devoir de nous demander à quel moment les représentants du Parti Communiste expriment leur pensée véritable, et quel crédit on peut accorder aux engagements qu'ils prennent à notre égard ?
Je dis cela avec tristesse, car depuis longtemps je défends l'idée de dialogue et je persiste à penser qu'en France, une évolution vers un régime réellement Socialiste ne pourra pas se faire sans le concours des Communistes.
J'espérais même qu'une des divergences importantes qui nous ont pendant des années séparées d'eux, s'était sérieusement atténuée.
Il s'agit de celle qui concerne la moralité politique qu'une formation doit avoir à cœur de respecter dans son comportement.
Nous avons, au cours de longues controverses que nous avons engagées depuis 1920, avec le mouvement bolchévique, eu l'occasion de dire bien souvent qu'une des idées qui nous choquait le plus dans la pensée Communiste, et qui avait d'ailleurs été formulée pour la première fois par Lénine lui-même, était celle qui s'exprimait ainsi :
Pour atteindre le but, peu importe les moyens. On peut ruser, dissimuler, tromper même, tout cela est acceptable si, par ce comportement, on peut atteindre plus sûrement l'objectif.
Et constamment, lorsqu'on nous tenait ce langage, nous répondions :

Collection Jean-Pierres

Non, tous les moyens ne sont pas bons pour atteindre le but, car il y a des moyens qui déconsidèrent et déshonorent les causes qu'on entend défendre. Ce n'est pas par la dissimulation et la tromperie que nous irons vers le Socialisme, mais par la franchise et la loyauté, même si cette attitude comporte parfois des inconvénients.
Cette vieille controverse semblait s'être heureusement apaisée.
Et pourtant, je me demande si l'actuel comportement du Parti Communiste, ses ambigüités, ses réponses embarrassées et changeantes, ses attitudes contradictoires, ne sont pas aujourd'hui encore une des manifestations de ce qui fut pendant si longtemps, chez lui, une si détestable habitude.
Alors, que devons-nous faire ?
Devons-nous décider, comme le demandent certains camarades, d'arrêter dès maintenant le dialogue ?
Quel que soit notre sentiment à l'égard de cette proposition, il nous faut bien constater que nous ne pouvons pas discuter cela aujourd'hui si nous entendons nous placer, et c'est notre devoir, sur le plan juridique concernant le fonctionnement du Parti.
Un Conseil national ordinaire, comme celui qui se tient en ce moment, ne peut pas, en effet, revenir sur une décision de Congrès. Celui d'Issy-les-Moulineaux a décidé l'ouverture du dialogue. Seul un autre Congrès, ou un Conseil national ayant pouvoir de Congrès, peut décider de le suspendre ou de l'arrêter.
Par ailleurs, j'estime que notre dossier n'est pas aujourd'hui assez complet pour nous permettre de prendre une décision.
Dans quelques semaines, nous aurons des réponses, pratiquement, à toutes les questions que nous avons posées. Nous aurons la possibilité, tous ensemble, de les étudier, et de les interpréter, et c'est alors, à mon sens, que nous pourrons faire un bilan.
Je pense donc qu'un Congrès extraordinaire ou qu'un Conseil national ayant pouvoir de Congrès devrait se réunir à la rentrée, en octobre par exemple.
Certains amis nous disent : "En octobre, c'est trop tôt. Attendons le début de l'an prochain pour tenir de telles assises, quitte à avancer la date du Congrès ordinaire".
J'avoue que je ne suis pas persuadé que ce sera trop tôt à la rentrée pour dresser un bilan significatif de nos entretiens.
En octobre, il y aura 16 mois qu'aura été décidé pour nous d'engager le dialogue avec le Parti Communiste. Je sais bien que nous vivons à une époque ou les mois s'écoulent vite, mais il ne me parait tout de même pas absurde, 16 mois après avoir décidé de prendre une initiative, de demander qu'un bilan de cette initiative soit établi.
Par ailleurs, l'an prochain, nous serons en pleine campagne électorale. Est-ce à ce moment-là que nous pourrions prendre une décision, qui apparaîtrait beaucoup plus comme une décision de circonstance, et même de circonstance électorale, que comme une décision reposant sur des raisons politiques véritables ?
Tenir un Congrès en octobre, comme nous sommes un certain nombre à le

Fondation Jean Jaurès

demander, cela voudrait dire que dès la rentrée nos militants seraient consultés démocratiquement.
Quelle en serait la conclusion ?
La poursuite du dialogue sous sa forme actuelle ?
La poursuite du dialogue sous une autre forme ?
L'arrêt du dialogue ?
La suspension de celui-ci ?
Toutes ces formules pourraient être discutées librement à l'intérieur du Parti. La décision qui serait prise, quelle qu'elle soit, s'imposerait à tous.
Comment pourrait-on refuser une telle consultation, qui ne pourrait que renforcer le Parti, dans la mesure où elle lui permettrait de s'exprimer par la voix de tous ses militants ?
Une organisation comme la nôtre ne doit pas craindre les consultations répétées de l'ensemble de la communauté qui la compose.
La démocratie à l'intérieur du Parti est notre fierté. Elle est notre force. A aucun moment elle ne doit ou ne peut être considérée comme une servitude.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Cluzeau de la Haute Vienne.

Cluzeau (Haute-Vienne)

Camarades, la fédération de la Haute-Vienne a pris connaissance, dans son Congrès fédéral, des premiers résultats du dialogue engagé entre notre parti et le Parti Communiste.
Qu'a t-il constaté ?
Il a constaté d'abord qu'en 1963, puis en 1966, le dialogue avait déjà été engagé, qu'il l'avait été dans de bien meilleures conditions. Ne pouvait-on pas croire qu'une évolution démocratique de l'URSS influencerait l'évolution du Parti Communiste français ? Mais même dans cette conjoncture, les résultats avaient été décevants, les problèmes de fond restaient toujours les mêmes, ils se heurtaient toujours aux mêmes difficultés.
Sans doute, la motion du Congrès d'Issy-les-Moulineaux avait été de souligner un dialogue sans complaisance et, d'autre part, un accord politique ne pouvait aboutir que si les réponses satisfaisantes étaient apportées aux questions fondamentales.
Il nous a toujours semblé que c'était faire preuve d'illusions et de naïveté politique, c'était mal connaître le partenaire. Or, les circonstances dans lesquelles s'était engagé le dialogue n'avaient jamais été aussi défavorables. Un bouleversement dans les structures du Parti, le trouble dans la masse des militants, une campagne électorale où, il faut bien dire, jamais l'audience du Parti n'avait été aussi faible, toutes raisons qui nous mettaient en position de faiblesse, face à un Parti fort du résultat obtenu par lui aux élections présidentielles, où jamais la dissimulation des objectifs, les déclarations hypocrites n'avaient été aussi grandes.
Un Parti qui sans relâche se déclare le Parti de l'unité de la Gauche, un Parti qui

Fondation Jean Jaurès

réalisa une escroquerie monumentale et qui sortit grandi de l'épreuve, à tel point qu'il put se permettre par son abstention, ou plutôt qu'il permet par cette abstention l'élection de Pompidou.
Négocier au moment où le Parti Communiste avalisait la normalisation des accords entre la Tchécoslovaquie et l'URSS, puis, ultérieurement, au moment où naissait et s'amplifiait l'affaire Garaudy qui avait une conception particulière de la démocratie, négocier alors que Marchais commençait, dans des articles repris par toute la presse, à charger le Parti Socialiste, l'ancienne SFIO, de tous les péchés antiunitaires et où il exigeait que nous acceptions, pour qu'un accord soit conclu entre les deux partis, la dénonciation du pacte Atlantique, sans que pour autant le pacte de Varsovie ne soit lui même dénoncé.
Négocier enfin dans un rapport de force, alors qu'on négocie avec des forces en présence, à un moment où nous n'avions nullement réuni les familles Socialistes face à un Parti plus gros que le nôtre, c'était entrer dans un processus qui peut être fatal à la démocratie Socialiste.
Il y a dans cet empressement, selon nous, une erreur de stratégie politique lourde de conséquences ; cette tentative a évité au Parti Communiste, sorti de son isolement, d'accomplir les efforts nécessaires pour se transformer dans ses structures.
La stratégie Socialiste aurait dû être employée à concentrer tous ses efforts pour rassembler les Socialistes, à élaborer d'un commun accord un plan d'action Socialiste et obliger le Parti Communiste à prendre position et même à venir vers nous, alors que nous agissions en quémandeurs.
Les résultats ?
Eh bien, les rapports ne nous apprennent rien de nouveau. A quel moment les 21 conditions de Tours sont-elles au moins pour celles qui sont fondamentales, condamnées ?
J'en rappelle quelques unes :
-pluralité des partis,
-suppression du centralisme bureaucratique,
-indépendance vis-à-vis de l'URSS,
Et l'Europe qu'en fait-on ?
Même les simulacres d'accord sont dangereux.
Il est dit dans le rapport que les notions d'indépendance syndicale ne font pas naître de difficultés.
Camarades, à qui fera-t-on croire que le Parti Communiste abandonnera le contrôle sur la CGT ?
Même les points fondamentaux restent des obstacles majeurs.
Il est indiqué dans le rapport qu'aucun accord n'a pu être fait sur les notions restrictives de la classe ouvrière, sur l'analyse même de l'évolution du fonctionnement du capitalisme, sur le rôle des masses populaires et leur contrôle face au suffrage universel, enfin, comme le rappelait Gérard Jaquet, quels droits et quelles libertés auraient les partis non Socialistes ou les partis nouveaux même Socialistes ?
En fait, reste posé le problème de la légalité démocratique, de la liberté

Fondation Jean Jaurès

d'expression, toutes ces divergences sont fondamentales.
Et ce n'est pas par hasard que Gérard Jaquet indique au bas du rapport que nous allions aboutir à une impasse. Mais le Parti sort, selon nous, profondément affaibli des démissions retentissantes, et que nous déplorons, car nous ne devons jamais nous réjouir d'une démission et d'une scission nouvelle que nous regrettons et qui n'a peut-être pas fini de faire ses ravages.
Tous les militants troublés deviennent hésitants face à ces décisions et les démocrates Socialistes restent dans l'expectative.
Alors, camarades, cette comédie ne peut pas durer ; sinon, nous serions rapidement absorbés par le Parti Communiste.
Si nous tombons d'accord, nous serons absorbés, si nous partons brutalement, nous serons les briseurs de l'unité. Dans toute solution maintenant, on aura "plumé la volaille Socialiste".
La tactique du Parti Communiste est de faire durer des mois et des mois les discussions, d'en profiter pour faire croire qu'il reste, lui, le Parti Communiste, le moteur de l'unité, d'en profiter pour les élections municipales, d'en profiter pour empêcher le rassemblement des Socialistes, pour provoquer de nouveaux éclatements dans notre Parti pour l'affaiblir, afin de mieux l'absorber.
Et enfin, à une perspective plus lointaine, le Parti Communiste sert ainsi le gaullisme en réalisant la prophétie de Malraux : il n'y aura plus dans le pays que deux partis, le gaulliste et le Communiste !
Camarades, si nous ne pouvons pas ignorer le Parti Communiste, si nous ne devons pas faire de l'anticommunisme, il est souhaitable dans des circonstances bien déterminées qu'il puisse être nécessaire d'entreprendre des actions communes, ne tombons pas dans le piège qui nous est tendu.
Et puisqu'il s'agissait d'un dialogue sans complaisance, limitons le dialogue dans le temps et dans un délai très bref, et engageons une campagne qui fera connaître où se trouvent les démocrates Socialistes.
C'est pourquoi la fédération de la Haute-Vienne, tout en se ralliant à la motion qu'a présenté notre camarade Chandernagor, a introduit un certain nombre de nuances ; permettez moi, pour conclure, de lire la première partie de cette motion :
"La fédération Socialiste de la Haute-Vienne,
Réaffirme sa fidélité aux principes fondamentaux du Socialisme :
-lutte contre un régime capitaliste de plus en plus incapable d'assurer la prospérité générale et 1'expansion dans l'ordre et la dignité, et dont l'audience s'amenuise sans cesse dans toutes les classes sociales,
-gouvernement du peuple pour le peuple et par le peuple,
-égalité réelle des chances devant la vie…

Un membre – Motion d'ordre.

Cluzeau – - garantie pour tous les citoyens de tous les droits civils, politiques, philosophiques et religieux,
-respect absolu de la personne humaine,

-hostilité résolue à toute solution de dictature qui tend à écraser l'individu sous le poids d'un Etat tout puissant livré aux mains d'un seul homme.
Demande que le Parti mette fin par fixation d'un délai proche à l'équivoque créé dans la population et systématiquement entretenu par d'interminables discussions avec le Parti Communiste qui présente le double danger de ne déboucher sur aucun résultat positif, tout en conduisant le Parti à sa disparition au profit du Parti Communiste, d'une part, de la Droite conservatrice, d'autre part.

Le président – La séance va se terminer avec cet orateur. Je vous propose le Bureau de cet après-midi :
Président Arthur Nottebart, assesseurs : Dubois, de la Mayenne, Vincent, de la Loire, Mauco, du Gers, Boeglin du Haut-Rhin.
La séance reprendre à 14 h 30 précises.
La séance est levée à 13 h.

PARTI SOCIALISTE SFIO
Conseil national du 19 juin 1970
Epinay

Séance du 19 mai 1970 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de A. Notebart, assisté de : Dubois (Mayenne), Vincent (Loire), Mauco (Gers), Beoglin (Haut -Rhin).

Le président (Arthur Notebart)

Camarades, je déclare ouverte la séance de l'après-midi du Conseil national, et je voudrais indiquer au Conseil national que le Bureau vient d'être saisi par notre camarade Bissey, des Pyrénées-Atlantiques, d'une motion d'ordre. Je dis "d'ordre", mais il y a en vérité quatre questions, et on ne sait pas comment une motion peut s'interpréter en quatre questions. Voilà le texte :
1°) A-t-on le droit de remettre en cause au Conseil national les décisions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux ?
2°) A-t-on le droit de présenter des motions à la tribune ?
3°) A-t-on le droit de voter des motions au Conseil national ?
4°) Si oui, je demande la parole pour une minute :
La motion Chandernagor dont on nous rebat les oreilles devrait être modifiée et simplifiée ainsi :
"Pas d'alliance avec le Parti Communiste, jetons-nous dans les bras des centristes".
Je ne sais quel est l'avis du Conseil national à ce sujet, je donne parole à l'auteur, pour développer.

Bissey – Je n'ai rien d'autre à ajouter à cette lecture, si ce n'est que depuis ce

Fondation Jean-Jaurès

matin on parle de motions et en principe nous n'avons pas le droit de voter de motion. Alors, je voudrais que le Conseil national se prononce sur ce sujet. Car il est absolument inadmissible que nous bavardions, et nous ne faisons pas autre chose depuis ce matin, sur des motions qui n'ont absolument aucune valeur et que nous ne pouvons pas accepter.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Savary.

Alain Savary

Camarades, je voudrais exprimer un point de vue sur les questions posées, dans l'ordre où elles ont été exprimées.
En premier lieu, a-t-on le droit de remettre en cause au Conseil national les décisions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux ?
Il me parait évident que le Conseil national ne peut pas remettre en cause les décisions de Congrès.
(Applaudissements)
En second lieu : a-t-on le droit de présenter des motions à la tribune ?
Je dirai : oui. Car la discussion est libre et il importe que chaque délégué au Conseil national puisse s'exprimer, même si ce qu'il propose n'est pas conforme à la majorité ou même conforme à ce qui doit sortir des décisions du Conseil national.
Il est impensable qu'un Conseil national du Parti Socialiste limite le droit d'expression des délégués à la tribune du Conseil national.
Troisième question : peut-on voter des motions ? Je voudrais rappeler qu'à l'issue de la Commission des résolutions il y aura une décision prise par le Conseil national. Qu'on l'appelle motion ou autrement, ceci n'a pas d'importance, un Conseil national a deux droits et deux devoirs :
Se prononcer sur la manière dont le Comité directeur a appliqué les décisions du Congrès.
Et en second lieu, pour la période qui s'ouvre devant nous, de dire, à l'intérieur des décisions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, la manière dont il souhaite que les décisions du Congrès soient appliquées.
Voilà, à mes yeux, la fonction du Conseil national et la manière dont les débats doivent se dérouler.
Je crois avoir répondu aux trois questions de notre camarade. Et je demande que le Conseil national reprenne ses travaux, étant donné que ces réponses me paraissent répondre aux préoccupations de notre camarade, en tous cas dans l'esprit dans lequel il les a posées.
(Applaudissements)

Le président – Les réponses de Savary satisfont-elles le camarade des Pyrénées-Atlantiques ? …Pas d'observation ! Le débat continue.
La parole est à Le Floch, pour le rapport de la Commission de vérification des mandats.

Fondation Jean-Jaurès

Le Floch

La Commission de vérification des mandats a décidé à l'unanimité de proposer au Conseil national l'adoption du texte présenté par le Comité directeur.
Ce texte modifie la représentation des fédérations uniquement pour les assises nationales de 1970.
Je vous rappelle ce texte :
Pour le calcul du nombre de mandats et de délégués aux assises nationales de 1970, les effectifs déclarés au Conseil national de Bondy seront retenus, quelle que soit la dette inscrite au débit de la fédération.
Les fédérations auront jusqu'au 31 décembre 1970 pour se libérer de leurs dettes 1969 et 1970.
A partir de l'année 1971, la représentation sera calculée conformément aux dispositions des articles 30 et 31 des statuts, la notion de moyenne des deux années précédentes étant appliquée.
Toute dette de 1969 ou de 1970 entraînera une diminution de mandats et de délégués pour 1971 et 1972.
Votre Commission a également procédé à 1'examen de l'état des effectifs des fédérations pour 1969.
Elle a constaté l'exactitude des opérations comptables.
En conséquence, elle a validé 2 996 mandats, contre 2 445 mandats retenus au Conseil national de Bondy les 7 et 8 février dernier.
La représentation ainsi rectifiée entrera en application à compter d'aujourd'hui et jusqu'au 31 décembre 1970.
La Commission vous demande d'accepter ses conclusions.

Le président – Y a-t-il des observations ?
La parole est à Nayrou, de l'Ariège.

Nayrou (Ariège)

Camarades, j'appelle votre attention sur la gravité du vote que vous allez émettre.
Je fais partie de la fédération d'un petit département, et c'est avec fierté que je vous dis que je ne fais pas partie d'une petite fédération, car dans la fédération de l'Ariège il y a 1 200 membres, sur une population de 125 000 habitants, c'est-à-dire en gros un militant par un millier d'habitants, en moyenne. On se place, je crois, pratiquement, pour la moyenne, en tête, après la fédération de l'Aude, de toutes les fédérations de France.
Au fond, ce qu'on nous propose, c'est de calculer les mandats sur le matériel commandé et non sur le matériel payé. Il y a là un véritable abus de confiance, car, dans un département pauvre comme le nôtre, nous avons souvent payé des cotisations en retard, c'est vrai, mais nous avons toujours payé avant les Congrès nationaux de l'année suivante, nous avons toujours été à jour, et cette année en particulière nous sommes également à jour.

Fondation Jean-Jaurès

Alors, dites-moi s'il est possible de transgresser la règle qui a toujours été la nôtre ! Je m'excuse après d'Alain Savary, mais nous avons tout de même pris la suite de la SFIO, je vous demande s'il est possible de transgresser une fois la bonne règle et de ne pas la transgresser par la suite.
Je pense que la chose qui nous est proposée est contraire à la justice. Actuellement, dans l'Ariège, 1969 est épongé. Nous avons déjà distribué plus de 600 cartes qui ont été commandées, payées et distribuées, et nous arriverons à 1 200 avant la fin de l'année, il n'y a aucun problème.
Il y a deux ans, alors que les camarades d'habitude payaient à terme échu, que nous avons commencé à redresser la situation. Cette année, nous sommes à jour. Est-ce qu'il est normal qu'un petit département de 125 000 habitants dans un pays pauvre, où il y a beaucoup de paysans, beaucoup de petits ouvriers, comparativement à la population bien entendu, arrive à cela alors que d'autres n'y arriveraient pas ? Est-ce qu'il serait normal qu'on n'arrive pas à normaliser partout la situation ?
Ce matin Savary a fait observer que les grandes fédérations pourraient parrainer les petites ; je vous demande si dans notre cas les petites fédérations n'arriveront pas à parrainer les grandes.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Sarre, de Paris.

Sarre (Paris) – En ce qui concerne la fédération de Paris, celle-ci a lu attentivement la note circulaire qui lui avait été envoyée par le Comité directeur, et après en avoir pris connaissance nous avons posé trois questions à nos camarades Cazelles et Le Floch concernant le sens et l'interprétation qu'il fallait donner à la proposition de modification du calcul des mandats pour l'année en cours.
Et la fédération de Paris unanime, dans son Congrès du 14 juin, a décidé que si ce calcul intervenait sur les cotisations et les cartes effectivement payées au Congrès d'Issy-les-Moulineaux et au Conseil national de Bondy, naturellement nous votions pour la proposition de modification des statuts, mais que dans la mesure où ce serait un crédit ouvert à des fédérations qui auraient déclaré un certain nombre d'adhérents et qui en fait ne les auraient pas payées, ces cotisations, nous rejetterions à l'unanimité cette proposition.

Le président – La parole est à Carbucia, des Alpes-Maritimes.

Carbucia

Camarades, à l'unanimité la fédération des Alpes-Maritimes a émis un certain nombre de considérants sur la proposition du Comité directeur, et elle a estimé que le problème de cotisations 1969 et de la représentativité qu'elle implique, est déjà réglé par les circulaires d'application suivantes, sur lesquelles il n'y a pas à revenir :
-Circulaire de l'assemblée générale du 15 septembre 1969,

Fondation Jean-Jaurès

-Circulaire du Secrétariat général N°8
-Circulaire du Secrétariat général N°16
-Circulaire du Secrétariat général N°17
C'est au vu des circulaires et des signatures qu'elles comportent que nous avons fait l'effort nécessaire pour éponger nos dettes de 1969, et nous pensons que le fait de remettre en cause des textes qui revêtissaient un certain caractère solennel constitue un fâcheux précédent.
Nous constatons aussi que le véritable problème qui nous est posé est celui de la revalorisation de la représentativité d'un certain nombre de fédérations par rapport à d'autres.
Ensuite, il semble évident que, ne pouvant être juge et partie, les fédérations débitrices vont tout de même statuer sur leur propre cas : à savoir si elles doivent être représentées par tel ou tel nombre de mandats, ce qui est complètement contraire au droit commun.
Nous constatons que la proposition du Comité directeur ne peut être étudiée que dans un cadre de l'article 2 des statuts, qui fixe les pouvoirs dans la limite du Conseil national, en la matière, en prenant en considération l'ensemble des fédérations sur la base de leurs effectifs réels.
Enfin, nous attirons l'attention du Conseil national sur le fait que tout autre décision, tout autre méthode qui serait retenue altérerait le principe de la répartition proportionnelle et équitable des mandats entre les fédérations, et pénaliserait les militants qui ont accompli l'effort financier qui leur était demandé et serait en contradiction avec l'article 32, les articles 47 et 88 des statuts nationaux, ce qui frapperait de nullité toutes les décisions du Conseil national du 19 juin et du Congrès extraordinaire des 20 et 21 juin.

Le président – La parole est à Chandernagor.

André Chandernagor

Camarades, je n'avais pas l'intention d'intervenir sur ce point de procédure, parce que je ne m'attendais pas à ce qu'il fasse l'objet d'une contestation, mais c'est l'observation de Nayrou qui a un peu commandé la mienne.
C'est vrai qu'il y a un certain nombre de fédérations, dont la tienne, qui ont encore des dettes au Parti… (murmures)… Oh ! Laisse-moi parler ! C'est vrai, oui, car l'année 1969, vous vous en souvenez, n'a pas été tellement commode : on a donné d'abord un certain prix, nous avons vendu les cartes un certain prix, et ensuite il y a eu un réajustement ; je ne critique pas la façon de procéder, mais je dis que dans un certain nombre de coins où les porte-monnaie ne se lâchent pas si facilement, cela nous a posé un problème de trésorerie, et je crois qu'il est bon de laisser des délais plus longs.
Mais si je suis intervenu, Nayrou, c'est parce que je voudrais raviver tes souvenirs en même temps que les miens. Tu évoquais tout à l'heure tes souvenirs de l'ancien parti… enfin, d'un des anciens partis – je ne sais comment m'exprimer, excuse-moi, Savary – c'est-à-dire de la SFIO.
Oui. Eh bien moi, j'ai des souvenirs différents des tiens, précisément, je

voudrais faire appel à tous ceux qui peuvent en avoir dans cette assemblée...

Pierre Mauroy – Moi, j'en ai.

André Chandernagor – Je crois me souvenir qu'à un certain moment, devant l'ancien Comité directeur de la SFIO, est venu le problème de l'arriéré de 1'Ariège, qui faisait une somme assez énorme, et autant que je puisse en avoir le souvenir on a réuni à ce moment-là une petite commission pour trancher le problème, où il y avait toi, Nayrou, Dejean, et un certain nombre d'autres ; on a étalé votre dette dans le temps, et elle était bien supérieure à celle que je viens d'indiquer pour ma propre fédération.
Alors, je dis que ce qui vous fut accordé à ce moment-là, avec la possibilité de maintenir votre nombre de mandats jusqu'à ce que vous ayez payé, ne soyons pas trop sévères, accordons-le aux autres !
(Applaudissements)

Le président – Alors, Nayrou, pour deux minutes, puisque c'est un fait personnel, mais je crois qu'on ne peut pas exagérer dans ce sens, sinon on n'en sortira pas.

Nayrou – Il n'est pas dans mon tempérament d'envenimer les débats, croyez-le. Je dirai simplement que la fédération de l'Ariège a connu des difficultés à un certain moment, qui venaient du fait qu'à la suite du décès du trésorier fédéral les sections ont pris l'habitude de payer à terme échu au lieu de payer à l'avance, ce qui fait que nous avions, c'est exact, un an de retard. Nous avons toujours honoré nos engagements, et en l'espace de trois ans nous avons réussi, malgré les difficultés de 1969 – et je ne mets ici aucune fédération en cause – non seulement à dégager tout le passé, mais encore à être en règle vis-à-vis des statuts du Parti.
J'ajoute que, dans le passé, la petite fédération de l'Ariège n'a jamais fait perdre un centime au Parti.

Le président – Voilà une bonne leçon pour tout le monde !
La parole est à Le Floch.

Le Floch – Camarades, je voudrais apporter un certain nombre de précisions en réponse aux questions qui ont été posées.
Il ne s'agit pas, pour le Bureau national et le Comité directeur, d'éponger une dette, il s'agit de donner un délai supplémentaire pour la régler, en raison des difficultés que nous avons connues en 1969, année de la constitution du nouveau Parti.
En ce qui concerne l'Ariège, pour répondre à Nayrou, je voudrais lui faire remarquer que la fédération de 1'Ariège doit, au titre de l'année 1969 la somme de 4 756 F, et si la proposition faite par le Comité directeur était adoptée aujourd'hui...

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Nayrou – C'est fini, c'est réglé !

Le Floch – …la fédération de l'Ariège verrait sa représentation portée de 41 à 49 mandats...

Le président – Le trésorier connaît bien ses comptes !

Nayrou – C'est normal !

Le Floch – Ce sont bien les comptes en ce qui concerne la fédération de 1'Ariège.
Alors, écoutez, camarades, depuis le début de l'année nous avons essayé de récupérer les dettes des fédérations. Je peux aujourd'hui donner un chiffre, puisque la presse n'est pas là, et que je suis persuadé que personne ne répétera le renseignement que je vais donner.
(Murmures et rires)
Il y avait une dette totale de 67 millions. L'état de la trésorerie ne nous permettait pas d'éponger, et c'est ainsi que j'ai été chargé à plusieurs reprises par le Secrétariat et le Bureau national de persuader les camarades de la nécessité de régler leurs dettes.
A l'heure actuelle, sur les 67 millions dus au mois d'octobre 1969, 36 millions sont rentrés. Il nous reste, par conséquent, encore 31 millions à récupérer, sur 45 fédérations qui n'ont pas réglé complètement, alors que 50 ont réglé.
La question nous a été posée, uniquement pour l'exercice 1970, de savoir s'il ne serait pas possible de donner un délai supplémentaire, pour que les fédérations aient une représentation qui corresponde à leurs effectifs réels, même si la dette n'a pas été réglée. Mais il est bien entendu que à la fin de l'année, si la dette de 1969 n'était pas payée, alors à ce moment-là, pour le calcul de la représentation pour les deux années qui viennent, c'est-à-dire 1971 et 1972, la moyenne serait faite sur les années 1969 et 1970, la dette de 1969 entrant en ligne de compte.
C'est une mesure qui a paru sage au Comité directeur, parce que l'année 1969 a été une année exceptionnelle, et qu'il n'était pas possible de calculer la moyenne sur les deux dernières années, puisque 1969 était l'année de la constitution du nouveau Parti, et que le calcul ne pouvait être fait que sur cet exercice.
(Applaudissements)

Le président – Nous allons passer à l'adoption du rapport de la Commission de vérification des mandats. Je n'ai pas de demande de vote par mandat, je le mets donc aux voix à main levée.
Que ceux qui en sont partisans le manifestent en levant la main avec la carte rouge.
Avis contraires ?
6.
Le débat reprend maintenant. Chandernagor est le premier orateur inscrit, pour

Fondation Jean-Jaurès

30 minutes, Desgranges ensuite de l'Allier, pour 15 minutes.

André Chandernagor – Mes camarades, au moment où j'aborde cette tribune et où nous devon examiner et apprécier l'ensemble des conversations qu'en application du Congrès d'Issy-les-Moulineaux nous avons eues, tant avec la famille de ceux qui se réclament du Socialisme qu'avec les autres, je voudrais vous dire que je n'aborderai pas le problème des relations avec la CIR, avec le PSU, avec les Radicaux, non pas que je ne souhaite pas qu'elles aboutissent – je souhaite que ces conversations aboutissent, largement, et dans ma bouche cela a un sens – mais comme je crois que nous sommes tous d'accord là-dessus, et que nous ferons tout ce qu'il est possible pour le réaliser, je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'épiloguer.
Je voudrais, par conséquent, aborder tout de suite le gros morceau de notre Conseil national, c'est-à-dire l'appréciation des conversations entamées avec le Parti Communiste français.
Je partirai pour cela du document qui nous a été soumis, car j'ai cette faiblesse de formation de m'en tenir aux textes.
Je les ai étudiés avec beaucoup d'attention, croyez-moi. J'en tire cette conclusion, que je vais m'efforcer de développer devant vous, que ces conversations ont été décevantes. Ce qui est intéressant, lorsqu'on lit les rapports factuels, c'est que les divergences se recoupent d'un groupe à l'autre ; c'est extrêmement intéressant dans la mesure où cela prouve que, par quelque biais qu'on prenne le problème de nos relations, les divergences auxquelles on aboutit sont réellement des divergences fondamentales.
Examinons-les, si vous voulez, les unes après les autres.
La première n'est pas extraordinairement grave, c'est une divergence d'analyse sur le fonctionnement du capitalisme et sur son évolution. Cela se trouve groupe 1 page 2. Les Communistes estiment que l'évolution logique du capitalisme débouche vers une crise grave. Nous pensons, nous, qu'il recèle une grande souplesse d'adaptation, qui rend très difficiles sa prise de contrôle et sa transformation.
Divergence mineure. Cependant, pas tellement. Ce qui s'est passé hier en Grande-Bretagne et que nous déplorons tous, à quoi nous attacherons sans doute des significations divergentes, tend à me prouver, à moi, que la souplesse extraordinaire du capitalisme, et surtout l'état actuel de l'opinion, infiniment plus conservatrice que tout ce qu'on croit, nécessitent un certain nombre de précautions si l'on veut avancer, autrement j'ai bien peur qu'on se mette en position de recul.
Différence d'analyse, mais, ce qui me paraît plus grave, différence de conception.
Différence de conception d'abord, sur ce que doit être le centre de préoccupation essentiel de la société Socialiste, groupe 3, page 13 ; excusez-moi des références, mais je crois que cela facilite la compréhension.
Pour nous, Socialistes, la société Socialiste, qui ne peut être qu'un devenir continu, place au centre de ses préoccupations l'individu. Cela, nous le savons

depuis le départ, Jaurès a écrit là-dessus des pages admirables.
Pour les Communistes, la société Socialiste est centrée entièrement sur le problème des classes. Elle n'est d'ailleurs qu'un passage – nous ne savions, Fuzier, mais il n'a pas été mauvais de nous le rappeler – qu'une étape vers une autre forme de société, l'âge d'or sur la terre, la société Communiste, mais pendant toute cette étape, de durée indéfinie, la société Socialiste doit, selon les Communistes, exprimer le pouvoir dominant de la classe ouvrière et de ses alliés.
La différence de conception à ce sujet se double d'une autre, qui porte sur la définition même de la classe ouvrière à l'heure actuelle. C'est un problème terriblement d'actualité, c'est une des raisons pour lesquelles Garaudy a tellement senti le fagot qu'on l'a jeté dehors !
Les cadres, les intellectuels, le tertiaire, se développent. Où doit-on les ranger ? La conception des Communistes, à ce sujet, est demeurée très étroite : la classe ouvrière, c'est la classe ouvrière des ouvriers de l'industrie et de manufactures, le secondaire comme dit M. Fourastié, qui a "chipé" son appellation à quelqu'un d'autre, et parce qu'elle est demeurée très étroite, minoritaire dans la nation, et de plus en plus minorisée dans la nation, notamment en France, où en réalité les paysans qui quittent leur terre vont vers le tertiaire, les emplois, les petits cadres, cela conduit, qu'on le veuille ou non, à la théorie de la minorité agissante.
D'où l'appellation : la classe ouvrière et ses alliés, groupe 3, page 14, ce qui tend à mettre en contradiction, et il faut y faire attention – mais nos camarades l'ont remarqué – la démocratie et le Socialisme.
Nous, nous avons une conception plus large de la classe ouvrière – j'entendais des protestations, mais c'est qu'ils ne savent pas, ceux qui protestent ! – et c'est fort heureux, nous tendons à l'assimiler de plus en plus à tout ce qui est salarié dans la nation, et, puis salarié, aliéné.
Il y a là deux différences que je viens d'indiquer, qui sont fondamentales, et qui sont des différences de conception.
Il s'y en ajoute une troisième, il s'agit de la définition des partis en régime Socialiste, de leur rôle, et de leur utilité, car c'est lié.
La conception des partis, pour les Communistes, est liée à la définition qu'ils donnent de la classe ouvrière.
Pour le Parti Communiste les partis reflètent à des degrés divers – c'est une citation que je fais – les intérêts et les aspirations des classes et couches sociales – Groupe 2, page 8.
Celui-ci écrit en d'autres termes que les partis sont l'expression d'une classe ou d'une fraction de classe. Groupe 1 - page 5.
Nos camarades du groupe 1 en ont trop rapidement, d'après moi, tiré la conclusion réconfortante qu'aucun parti ne pouvait dans ces conditions prétendre au monopole de représentation de la classe ouvrière et que dès lors et par le fait même, nous obtenions droit de cité.
Alors, si vous voulez, voyons de plus près les conséquences de cette conception que les Communistes se font des partis politiques.
Voyons les conséquences d'abord sur les partis opposés à la démocratie. Nous

les admettons, mais eux ?
Groupe 2, page 11 – Ils ont affirmé qu'ils ne pouvaient nous suivre pour l'instant tout au moins, je ne reviens pas sur le débat qui a eu lieu ce matin et je trouve que Jaquet a remarquablement mis les choses au point, j'aurai peut-être l'occasion d'y revenir, mais enfin, lorsque je vois la déclaration de Marchais d'hier, décidément Marchais tient à nous "ceux qui ne seront pas d'accord avec la politique du pouvoir Socialiste pourront-ils la critiquer la contester, dans le cadre de la légalité démocratiquement établie par la majorité du peuple s'il le faut ?"
Dans le cadre... et nous le verrons à plusieurs reprises, nous le verrons à plusieurs reprises... Mollet, laisse-moi terminer... "dans le cadre" c'est toujours l'appellation, mais je rappellerai des appellations plus anciennes.
Deuxième conséquence sur les partis qui se réclament de nous.
Il y a un mot qui a été cité je crois au Comité directeur, c'était à propos de la presse et il venait tellement du cœur, quelqu'un des nôtres disait – après tout je peux le citer – l'aurore, par exemple, si l'aurore se conduit légalement, est-ce que vous tolérerez l'aurore ? La réponse de l'interlocuteur Communiste a été la suivante : "je ne vais tout de même pas les payer pour qu'ils m'engueulent!"
Eh bien, voilà, c'est dit très crûment, quelle est la conception jusqu'à présent, qui sort du cœur lorsqu'on discute avec eux.
Et je vais plus loin, les conséquences sur les partis se réclamant du Socialisme, Groupe 2, page 11.
Alors là, nos interlocuteurs tiennent à préciser qu'ils doivent avoir les mêmes droits. Cette déclaration n'est pas nouvelle, elle figurait déjà sous la plume de Joannes, dans un article de France Nouvelle de mars-avril 1965, en réponse aux questions alors posées au nom de la SFIO par Roger Quillot dans le Populaire. Voilà quelle était la réponse :
Lorsque nous déclarons, écrivait Joannes, avoir rejeté l'exigence du parti unique comme condition obligatoire du passage au Socialisme, c'est nouvelle injure de mettre en doute notre respect pour des engagements pris aussi solennellement.
Comme condition "obligatoire" ...ce qui n'est pas obligatoire demeurant facultatif, mais à l'appréciation de qui ? Cet adjectif nous avait alors beaucoup troublés, d'autant plus que nous connaissons la situation de droit et de fait dans les pays Communistes.
Situation de droit, je l'ai entendu développer mille fois devant des tribunes internationales. Voilà la thèse :
Les partis étant le reflet des classes, à partir du moment où nous avons supprimé les classes il n'y a plus de raison d'avoir pluralisme de partis ; cela je l'ai entendu exprimer mille et une fois.
Situation de fait, c'est là qu'intervient la notion, assez nouvelle je dois le dire, de fraction de classe. Pouvons-nous, sur cette notion de fraction de classe, établir avec une garantie suffisante l'espérance d'un pluralisme véritable ?
J'observe que ce pluralisme existe parfois à l'est, en Pologne notamment... ah oui… au Parti Communiste polonais la représentation de la classe, et aux autres la représentation des fractions, la représentation infinitésimale ! Sous une égalité

juridique de façade, c'est en réalité la satellisation.
J'observe également, et là je n'insisterai pas, je rappelle le rapport Kanapa, le dialogue Dubcek – Waldeck Rochet, c'est quand même un fait, il ne semble pas que les partis socio-démocrates aient encore droit de cité dans les conceptions du Communisme international.
J'observe enfin, Groupe 1, page 4, que si le Parti Communiste admet bien le suffrage universel comme fondement du droit et du pouvoir démocratique, ils ont à plusieurs reprises insisté sur le rôle des masses populaires et sur le contrôle permanent qu'elles devraient exercer.
Alors, je pose la question : où commence et où finit ce rôle ? Comment et par quelles voies s'exerce-t-il ?
Cela me paraît une question fondamentale.
Nous savons d'expérience qu'il y a en effet là en germe toutes les possibilités de prise de l'exercice de contrôle par le Parti qui est censé le représenter le mieux, avec la bénédiction derrière d'un suffrage universel préalablement muselé et canalisé ; car le suffrage universel existe en URSS, ne l'oublions pas, tout le problème est de savoir selon quelles modalités on l'exerce.
Tous les points que je viens d'évoquer et qui sont l'essentiel du développement des rapports factuels, n'ont rien de bien nouveau.
Ils sont intéressants pour ceux qui ne se sont pas livrés encore à cette sorte de dialogue. Pour beaucoup d'entre nous ce sont des redites.
Laissons de côté ces bavardages, j'emploie à dessein le mot qui était celui naguère de Maurice Thorez, ces bavardages ésotériques et venons-en à l'essentiel :
Tout le problème se ramène :
1°) A une définition claire des droits individuels et collectifs en régime Socialiste,
2°) Et ce n'est pas de moindre importance, à l'intime conviction qu'on a ou qu'on n'a pas que le rapport des forces permettra ou ne permettra pas, le moment venu, d'assurer le respect de ces droits.
C'est la seule garantie en effet que l'histoire ait jamais donné, car elle est pleine de promesses non tenues.
Sur le premier point, une définition claire des droits, nos camarades du groupe 1, page 5, observent que les Communistes considèrent, je cite :
"que les droits fondamentaux de la personne et des minorités s'expriment dans le cadre de la légalité définie par le nouveau pouvoir."
C'est exactement ce qu'a dit Marchais, ce n'est pas nouveau, il n'y a rien de nouveau de ce côté-là, mais ce n'est pas nouveau non plus pour nous, Quillot, au moment de son dialogue avait fait la même constatation. Cette distinction entre le droit et l'exercice du droit revient, a-t-il observé, à dire : je cite "nous acceptons le principe si au lendemain de l'instauration du régime de caractère Socialiste le peuple le veut bien".
Mais précisément, ajoutait-il, nous tenons à des principes très fermes, à des principes qui ne peuvent être remis en question de la sorte, puisque nous savons comment on fait voter le peuple dans les démocraties populaires.

Fondation Jean-Jaurès

C'était il y a cinq ans, au 55ème Congrès de la SFIO et nous disons aujourd'hui la même chose lorsque nous affirmons la nécessité de définir la nouvelle légalité préalablement à la prise de pouvoir.
Je demande très sincèrement où est le progrès ?
Sur cette question fondamentale nous avons l'opinion de Gérard Jaquet, c'est la conclusion de ses propos, je ne vais pas vous la relire, il l'a développée lui-même, passons.
Alors, un mot sur la politique internationale, car cela a aussi son importance.
Le groupe 3 s'est attaché à préciser des formules comme : indépendance nationale, solidarité internationale avec le mouvement ouvrier et Socialiste mondial, souveraineté nationale. Ce sont en effet des formules qu'il est bon de préciser.
On s'en est tiré en disant que la France ne pourrait accepter d'autres limitations de souveraineté que celles qu'elle aurait librement et démocratiquement décidées.
Je dis que dans les faits il me paraît y avoir doute, car on peut toujours présenter les choses de la manière qu'on veut.
A cet égard il y a une définition de Strugal que je trouve remarquable, je ne voudrais pas qu'un jour la France se trouva devant une définition semblable, à propos de la souveraineté, à celle de la Tchécoslovaquie, qui a été citée dans notre bulletin, Strugal est un Tchèque bien placé voici ce qu'il dit :
"Si la sauvegarde et la défense des acquisitions Socialistes, la défense du Socialisme contre la diversion et la contre-révolution ne sont pas et ne peuvent pas être une limitation de la souveraineté d'un Etat Socialiste, mais sont au contraire l'expression de cette souveraineté."
C'est à dire que M. Strugal a les Russes chez lui et c'est une expression de la souveraineté Tchèque. C'est à dire que l'on peut aller très loin dans la démonstration.
De toute manière, là-dessus nous avons obtenu une réponse dilatoire. Ce qu'il faudrait savoir, c'est cela nous renvoie à quoi ? Cela nous renvoie au programme.
Car le problème, il est concret, il est de savoir si nous acceptons les abandons de souveraineté dans le cadre notamment de la construction de l'Europe.
Or jusqu'à présent ici nous n'avons pas grand-chose.
J'ai entendu ce matin que l'on se félicitait des déclarations récentes de Marchais, nais au même moment... à la tribune de l'Assemblée Nationale, dénonçait le petit abandon de souveraineté conclu pour faire avancer les communautés européennes en disant sur tous les tons "jamais nous n'accepterons d'abandon de souveraineté". Ce n'est pas quelque chose de nouveau par rapport à ce que disait Marchais au Congrès de Nanterre il y a quelques mois.
Bref, tout ce que nous avons obtenu, il faut être honnête, c'est qu'ils tiennent les assemblées économiques comme des faits dont l'existence n'est pas contestée et qu'un accord pourrait les faire évoluer vers le Socialisme.
A cet égard, par rapport à la FGDS ce n'est pas un pas de plus.
Tel est le bilan et je me suis efforcé de faire, je dois le dire, un bilan honnête. Ce

Fondation Jean-Jaurès

n'est pas la première fois que nous le faisons, la SFIO l'avait entrepris en 1963 à son 54ème Congrès, le dialogue fut alors public, il paraissait dans les journaux, c'est Quillot qui le menait pour notre compte.
Il a été décevant, il a abouti à une sorte de constat d'échec, en 1965.
Bref, la FGDS l'a repris en 1966.

Guy Mollet – Non… !

André Chandernagor – Cela, c'est ton appréciation, tu permets que j'aie la mienne.
Il a abouti en 1966 à un constat des convergences et des divergences. Enfin, je fais appel aux souvenirs de tous ceux qui sont ici.
Et maintenant alors, je dis combien de temps ?
La réponse d'un certain nombre de camarades, il faut que ce soit clair est : autant de temps qu'il sera nécessaire.
Voilà ! N'essayons pas de tricher les uns avec les autres. La réponse d'un certain nombre de camarades c'est : autant de temps qu'il sera nécessaire.
Pourquoi ?
Pour faire évoluer le Parti Communiste, c'est cela leur thèse, et il ne faut pas la trahir, je la respecte en tant que thèse.
Ces camarades pensent faire mieux ainsi évoluer le Parti Communiste que, disent-ils, en l'enfermant dans un ghetto.
Alors là je dis : ne nous faites pas non plus une mauvaise querelle car j'observe qu'ils ne sont pas enfermés dans un ghetto, dans la motion que j'ai signée avec certains camarades nous disons "alliance défensive maintenue". Et alors, qu'est-ce que cela a de nouveau ? Nous avons vécu comme cela pendant des années et pas, que je sache, à notre détriment ?
Par conséquent c'est une politique possible, ne nous faites pas dire ce que nous ne disons pas.
Et, voyez-vous, je crois que l'évolution du Parti Communiste, et c'est là que je voudrais vous parler de la thèse de nos camarades, je crois que l'évolution du Parti Communiste ne dépend pas de nos initiatives. Nous avons assisté à l'affaire Garaudy, à l'affaire tchécoslovaque, quel effet est-ce que cela a eu sur l'électorat Communiste ? Peu et même sur le Parti lui-même, un effet inverse de celui que vous espériez, bien que vous étiez en dialogue.
Tenez, j'ai ici une déclaration d'une militante lyonnaise qui vient de quitter le Parti et qui dit :
"Il est indéniable qu'actuellement nous renforçons notre conception du centralisme démocratique dans le sens du centralisme plutôt que dans celui du pluralisme".
Oui, parce que chaque fois qu'ils ont des troubles internes ou externes, ils tendent à centraliser, c'est une sorte d'église. Nous essayons de faire des comparaisons avec ce que nous sommes et la comparaison n'est pas bonne.
C'est une sorte d'église et nous pensons peser sur eux lorsque nous disons : pourquoi n'êtes-vous pas d'accord sur tel ou tel principe auquel nous sommes

Fondation Jean-Jaurès

nous attachés ?... Et ils nous répondront : c'est tellement plus simple de se mettre d'accord sur un programme, il n'y a qu'à mettre sur un bout de papier trois ou quatre choses et faire un programme commun ; ils vous répondront "programme commun" à chaque fois ! J'ai ici les déclarations de Marchais de février ; il fera les mêmes, tant que vous voudrez !
Il vous dit :
"On veut discuter avec nous sur le plan des principes… allons-y, discutons. Ceci dit, ce que les masses populaires attendent des conversations entre Communistes et Socialistes, ce sont des résultats concrets, des décisions d'action commune, elles ne comprendraient pas que les conversations se transforment en palabres doctrinales sans fin."
Eh oui… Il faut être éduqué pour y comprendre quelque chose ! Et ils auront beau jeu de dire : mais les Socialistes ils ne veulent pas faire de programme.
En réalité, nous allons poursuivre… n'ayez pas d'illusion, c'est une espèce de dialogue de sourds ! Le problème est de savoir si nous avons à y perdre ou à y gagner car c'est ça le nœud de la question et le bilan qu'il faut faire.
Je suis persuadé que nous avons à y perdre quant à moi. Pourquoi ? J'y vois un danger indéniable de satellisation.
Danger d'autant plus grand que le jeu du Parti Communiste consiste à nous enfermer en tête à tête avec lui. Il repoussera tous les autres vers la majorité ; le Parti Radical… on en a parlé tout à l'heure… Enfin, avant même que Servan Schreiber ait fait les déclarations qu'il a faites, dès le 6 mars 70, Marchais a dit avant même d'en avoir discuté : le manifeste radical est un manifeste centriste… Tout le monde est centriste… Moi aussi, je suis centriste pour les Communistes !
Mais dites-vous bien ceci : demain, ce que je suis, d'autres dans le Parti le seront, car c'est la tactique du salami, elle est connue, on vous coupe en tranches, on vous réduit le plus possible. Alors là, vous leur servez magnifiquement d'alibi ! C'est tout ce qu'ils veulent, une caution. Une caution, et vous tenir, car ils sont en définitive maîtres du jeu. Ils le sont dans la mesure où nous reconnaissons nous-mêmes le fait majoritaire.
Ah, c'est merveilleux ça ! Le groupe 1 a trouvé extraordinaire que les Communistes reconnaissent le fait majoritaire. Et pourquoi ne le reconnaitraient-ils pas ? C'est un truc splendide. Ça permet de maintenir la Droite au pouvoir autant qu'ils le voudront, jusqu'au jour où ils seront susceptibles de renverser les choses, mais pour eux !
Et leur complicité avec le pouvoir, elle est constante, elle est évidente, vous en avez des exemples sous les yeux. Alors, nous sommes quelques-uns à penser – et nous le disons – qu'il n'est pas concevable que nous jouions l'avenir de ce pays ainsi, à la roulette russe, quitte ou double.
Jules Moch a eu le courage, il faut le dire, de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe.
Cela consiste à s'arc-bouter ; si on trouve que le système est mauvais, il faut s'arc-bouter contre et lutter contre. Alors, oui. Mais à partir du moment où vous reconnaissez tout ça, eh bien se n'est pas dans votre sens que ça va, c'est dans le

sens de la Droite au pouvoir et du parti Communiste.
Dans ce tête-à-tête, il est le maitre du jeu avec le poids de son organisation, de ses journaux, de ses filiales et tous les avantages de sa complicité licite avec le pouvoir en place. Cela lui permettra de maintenir l'Eglise et ses fidèles, en attendant le Messie, le miracle qui créerait les conditions extérieures permettant de faire basculer la France dans ce qu'ils appellent "le camp Socialiste".
Mais nous, nous voilà condamnés à attendre. A attendre quoi ? A attendre d'avoir convaincu la majorité des Français du bienfondé de notre stratégie.
Je veux dire que nous nous stérilisons en même temps que le Parti Communiste et avec lui. Cette équivoque est pour nous tragique. Elle grossit aux yeux de l'opinion ce qui nous rapproche du Parti Communiste et réduit peu à peu ce par quoi nous voudrions nous en différencier.
Nous nous distinguons de moins en moins par le vocabulaire… Oh, je sais bien qu'il y a un vocabulaire révolutionnaire. Mais il y a un Leitmotiv Communiste que je retrouve trop souvent. On entend parler de couches sociales. Eh bien oui, je suis désolé. Un certain nombre de choses comme celles-là, on les retrouve de plus en plus ; les copains se laissent gagner par le vocabulaire et ça a une certaine importance.
Dans notre désir de justifier notre demande vis-à-vis du parti Communiste, nous voulons trouver à toutes forces, et c'est humain, des côtés positifs dans les attitudes du PC même sur la Tchécoslovaquie et même sur Garaudy !
Je peux faire des citations ; excuse-moi, Savary, mais il est important sans doute que pour la première fois le PCF ait été amené à discuter à propos de Garaudy, et à produire des preuves et des textes, quel progrès !
Voici donc une citation, celle de Fuzier, N°56 du Bulletin Socialiste :
"L'exclusion de Roger Garaudy du Parti Communiste ne peut pas surprendre. Il y a une certaine dose d'hypocrisie à s'en indigner et à y voir une preuve de totalitarisme Communiste, alors qu'il n'y a pas une seule organisation qui n'exclurait pas un de ses membres comme l'a fait l'intéressé. Aussi, répétons-le ça n'est pas pour nous l'essentiel."
Voilà un satisfecit gratuit, permettez-moi de le regretter !
Ce n'est pas tout. Dans le N°50, Claude Fuzier également dit :
"L'événement à l'heure actuelle en France, la controverse, c'est l'histoire Kanapa – Waldeck-Rochet. Quelles qu'en aient été les raisons, il faut mettre ces publications à l'actif de la direction du PC."
J'en avais parlé l'année dernière, quand j'ai pris la parole devant vous la dernière fois, de l'affaire Kanapa et à l'époque les journaux en avaient peu parlé. Mais à partir du moment où Garaudy a dit : "Si vous ne publiez pas, je publie," je ne vois pas pourquoi nous on va donner comme ça un certain nombre de coups d'encensoir. Ils sont gratuits, je le répète.
Autant je suis pour les compliments qui sont mérités, autant je ne suis pas pour les compliments gratuits.
Alors, la conséquence, c'est que nous risquons de perdre sur les deux tableaux : d'un côté ceux qui n'admettent pas les faits, la Tchécoslovaquie, Garaudy… ceux qui s'attachent plus aux faits qu'aux déclarations d'intention de l'autre. Car

voyez-vous, si ces faits ne pèsent pas sur la clientèle du Parti Communiste, je veux dire qu'ils pèsent très lourdement sur la nôtre ! Et c'est nous qui faisons les frais de tout cela, dans la mesure où nous avons l'air de cautionner… car l'opinion voit les choses en gros.
Alors, je trouve que c'est extrêmement dangereux.
Et pour les autres, ceux qui se sentent attirés par le vocabulaire, pourquoi ne pas aller vers le plus dur et aller vite ? A force de faire du verbalisme, on finit par s'effacer et à être réduit à l'impuissance.
Que la fédération de Paris ne le prenne pas en mauvaise part, mais enfin, après nous avoir fait tant et tant de déclarations d'un gauchisme vibrant, eh bien, au moment de l'élection du 12ème, il n'y avait plus personne, au nom de l'unité. Nous n'étions pas là. Alors, je dis qu'il faut tout de même faire attention que tout cela ne nous efface pas de la carte !
J'en arrive à la procédure : quitus ou pas quitus, je dis : ce n'est pas la peine de nous réunir ; le quitus ou pas quitus, on l'a déjà fait à Bondy. Ici, on s'est réuni pourquoi ? Parce qu'à la Commission des résolutions, à Bondy, on avait demandé un Conseil national pour apprécier. Une appréciation, figurez-vous, ce n'est pas "quitus ou pas quitus". C'est le marteau pilon pour écraser la mouche.
Une appréciation, ça devrait se faire tout le Parti informé. Je regrette très amèrement que les motions n'aient pas pu être envoyées, que nous ayons dû faire flèche de tout bois pour les envoyer dans des conditions extrêmement difficiles, et je regretterais profondément qu'à la fin de ce Conseil national, on ne puisse pas s'exprimer.
Alors, il y a plusieurs motions. Il y a celle qui dit "Posons un certain nombre de conditions, faisons des propositions, et réponse en octobre." Eh bien, oui. Essayez de sortir de la nasse. En octobre, vous aurez des réponses vasouillardes, en queue de poisson. N'ayez aucune espèce d'illusion ; comptez sur Marchais pour ça. Vous ne sortirez pas de l'équivoque, c'est cela qui m'inquiète. Et vous vous trouverez devant le même problème.
Un certain nombre de camarades, et ils sont logiques, avec eux-mêmes, veulent que ça continue à perpétuité. Alors, à un certain moment, il faut dire : c'est fini.
C'est fini, comment ? Qu'est-ce que nous avons dit ?
Je veux être un juriste respectueux, même si on me passe la ficelle autour du cou. Quant à la procédure, je veux bien être respectueux. Et pour cela – ça correspond aussi au fond de ma pensée – il y a la motion que j'ai déposée. Je n'ai pas le temps de vous la lire, je pense que vous la connaissez tous. Nous demandons quoi ?
Nous demandons non pas la fin des conversations, non. Comme vous, j'espère qu'il y aura un jour de gel... Mais je n'ai pas d'illusion. C'est nous qui attendons, ce n'est pas nous qui allons le provoquer en l'état actuel de la situation, ça viendra de La Mecque ou du Vatican, c'est-à-dire de Moscou. J'en ai peur.
Alors, je dis suspendons, les conditions actuellement ne sont pas réunies. Je dis suspendons et je ne dis pas suspendons tout. Je dis suspendons tout, sauf la Commission, car nous avions quatre groupes d'études qui discutaient des

alliances ou des actions communes. Je dis que là, il faudra continuer à discuter, car effectivement nous avons une défense commune à assurer contre le poids de la majorité.
Tel est le sens de la motion qui est la nôtre.
Je vois Arthur Notebart me faire signe en président sévère qu'il est, et il a raison. Je vous aurai exprimé le fond de ma pensée, sans ostentation, sans acrimonie, croyez-le. Mais je pense que ça vaut réflexion !
(Applaudissements)

Le président – La parole à Desgranges, de l'Allier.

Desgranges (Allier)

Camarades, je suis ici un nouveau militant du Parti et si je vous signale ceci, c'est parce que depuis ce matin je m'interroge et me demande si nous sommes un Conseil national de l'ancien Parti SFIO ou un Conseil national du nouveau Parti !
(Applaudissements)
Cela dit, je ne veux pas développer, puisque j'ai volontairement limité ma demande de parole à 4 minutes, pour ne pas vous ennuyer.
Je voudrais rappeler que lorsque la fédération de l'Allier a connu, pendant un certain nombre d'année, une politique de bascule, entre le Centre et le PC – si Goujon était ici il le dirait mieux que moi – le Parti a joué le jeu du Centre. Et à jouer le jeu du Centre, on finit par payer les pots cassés. C'est ce qui lui est arrivé dans l'Allier.
Si je vous rappelle ces faits, c'est parce que, après l'intervention de Chandernagor, je voudrais rappeler une chose pour les camarades qui ne la connaissent pas :
Un ex-camarade du Parti – je n'étais pas au Parti à ce moment-là – qui s'appelle Nègre, et qui était maire de Montluçon, député Socialiste, s'est présenté aux élections cantonales avec l'étiquette de Chandernagor. Chandernagor n'était pas prévenu du tout et il a désavoué dans une lettre la position de Nègre. – Tu comprends, ce n'est pas toi que j'incrimine, cela va sans dire – Mais cette ambigüité de termes, tels que "démocratie Socialiste", qu'a repris le camarade Nègre, ou que reprend le maire de Mulhouse, crée actuellement chez les nouveaux militants une sensation de malaise. Et c'est uniquement pour cela que je le signale. Les nouveaux militants se demandent en effet à quel jeu on joue, et si nous allons en finir avec les atermoiements, en particulier avec le Centre.
(Applaudissements)
C'est dire que dans la fédération de l'Allier nous sommes, sur une position fondamentalement opposée à celle que vient de développer Chandernagor. La preuve, c'est que sa motion a recueilli 0 voix à notre Congrès fédéral.
Cela dit, en ce qui concerne les rapports avec le Parti Communiste, il nous semble ; il me semble à moi ici, après ce que j'ai entendu, qu'on a un peu l'attitude que pouvaient avoir les représentants de Saint-Gobain et Boussois, lors des OPA, tout cela se ramène à des dialogues d'états-majors.

Fondation Jean-Jaurès

Eh bien, oui pour les dialogues d'états-majors ! Et je m'empresse de dire tout de suite que la fédération, à l'unanimité, donne quitus à Savary pour l'action que les membres du Comité directeur ont entreprise, dans la ligne d'Issy-les-Moulineaux. Bien, pour les actions d'états-majors, mais nous souhaiterions que ces actions soient publiques, publiquement portées à la connaissance du pays, et s'accompagnent d'actions militantes à la base, d'actions dynamiques.
(Applaudissements)
Car de tout ce que j'ai entendu récemment, je tire une impression de pessimisme sur l'état du Parti. Moi qui suis nouveau militant ici, car j'ai milité ailleurs, j'étais venu et suis encore avec une certaine foi, un certain enthousiasme et énormément de bonne volonté. Je vous demande de me croire.
Mais je pense que le problème est un problème de dynamisme propre et que nous serons d'autant plus en situation d'infériorité avec le PC que nous ne saurons pas développer nos propres positions et les faire connaître dans le pays. Et on retombe sur le problème de la presse en particulier.
Dans cette situation, il m'apparaît – il apparaît aux camarades de la fédération de l'Allier, clairement, que nous allons contracter des alliances uniquement défensives ; c'est au fond faire plaisir au Parti Communiste, et reprendre sous une autre forme : "Oublions ce qui nous divise, pour ne retenir que ce qui nous unit !"
Cela, croyez-moi, ça fausse le jeu !
Nous pensons, au contraire, que les divergences doivent être publiquement exposées, nous pensons que les désaccords sont très importants, mais, camarades, si l'on attend d'être d'accord avec tout le monde, nous ne nous rencontrerons jamais avec personne, et surtout pas avec le Parti Communiste !
(Applaudissements)
Je voudrais terminer par où j'ai commencé ou presque, c'est-à-dire par le problème des nouveaux militants. Savary nous a présenté un état des effectifs, ce matin. Je trouve, moi, que c'est très insuffisant. Je ne connais pas la proportion des nouveaux dans le Parti. Peut-être n'est-elle pas faite. Cela vaut mieux, car cela met tout le monde "dans le même sac". C'est beaucoup plus simple, mais je pense que si on la faisait, à titre d'information, nous aurions alors quelque sujet de préoccupation.
Il se trouve que dans l'Allier, nous avons quelques nouveaux militants ; ils sont peu nombreux, mais très dévoués, et nous essayons de trouver le moyen – excusez-moi le pléonasme – d'en recruter davantage. Or, actuellement, dans l'état actuel de confusion, nous avons des difficultés, parce que les militants s'interrogent au sein de la Gauche.
Or, actuellement, dans le Pays, on entend Servan-Schreiber dialoguer au nom de la Gauche, Rocard avec le Parti Communiste, sur certaines antennes. Peut-être que les radios accordent plus complaisamment leurs antennes à Servan-Schreiber et à Rocard. Il s'agit peut-être d'une opération publicitaire.
Il faudrait peut-être que nous prenions l'initiative de faire connaître notre position, et de dialoguer de façon plus active. C'est comme cela que nous aurons de nouveaux militants, et si nous voulons rajeunir ce parti, qui en a besoin, et lui

redonner un dynamisme nouveau, il faut des actions positives, et elles ne peuvent se faire que dans le cadre de l'Union de la Gauche.
Pour terminer, je voudrais vous proposer la motion que la fédération de l'Allier m'a chargé de vous transmettre, et qui a été adoptée à l'unanimité moins trois abstentions ;
"Considérant que la situation politique actuelle exige des prises de position urgentes, et que les élections municipales constituent une étape décisive de l'application de notre politique, la fédération de l'Allier estime nécessaire la tenue d'un Congrès extraordinaire à l'automne (par exemple en novembre) pour définir la position de notre Parti, et en particulier nos rapports avec les autres partis de gauche, notamment le Parti Communiste."

Le président – La parole est à Chanal du département de la Drôme.

Chanal (Drôme)

Camarades, la fédération de la Drôme donne quitus au rapport d'activité du Premier Secrétaire, néanmoins elle formule quelques réserves.
En effet, depuis juillet 1969, le Parti Socialiste a consacré l'essentiel de ses efforts à la mise en place de son organisation, et dans le même temps, à la poursuite du dialogue sans complaisance avec le Parti Communiste.
Où en sommes-nous aujourd'hui dans ce dialogue ?
Certes on ne peut admettre sérieusement que l'on puisse liquider en quelques mois le contentieux avec le Parti Communiste, mais encore faut-il reconnaître et admettre certaines divergences.
Où en sommes-nous aujourd'hui sur les problèmes de l'Europe ? Où en sommes-nous quant à la pluralité des partis, la Tchécoslovaquie et les problèmes économiques ?
On enregistre en particulier qu'il ne faut pas confondre ce qui est dit en réunion avec le Parti Communiste, notamment sur le problème du pluralisme des partis., et ce qui est déclaré par ce même parti suivant le manifeste de Champigny où ce problème, soi-disant résolu en Commission de travail, est en fait remis en question dans un manifeste public.
Le rapport écrit de notre Premier Secrétaire précise que les conversations ont avancé sur tous les points, à l'exception de l'agriculture et de la coopération. Pour des raisons matérielles, elles n'ont pas encore débuté ; le moins que je puisse dire, c'est que je le regrette.
On constate également une différence d'appréciation sur le contenu et le rôle de ce que le mouvement Communiste appelle la classe ouvrière.
De telles constatations amènent à dire que ce débat qui devait être clair l'a été, c'est-à-dire que l'on constate que des divergences sérieuses existent encore entre le Parti Communiste et nous.
Certes, nous n'avons pas épuisé le débat, mais le sera-t-il un jour ?
D'autre part, ce débat qui devait être public, ne l'est pas car j'estime que les échos sont rares, notamment dans l'opinion, voire même dans notre communauté car nous avons reçu le rapport du Premier Secrétaire trop

Fondation Jean-Jaurès

tardivement pour en discuter sérieusement.
En conséquence, il devient impérieux que nous tirions les leçons qui s'imposent. Au débat perpétuel, ne devrions-nous pas plutôt substituer l'action, d'autant que selon les dires du Premier Secrétaire, celui-ci préconise avant tout d'ouvrir un dialogue avec les Communistes sur les principes fondamentaux de la société Socialiste, avant d'envisager un accord politique.
Alors se pose la question : doit-on ou ne doit-on pas continuer le dialogue avec le Parti Communiste, au risque de ne pas avancer sur le plan politique ? Ce Conseil national n'a pas qualité pour se prononcer aujourd'hui, mais il devient impérieux que notre Parti fasse le point, en novembre au plus tard, au cours d'un Congrès national extraordinaire ayant pouvoir de décision.
Pourquoi ? Parce que l'opinion est lasse de nos discussions, parce que notre jeunesse est lasse d'attendre. Ne donnons pas l'impression que notre action est subordonnée à des alliances. Soyons nous-mêmes ; prenons conscience des problèmes qui nous assaillent dans cette société capitaliste que nous rejetons. Ne commettons pas l'erreur de voir notre action jugulée par ce dialogue sans complaisance. Evitons de nous scléroser dans des discussions interminables.
Par contre, il est impérieux de songer à réaliser le rassemblement de la Gauche Socialiste, et la présence, demain, à notre Congrès, de nos camarades conventionnels est un point positif que l'on ne doit pas ignorer. Songeons que le Parti Communiste considère malgré tout la société Socialiste comme une voie de passage à l'application du Communisme, et je conclurai en disant que les réponses du Parti Communiste ne sont pas, à mon avis, assez claires, que l'affaire Garaudy nous trouble, et que, rejetant l'idée qu'il y a en France une seule alternative : le gaullisme ou le Communisme, je dis qu'il reste encore le Socialisme dont il convient de ne pas gâcher les dernières chances.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Bric, de la Gironde.

Bric (Gironde)

Mes chers camarades, c'est un Conseil national, et je n'ai pas la prétention, le désir, encore moins la volonté d'infléchir par mon propos les décisions que vous aurez à prendre tout à l'heure, étant entendu que le débat de fond a été traité dans vos fédérations.
Je rapporte donc, au nom de ma fédération, ce qui s'est passé en Gironde, et je précise que c'est au cours de son Congrès général extraordinaire que la fédération de la Gironde a eu à examiner dans quelles conditions les instances nationales ; du Parti avaient, par rapport aux décisions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, rempli le mandat qui leur avait été confié.
L'essentiel porte évidemment sur les conversations et les contacts qui avaient eu lieu avec les autres formations de la Gauche, et notamment surtout avec le Parti Communiste.
En principe nous aurions donc à dire : "Oui, le Bureau national et le Comité directeur ont rempli leur mission", ou "Non, ils ne se sont pas conformés aux

décisions reçues".
Mais, comme dans toute exécution de mission ou de mandat, il y a toujours l'esprit et la lettre.
A la lettre, et à quelques réserves près, les militants de la Gironde pourraient, sans difficultés majeures, répondre par l'affirmative à la demande de quitus. Mais, dans l'esprit, la fédération de la Gironde a voulu, sans nuancer sa réponse, donner mandat à son délégué de faire part d'un certain nombre d'observations qui, si elles étaient suivies par le Conseil national, infléchirait de certaine façon pour l'avenir, l'attitude du Parti, vis-à-vis de nos interlocuteurs.
En ce qui concerne les Radicaux, alliés naturels, comme le disait ce matin Savary, la publication du manifeste sans inciter à trop d'illusions, est cependant un fait nouveau et d'importance, que nous avons le devoir d'examiner en commun, comme le droit de discuter, bien entendu.
A propos des Radicaux et des élections de Nancy, il m'apparaît nécessaire d'indiquer que sans qu'il puisse être question pour nous d'éliminer toutes possibilités de commentaires à l'égard de nos partenaires ou de leurs représentants les plus qualifiés, je pense que certaines déclarations sur la personne du Secrétaire général n'ont peut-être pas été très opportunes.
Comment réagirions- nous, nous-mêmes, si notre Premier Secrétaire avait été aussi sévèrement jugé ? Ca n'est là qu'une réflexion tout amicale, je le précise, que je formule, car il reste bien entendu que si sur le fond on peut être d'accord, sur la forme nous aurions peut-être été plus nuancés.
Avec la Convention des institutions républicaines, alliée sans doute, tout aussi naturelle mais probablement pas plus solide, il m'apparaît que l'on est beaucoup plus complaisant. Je vous avoue pourtant que l'état de nos relations, du moins en Gironde avec ce groupuscule, ne m'incite pas à un rapprochement qui, pour ne pas être réellement souhaitable, me semble devoir découler de ronds de jambe de notre part, et de concessions unilatérales verbales et physiques qui ne sont pas faites pour renforcer l'autorité du Parti.
D'accord pour amener les conventionnels ou ce qu'il en reste, à rejoindre les forces de la Gauche, mais, de grâce, pas au prix que l'on a voulu nous faire payer, et sous réserve que l'on comprenne en face – c'est-à-dire chez eux – qu'un Parti, cela n'est pas uniquement un rassemblement autour d'un homme, mais l'élan d'une masse d'individus épris de la même idéologie, pour atteindre un même but.
Je ne parlerai pas, ou j'en parlerai uniquement pour mémoire, du PSU, dont l'attitude démontre qu'il n'y a pas de volonté d'union, mais au contraire qu'il y a entreprise de démolition. Ne pas fermer la porte au PSU certes, mais ne pas manquer de dénoncer les positions démagogiques que je juge personnellement néfastes à la Gauche tout entière.
Le Parti Communiste, les rapports avec ce dernier ont fait l'objet de la majeure partie des discussions de la fédération. De ces discussions il s'est dégagé un certain nombre de conclusions auxquelles la plupart de nos camarades ont répondu d'une manière identique, mais l'essentiel de nos observations a porté sur le fait que si généralement on devait poursuivre les conversations, il fallait

les assortir de la nécessité d'en faire un dialogue public, comme l'avait prévu le Congrès d'Issy-les-Moulineaux.
Il faut que l'opinion soit informée de ce dialogue – et très largement – ainsi que de notre position claire et ferme sur certains des problèmes soulevés, problèmes essentiels.
Il semble que la mission confiée au Bureau national et au Comité directeur soit jugée comme étant non remplie parfaitement, ou le soit mais insuffisamment.
D'autre part, la fédération de la Gironde estime qu'un calendrier sur ces débats doit être établi et publié. Non pas un calendrier pour servir de carcan, mais un calendrier qui ressemble plutôt à un échéancier ordonné et salutaire pour la bonne suite éventuelle du dialogue en cours.
Enfin, mes chers camarades, nous insistons une nouvelle fois, en Gironde, sur le désir des militants de voir le Parti faire meilleure figure, ou tout simplement figure, dans le concert politique national.
Nous ne méconnaissons pas les difficultés de tous ordres en particulier celles relatives au véhicule de notre pensée, qui est la presse, et qui nous fait hélas le plus grand défaut...

Le président – Il faut terminer.

Bric – 4 minutes, c'est vite passé !

Le président – Oui, mais je t'ai déjà donné 2 minutes de plus.

Bric – …Mais nous souhaitons que la voix du Parti se fasse plus souvent entendre sur les grands problèmes qui se présentent, et sur les grands événements.
Enfin, pour la tactique aux élections municipales, la fédération de la Gironde demande que les assises d'octobre soient un Conseil national ayant pouvoir de Congrès, moyennant quoi et sous réserves de nos remarques la Gironde votera le quitus au Comité Directeur.

Labat (Landes)

Le Congrès fédéral des Landes s'est, penché sur les problèmes posés par l'ordre du jour du présent Conseil national.
En ce qui concerne nos rapports avec la Convention des institutions républicaines, il a convenu que les lenteurs constatées dans les conversations menées en vue d'arriver à l'unité ne nous étaient pas imputables, mais unanimement persuadés de l'importance qu'aurait l'annonce de la réalisation de l'action unitaire avec la CIR, les militants landais ont décidé de demander aux membres dirigeants de poursuivre les efforts sans défaillance, en faisant abstraction de toutes les questions parallèles et gênantes, qu'il s'agisse de personnes ou d'influences.
Pour ce qui est du dialogue avec le Parti Communiste, le Congrès fédéral s'est encore trouvé unanime pour admettre que les difficultés étaient nombreuses sur

le chemin de l'unité et que celle-ci ne pourrait être réalisée tant que d'importants problèmes de fond tels que par exemple la démocratie à l'intérieur du Parti, la liberté des syndicats, la garantie de la multiplicité des partis même non Socialistes, l'interdiction de toute ingérence d'un pays Socialiste dans les affaires d'un autre pays Socialiste, etc. n'auront pas fait l'objet d'un accord complet.

Mais pour les militants Socialistes des Landes, et malgré les difficultés que je viens d'énoncer, ce ne serait pas une solution que d'abandonner des conversations qui laisseraient le Parti Communiste isolé et risquant ainsi d'apparaître comme le seul véritable opposant au régime actuel.

Ils estiment, en outre, que le Parti Communiste ayant déjà largement évolué depuis sa création, des contacts permanents, des discussions continues sur tous les problèmes ne pourront que hâter cette évolution, rapprocher les points de vue.

Ils pensent enfin que les actions communes menées contre le régime actuel seront facilitées par ces contacts permanents, qu'elles gagneront en sincérité, en efficacité, et qu'ainsi elles participeront au rapprochement des thèses en présence et partant à la réalisation de l'unité souhaitée.

Sur un autre plan, les militants landais estiment que la différence d'interprétation des suites à donner à l'analyse des rapports entre notre Parti et le Parti Communiste, interprétation qui sépare, par exemple, les camarades de démocratie Socialiste de ceux qui considèrent la motion d'Issy-les-Moulineaux comme une règle impérative n'est pas une simple clause de style, mais un débat d'une importance essentielle pouvant se résumer comme suit :

Pour nos amis de démocratie Socialiste, il est évident, et ils l'admettent d'ailleurs, que la rupture des contacts avec le Parti Communiste conduit inévitablement à la participation au gouvernement à côté d'hommes considérés comme démocrates et républicains et réfractaires à nos idées Socialistes.

Pour ceux qui, comme les militants landais, souhaitent, au contraire, la poursuite sans interruption ni complaisance du dialogue, en vue de la réalisation de l'unité de la Gauche, il ne saurait être question pour notre Parti d'envisager de participer à un gouvernement, autrement qu'avec des hommes partisans de la disparition de la société capitaliste, ce qui consiste à dire que cette accession au gouvernement, compte tenu du contexte politique français, ne pourra se faire un jour qu'avec les Communistes.

Cela consiste aussi tout simplement à rappeler que notre Parti n'est pas destiné à servir de tremplin à des camarades acceptant d'être ministres dans n'importe quelle condition, mais à promouvoir une société nouvelle, une société Socialiste.

C'est dans cette optique que le Congrès fédéral des Landes, après avoir constaté que les organismes centraux du Parti avaient suivi sans défaillance en cette matière la ligne tracée par le dernier Congrès national, a décidé d'approuver leur action.

Mais l'étude de la situation actuelle du Parti à laquelle il s'est livré l'a conduit à introduire dans la motion d'approbation des regrets, des demandes et des propositions.

Il a, par exemple, regretté, alors qu'émane des instances parisiennes du Parti une pluie de publications diverses et disparates, que l'on ne soit pas arrivé à limiter cette dispersion des faibles moyens du Parti pour mettre en place une méthode d'information sérieuse, véritable guide de travail dont le militant de base a un impérieux besoin.

Dans cet ordre d'idée, il lui semble, par exemple, que la publication dans un livre blanc, des divergences qui nous séparent du Parti Communiste aurait été particulièrement utile dans la mesure où elle aurait aidé à mieux faire comprendre la difficulté de l'entreprise et où elle aurait mieux fait connaître nos options personnelles.

Le Congrès fédéral a demandé que les responsables nationaux déterminent enfin un ton, une méthode, des moyens qui redonnent au Parti son audience. Il l'a fait sans aucun esprit critique contre tel ou tel de nos responsables, mais seulement parce que à sa tribune se sont succédés de nombreux délégués de sections venus dire combien leur tâche de propagandistes était rendue difficile par l'apparente inexistence du Parti sur le plan national.

Les militants landais reconnaissent d'ailleurs parfaitement les embûches que rencontrent les organismes centraux qui, n'ayant plus de presse propre, sont méconnus par celle qui subsiste, pratiquement exclus des antennes nationales de l'ORTF où l'on feint de croire que Parti Socialiste n'existe plus. Mais tout en admettant la réalité de ces difficultés, les militants landais, dans leur immense majorité, estiment que ceux qui ont en charge les destinées du Parti n'auront pas entièrement rempli leur mission si au-delà de la gestion pure, au-delà de l'application stricte des directives des Congrès, ils ne parviennent pas à lever le voile de silence qui entoure leur action, s'ils ne parviennent pas à convaincre l'opinion que nous sommes réellement la puissante force d'auto-défense dont le peuple a besoin face à la politique rétrograde du pouvoir actuel.

La tâche est manifestement ardue, car il semble bien qu'à l'heure où le Parti a réussi sa réorganisation, où les instruments dont il avait besoin sont trouvés, mis en place, il s'agisse de réformer toutes les méthodes, c'est-à-dire tenter de précéder l'événement au lieu de constamment le poursuivre, de substituer le combat à l'étude pointilleuse et permanente de thèses en constante évolution, de remplacer en un mot le verbe par l'action.

Enfin, et dans le but d'aider les organismes centraux dans la recherche des conditions essentielles de la complète efficacité, le Congrès des Landes propose que les fédérations soient autorisées dans le cadre de leur département, à entretenir des contacts permanents avec toutes les organisations de la Gauche en vue de la poursuite d'actions communes.

Qu'on s'entende bien, il ne s'agit pas pour nous de nous substituer aux organismes centraux seuls habilités à discuter des grandes questions de fond, dont la solution commande évidemment l'unité, il s'agit plus simplement, par l'instauration d'une collaboration à la base, limitée aux problèmes locaux, de créer une atmosphère susceptible de peser sur les états-majors et ici il n'est pas question du nôtre, dont certains font passer les intérêts particuliers avant l'intérêt général.

Collection Jean Pierre

Il nous apparait que cette méthode ne pourrait que hâter la réalisation de cette unité de la Gauche, que dis-je, de toute la Gauche, qui doit à notre avis demeurer la constante politique du Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Labarrère.

Labarrère

Beaucoup d'interventions, beaucoup trop, n'ont parlé que des relations avec le Parti Communiste, c'est une preuve supplémentaire de la polarisation qui s'est emparée de notre Parti. Il s'agit de voir, en fait, ici, l'état du Parti.
Alain Savary, ce matin, a déclaré fort justement que nous étions un parti relativement fragile et je voudrais que dans cette intervention vous ne voyiez qu'un souci véritable d'unité, car le Parti a été géré, il n'a pas été animé ; par ailleurs, ce Parti nouveau n'aurait-il été, en fait, que ravalé ? Presque un an après Issy, n'y a-t-il pas une ironie un peu étonnante de voir que cette fin de semaine, nous serons absolument débordés par la publicité qui sera faite, dans les journaux, à l'élection de Nancy et le peu de place qu'aura vraisemblablement notre plan d'action Socialiste ?
En fait, notre Parti n'intéresse pas et nos dirigeants nationaux, si remarquables, si honnêtes soient-ils, nous-mêmes dirigeants fédéraux ou militants, suscitons nous autre chose que de l'indifférence polie ?
Il y a, certes, on le rappelle souvent, une sorte de conspiration de la presse, mais là encore Alain Savary avait raison ce matin quand il disait qu'il fallait chercher les raisons au fond de nous et je voudrais très rapidement voir six raisons.
La première, le parti qui est né à Issy-les-Moulineaux, malgré les efforts réels de beaucoup, n'a pas été vraiment nouveau et tu me permettras, Notebart, de rappeler ce que tu disais à un dernier Comité directeur. Tu disais dans ton langage pittoresque, bien sympathique qu'il ne suffit pas de changer quelques soupières, pour faire un vaisselier neuf. Etant, j'imagine, une de ces soupières, je t'approuve, mais je finis par me demander si on n'aurait pas pu garder, sans davantage de dommages, quelques vieilles soupières et changer le vaisselier ?
A sa naissance même, le nouveau Parti n'a pas été véritablement crédible, parce qu'il n'a pas été vraiment nouveau et beaucoup de ceux qui y croyaient n'ont pas hésité à abandonner la partie et à se retirer dans leurs terres.
Or, nous y reviendrons dans un instant, il n'y a pas de salut pour nous hors de l'unité Socialiste.
Deuxième raison : si souvent l'amalgame entre nouveaux militants et anciens s'est bien fait, n'y a-t-il pas de nombreux cas où, d'une part, les nouveaux n'ont pas compris la valeur des militants anciens ou des militants anciens n'ont pas accepté la venue des nouveaux ?
Ajoutez à cela des heurts de personnes et voyez combien les sections, combien les fédérations ont pu être paralysées.
On nous dit sans arrêt : oui, il y a des secrétaires fédéraux nouveaux, c'est vrai, mais derrière cette façade qu'y a t-il ? Et des dirigeants nouveaux au plan local,

cela n'implique pas automatiquement un renouveau de l'action politique. Et, je le dis parce qu'on est entre nous, et à huis clos, on peut se demander si l'équipe dirigeante est vraiment nouvelle ?
Troisième raison : la direction du Parti a travaillé honnêtement, c'est vrai et Alain Savary le rappelait le 16 juin dernier, "depuis juillet 1969, disait-il, le Parti a consacré une partie de ses efforts... (inaudible)... dans la fidélité aux décisions prises."
Oh ! il n'est pas négligeable de voir que notre Parti a une ligne et qu'il s'y tient, mais je l'affirme, nous avons, aussi bien au plan national qu'au plan fédéral, local, manqué d'imagination.
Qu'avons-nous fait pour nous lancer sur le plan extérieur ? Nous essayons de préparer un intérieur confortable à notre maison, mais tous volets fermés, et pendant ce temps, les événements ont couru.
D'abord, quelques exemples sur lesquels je n'insisterai pas : pourquoi notre absence dans les élections partielles ? Certains s'habituent très vite, ils sont ravis de voir que nous sommes absents. Et puis, pourquoi notre absence pour le Vietnam ? J'étais le seul au Comité directeur à trouver qu'il fallait être présent. Oh ! je sais bien que les raisons avancées sont bonnes, on dit : mais on n'a pas été consultés, mais c'est mené par le Parti Communiste… Mais nous avions bonne mine au moment de l'invasion du Cambodge quand nous n'étions pas présents !
(Applaudissements)
Et j'aimerais dire, sur le plan local également, quelle mine avaient nos militants.
De plus, l'activité du Parti s'est peut-être trop théoriquement tournée vers le plan d'action Socialiste ; je n'insisterai pas, on en parlera demain, mais enfin le document de travail 11 est un charabia extraordinaire !
(Applaudissements)
Comment pouvez-vous travailler avec ce document ? Le rapport de Quillot, certes, est plus intéressant.
Je crois que l'on peut dire que depuis Issy, notre Parti a peut-être un peu trop ronronné à l'abri de la chaleur d'un foyer confortable !
Et on ne peut pas ne pas parler de cette question : notre Parti, ses buts. Il y a là une équivoque fondamentale : réformiste ou révolution ? J'aimerais bien qu'on me réponde à cette question.
Cinquième : les changements sociologiques eux-mêmes rétrécissent les possibilités traditionnelles du Parti Socialiste. Je ne rappellerai qu'un fait : dans les campagnes, nous savons tous combien les instituteurs ont été importants pour notre Parti ; à l'heure actuelle, nous savons tous que les instituteurs ne résident plus, ne sont plus là et donc, de toute façon, nous restons, nous, figés un peu sur une certaine clientèle.
Qu'avons-nous fait enfin pour être attrayants, pour les cadres, pour – et cela sans faire de poujadisme – ces nouveaux prolétaires que sont les petits commerçants, les artisans, pour ces nouveaux agriculteurs, pour les jeunes ?
Nous ne prenons pas le chemin des forces nouvelles de notre pays. Un parti doit coller à la réalité sociologique.

Enfin, dernière raison, il faut bien y arriver, et j'y arriverai comme tout le monde, le dialogue avec le Parti Communiste.
Je vois 4 catégories chez les camarades :
-ceux qui y croient, je ne vais pas avoir la maladresse de doser, de faire des pourcentages,
-ceux qui n'y croient pas et qui ne disent rien,
-ceux qui n'y croient pas et souvent en disent trop.
Mais il y a un fait, ce dialogue trouble beaucoup de militants. Il est, certes, indispensable, mais nous l'avons engagé dans de mauvaises conditions, nous ne sommes pas suffisamment forts, et seul un parti formé de tous les Socialistes pourrait dialoguer efficacement avec le Parti Communiste.
(Applaudissements)
L'unité Socialiste, c'est la condition essentielle d'une réussite de ce dialogue.
Pourquoi ? Eh bien ! Le Parti Communiste a drôlement intérêt à ce qu'on continue tranquillement nos divisions, et par notre relative faiblesse actuelle nous accréditons l'idée que les Communistes sont la seule force d'opposition réelle. Vous avez beau parler ici de Tchécoslovaquie, etc… les électeurs s'en foutent …(applaudissements)... et ils le prouvent, parce qu'au moment décisif du choix ils n'ont qu'une force véritable pour qu'ils puissent exprimer leur opposition, c'est le Parti Communiste. Et c'est là qu'est notre drame et c'est là que nous devons reprendre notre place, parce que, nous l'oublions trop, mais le Parti Communiste est notre principal concurrent.
Pour ce faire, pour surmonter nos contradictions, trois champs d'action possibles :
Premier champ d'action :
Dans le Parti. Dans le Parti, développement encore plus important, à côté des structures locales de base, des sections d'entreprises, être présents sur le terrain, avec une bonne action précise qui permette le travail quotidien.
Et ce matin j'ai beaucoup apprécié la partie de l'intervention de Savary sur le problème de l'immigration des travailleurs étrangers. Voilà un problème, parmi tant d'autres, qui peut vraiment sensibiliser le Parti.
Je vous fais grâce de la liste, que l'on pourrait faire, des questions à mettre à l'ordre du jour des sections.
Et puis, enfin, encore à l'intérieur du parti, des thèmes précis, et des moyens de propagande, des affiches, des tracts, que l'on puisse vraiment être présent.
Le problème de la presse a été évoqué, nous savons les difficultés financières qui sont vraiment obsédantes, mais il est dommage qu'un Parti comme le nôtre n'ait pas vraiment un organe de presse digne de lui.
Et enfin, il faudrait, je crois, en dehors de la préparation des municipales, qui peuvent nous permettre de travailler les problèmes locaux, penser sérieusement – et c'est peut-être le président, le petit béarnais, du fond des Pyrénées, qui vous parle – aux structures régionales. On l'a vu l'autre jour avec les réunions régionales sur le plan d'action, il y a indiscutablement un courant entre les camarades, et il faudrait voir certainement cela de plus près.
Enfin, second et troisième champ d'action :

Collection Jean Jaurès

Second champ d'action :
Le problème de nos rapports en particulier avec la Convention. Les gens de la Convention, demain, ils seront présents. Ils ont leurs défauts, j'en viens, je sais ce dont je parle, mais je crois qu'il serait quand même intéressant qu'un conventionnel puisse s'exprimer à la tribune, ne serait-ce que quelques-instants. Cela ne ferait de mal à personne, et qu'avons-nous à craindre ? L'arrivée d'un encombrant peut-être ! Mais ce qui est nécessaire avant tout c'est l'élan du Parti.
Dernier point : pour le dialogue avec le PC : la clarté. Un dialogue mal engagé, on l'a dit, un dialogue qui n'est pas public, et c'est dommage, cela favorise les informations malveillantes.
Fuzier a bien dit les difficultés qu'il y a du point de vue vocabulaire, et nous connaissons tous les points essentiels qui ne semblent pas rencontrer notre adhésion : l'existence des partis non Socialistes, la liberté de la presse... sans oublier la contradiction fondamentale qui est que pour eux la société Socialiste n'est qu'une étape, alors que pour nous elle est déjà une fin.
Mais le dialogue est un fait, il ne peut être remis en question maintenant, et il vaut beaucoup mieux que le silence.
Il faut donc faire le point de nos contacts avec les partis de gauche, en octobre, et c'est pourquoi la fédération des Pyrénées-Atlantiques demande la convocation d'un Congrès extraordinaire pour octobre, et non pas d'un Conseil. On voit ce que ça donne ce Conseil ; tant que nous n'aurons pas un Congrès ordinaire, en fixant exactement les limites, ce sera toujours la même bagarre, et si nous faisons un Conseil en octobre il y aura des motions qui circuleront, mais les fédérations ne les auront pas nécessairement vues. Il faut donc un Congrès extraordinaire, afin que chacun puisse se prononcer sur deux points essentiels et qui à mon avis sont non seulement complémentaires, mais indissolublement liés : la préparation aux municipales, d'une part, et d'autre part le point des rencontres avec les autres partis de gauche.
Par ailleurs, pour terminer : Congrès ordinaire. Alain Savary le prévoyait en janvier, dans le bulletin Socialiste… Non, ce matin tu l'as avancé ; je regrette, dans le bulletin Socialiste du 16 juin, en haut de la page, on voit : Congrès en janvier. Ce matin tu as dit qu'il serait retardé. Je peux t'apporter le texte tout à l'heure, si tu veux. De toute façon, ce Congrès devant être le développement de notre force et de notre rayonnement dès maintenant, ceci doit être fait, et le Congrès ordinaire pourrait avoir lieu vraisemblablement en avril.
Pour tout cela il faut du courage, de l'imagination, du dynamisme, des poussières secouées. Faisons un parti d'initiative, un parti vraiment d'imagination. Donnons enfin l'image que la carte politique française attend de nous : un parti attractif, qui seul a réellement allié la liberté et le Socialisme, notre parti l'a été jusqu'à maintenant. Mais c'est à nous tous, et non seulement aux dirigeants nationaux, à l'animer et à le rendre vivant.

Le président – La parole est à Droulers (Isère).

Droulers (Isère)

Camarades, je voudrais vous donner rapidement ici les réflexions qui ont été émises par les militants du département de l'Isère lors de leur Congrès extraordinaire, réuni voici 8 jours.
Je pense, contrairement à ce qu'ont dit certains orateurs, que le sujet de ce Conseil est très mêlé à la vie de notre Parti. A tous les échelons des sections et des villes, c'est avec les autres forces de la Gauche que nos militants sont obligés d'agir. Et je pense qu'un bilan sur les relations avec la Convention, avec le PSU, avec le PC, est en réalité un bilan de la vitalité de notre parti.
Première point :
Je voudrais dire quelques mots concernant les relations avec la Convention.
Comme tout le monde j'ai pris connaissance très tardivement du document de travail qui nous a été envoyé. Malheureusement, donc, ce ne peut pas être vraiment un quitus ou une approbation réfléchie de l'ensemble des militants de l'Isère que je donne, mais, en fait, beaucoup plus une réflexion sur l'expérience quotidienne des militants dans leurs relations locales avec les militants de la Convention.
Et je voudrais dire ceci :
Unanimement, tout le monde pense, dans l'Isère, que rien de sérieux ne sépare les militants du Parti Socialiste de ceux de la Convention. Nous avons même localement un exemple d'une région où de nombreux adhérents nouveaux sont venus simultanément à la Convention et au Parti Socialiste ; je parle de la région de Vienne. Et ces nouveaux adhérents ont reflué, ont quitté partiellement et le Parti Socialiste, et la Convention, au moment où le courant unitaire qui s'était manifesté il y a un an a reflué. Et cet exemple devrait faire réfléchir.
La situation actuelle ne peut pas durer sans dommage grave. On ne laisse pas subsister côte à côté deux organisations groupant des militants et un idéal communs avec des gens qui se regardent chacun du haut de leur forteresse.
Je pense qu'il fallait faire, et ça a été fait par le document qui nous a été remis, un bilan des responsabilités. Mais personne ne peut s'estimer vierge dans cette affaire, et je pense que quelles que soient les responsabilités encourues par nos partenaires dans le pas qui est marqué actuellement, il faut s'en aller vers des propositions concrètes. Là il nous semble unanimement que la situation ne peut pas durer, et si elle dure c'est aux dommages, et de notre Parti, et de la Convention, et de l'ensemble des partenaires de la Gauche.
Concernant le PSU, il me semble que quelques camarades se sont débarrassés par des formules faciles du problème du PSU. On a dit : "Le PSU, le problème est clair, il dérive vers le gauchisme", ou "C'est une entreprise de démolition". Et, ceci dit, on clôt la barrière et on revient à nos chères affaires.
Je m'excuse, nous ne pensons pas du tout, dans l'Isère, et ceci n'est pas un jugement intellectuel mais c'est le résultat d'expérience de travail de nos militants, que le problème du PSU soit un problème fondamentalement différent du nôtre. Je pense qu'à tous les échelons du Parti nous sommes appelés, dans les entreprises, dans les problèmes de gestion municipale, à travailler en commun avec ces militants qui, souvent, regroupent une part importante des militants Socialistes, notamment ceux qui viennent du syndicalisme.

Contribution Jean Jaurès

Je pense donc, et nous pensons, dans l'Isère, que si au plan national c'est un dialogue de sourds, c'est que la pression de nos fédérations et de nos sections n'est pas assez grande, c'est que nos militants ne sont pas suffisamment dans l'action. Et je pense que le programme (?) qui existe est en partie artificiel.
Prenons acte, si vous voulez, du dialogue de sourds au plan national, mais je pense qu'il est fondamental que dans les fédérations et dans les sections des liens se créent, que les actions se mêlent.
Et je n'ai pas besoin de faire une énumération, je pense que nombreux sont les terrains où une action commune peut être menée.
Troisième problème, le problème du Parti Communiste.
Il y a un an nous avons défini clairement, je pense, et nous le pensons, une orientation, au Congrès d'Issy-les-Moulineaux. Plusieurs camarades, dans la fédération, ont émis le désir, qui a déjà été exprimé par plusieurs, que cette action plus rapide et plus publique.
Cela, je le répète ici à la tribune, il est quand même dommage qu'il y ait seulement quelques semaines que nous ayons eu des éléments d'information écrits sur ce problème, et je pense que nous pouvons donner un quitus si on considère que ceci est un début, mais il est certain que dans les mois qui viennent – et nous ne pensons pas, dans l'Isère, qu'on puisse en terminer dans les mois qui viennent, c'est pour cela que nous sommes assez méfiants pour les propositions de rendez-vous prématurées, pour juger de ces relations –, si on prend ces relations au sérieux et si on prend le travail d'élucidation qui est fait au sérieux, il faut qu'il aille plus vite et que les éléments d'information publique, notamment dans le Parti, soient plus nombreux.
Ceci dit, nous exprimons une méfiance très grande pour toute procédure extraordinaire du genre Congrès qui aurait pour but de renforcer cette opinion qui est encore largement émise dans le Parti et dans le public, que la ligne du Parti Socialiste est une ligne en zigzag.
Je pense que quand on a défini une orientation sur un problème aussi important, il est capital de s'y maintenir suffisamment longtemps pour être pris au sérieux.
(Applaudissements)
Les difficultés sont nombreuses. Je pense que le déséquilibre qui a été évoqué par certains camarades, concernant le Parti Socialiste et nous, vient encore du fait que trop souvent, à la base, nous n'avons qu'à des échéances électorales des contacts, et ceci est la pire des méthodes. D'ailleurs, l'alliance électorale de défense sur un objectif précis qui disparaît rapidement est un pis-aller. Je pense que si sur tous les problèmes de fond nous avons des contacts avec le Parti Communiste, quitte à affirmer publiquement des désaccords, le déséquilibre est beaucoup moins grand qu'on ne le dit. Ceci est une raison de plus pour ne pas changer dans la ligne actuelle et améliorer l'équilibre. La solution n'est pas dans des modifications d'état-major, mais dans un renforcement du Parti à la base, et dans le travail de tous les militants sur les luttes concrètes qui ont lieu.
En conclusion, notre impression est que le Parti actuellement reste fragile, et le bilan qui est fait de ses relations avec ses partenaires en est la preuve.
Je voudrais dire aussi que beaucoup pensent, dans notre fédération – peut-être

est-elle une petite fédération, peut-être n'a-t-elle pas assez d'hommes à mobiliser partout à la fois – que la "congressiste" est un mal qui la menace et empêche de consacrer la force des militants à la propre croissance du Parti.
(Applaudissements)
Si nous allons sans cesse de Conseil en Congrès, comment ferons-nous le développement à la base de notre Parti ? Je pense que nous risquons au contraire de livrer le Parti uniquement aux quelques militants formés qui interviennent à ces occasions, et que les autres assistent impuissants à des dialogues qui ne les concernent pas.
Je pense donc qu'on doit, plus que jamais, s'en maintenir aux instances ordinaires, suivre les événements, certes, mais ne pas se précipiter de Congrès en Congrès, tous les six mois.
D'autre part, le Parti reste fragile, car, pour nous, tant que la Gauche, notamment la Gauche Socialiste non Communiste, sera divisée, l'affaiblissement de chaque partenaire affaibli tout le monde. Je pense qu'on ne peut pas gagner le Parti Socialiste en concurrence avec le PSU ou la Convention. Si le PSU échoue, le Parti Socialiste échoue largement, et je pense que tous les partis de la Gauche non Communiste ont partie liée et que le fameux équilibre – qui est, nous en sommes tous persuadés, nécessaire à l'aboutissement des conversations avec le Parti Communiste – ne sera atteint que quand l'imagination aura été assez forte, dans les partenaires non Communistes, pour franchir les divisions actuelles. Et je pense que si c'est impossible au plan national, nous pouvons, dans tous les secteurs départementaux et locaux, le faire.
Dernier point : il faudrait quand même que plus d'informations passent dans le Parti et dans la presse dans son ensemble, sur ces relations avec les autres forces de gauche. Le malaise était assez grand à ce Congrès fédéral que nous avons eu, vu le caractère extrêmement récent des informations écrites qui ont été données. Je pense que là aussi on ne peut pas, si nous ne voulons pas transformer le Parti en un théâtre auquel assistent les militants à la base, en rester simplement à ces informations distillées au compte-goutte, il faut faire beaucoup plus.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Weygand, des Bouches-du-Rhône.

Weygand (Bouches-du-Rhône)

La Fédération des Bouches-du-Rhône n'a pas apprécié la journée dans laquelle nous sommes aujourd'hui comme s'il s'agissait d'un Congrès national. Elle a seulement étudié le rapport factuel du Secrétaire général, portant sur, notamment, les questions des relations avec le Parti Communiste, se réservant, lors d'un Congrès que nous souhaitons pouvoir tenir dès l'automne prochain, d'apporter sur ces conversations et sur l'avis du Parti son appréciation.
Sur ce rapport factuel, les camarades de la fédération des Bouches-du-Rhône ont fait un certain nombre de réserves.
Elles portent :
1°) Sur le fait qu'il semble que depuis un an que ces conversations devaient

avoir débuté, l'avancement de ces discussions n'a pas été aussi rapide qu'il paraissait souhaitable.
2°) Et cela me parait être plus important : le débat qui devait être public n'a pas donné lieu à ce que l'on pourrait appeler réellement un certain nombre d'expressions extérieures. Et même nos militants à l'intérieur du Parti n'ont pas pu être tenus au courant comme il se devait, et il a fallu attendre mi-juin pour avoir les premiers éléments de ces discussions.
Ces réserves faites, et pour nous elles ne sont pas seulement de forme, mais portent sur l'esprit même de la décision du Congrès, les camarades des Bouches-du-Rhône ont estimé que dans un but d'unité du Parti ils devaient néanmoins donner quitus aux organismes nationaux, c'est-à-dire au Comité directeur et au Secrétariat du Parti pour la manière dont ces conversations ont été menées.

Le président – La parole est à Perrussel de la Moselle.

Perrussel (Moselle)

Camarades, la fédération de la Moselle, que je représente aujourd'hui, est probablement la plus petite fédération parmi celles qui se sont présentées depuis le début de ce débat.
Néanmoins nous avons quelques éléments à verser au dossier de ce Conseil national.
Tout d'abord, laissez-moi vous dire, au nom de cette fédération, que nous sommes d'accord avec l'action du Comité directeur, dans le sens où le travail qui a été fait a été fait pour l'unité du Parti, d'abord, et pour l'unité des Socialistes, ensuite.
A cela nous voudrions apporter deux éléments :
Avec la Convention des institutions républicaines, dont les instances nationales sont toujours aussi hésitantes, nous estimons que le travail doit être fait à la base, que c'est à la base que nous devons travailler avec eux, que c'est avec la base et les militants que nous devons avoir des réunions communes, qu'il faut les inviter, et qu'il faut également ne jamais hésiter à répondre à leurs invitations. Finalement c'est de là que partira l'unité avec les conventionnels dont rien ne nous sépare, et c'est ainsi que nous aurons franchi la première étape de l'unité Socialiste.
Avec le PSU, je voudrais dire quand même qu'il y a une grande évolution qui se fait dans le PSU. Cette évolution, nous la commandons, nous le Parti Socialiste, de la même façon que nous commandons l'évolution avec le Parti Communiste. Nous la commandons, et je n'en veux pour preuve que les dernières déclarations de Rocard. Nous avons reçu Rocard, en Moselle. Il a fait 4 réunions, et à chacune des réunions les déclarations étaient de plus en plus convergentes avec le programme du Parti Socialiste.
A la première réunion, trois éléments nous séparaient : les nationalisations, l'autogestion, ou le contrôler ouvrier, comme vous voudrez, et le Pacte atlantique.
A la deuxième réunion on ne parlait plus des nationalisations, c'était d'accord. A

Fondation Jean-Jaurès

la troisième, on ne parlait plus que du Pacte atlantique, et à la 4ème, sur le Pacte atlantique il n'y avait plus qu'une question de calendrier. Alors, c'est peut-être Michel Rocard tout seul, parce que Rocard joue son jeu aussi, et le PSU et Rocard ce n'est pas tout à fait la même chose non plus, mais je suis persuadé que nous avons là aussi une carte à jouer, et à condition que cette carte soit jouée à partir de la base.
Comme le disaient plusieurs camarades qui m'ont précédé à la tribune, c'est en travaillant avec les militants de base que les états-majors sont forcément influencés, et c'est ainsi que le veut la démocratie Socialiste.
Enfin, je voudrais revenir sur le débat avec le Parti Communiste.
Pour les mêmes raisons que celles que je viens d'exposer vis-à-vis de nos travaux, notre proximité avec la Convention et le PSU, il faut que le débat avec le Parti Communiste soit public, il faut que nos militants soient informés pour qu'eux aussi, à la base, puissent travailler, parce que nous sommes bien obligés de travailler à la base avec les militants du Parti Communiste, demain ou après.
Demain ou après-demain, au sujet des élections municipales, on sera bien obligés, qu'on le veuille ou non, de se poser des problèmes, et par conséquent d'y répondre, et même publiquement. Eh bien, c'est dès maintenant – et nous avons, à mon avis, pris déjà un retard – qu'il faut que toutes les discussions que nous avons avec le Parti Communiste soient rendues publiques.
Je sais bien que la publicité de la moindre des divisions que nous avons avec le Parti Communiste est exploitée par la Droite et par nos adversaires ; c'est beaucoup moins important, me semble-t-il, que le fait que nous, nous puissions nous en servir, et vis-à-vis de nos militants, et vis-à-vis de ceux, demain, que nous aurons à convaincre.
Alors, la conclusion de tout ce que je viens de dire, et qui est la conclusion de la fédération de Moselle, c'est que dans ces condition, si nous voulons continuer à pouvoir parler avec les militants de ces différentes formations, si nous voulons avoir la moindre crédibilité, il ne faut pas que des camarades d'autres fédérations, sur d'autres plans, puissent être taxés de rapprochement avec le centrisme. Il n'est pas possible de travailler dans un sens Socialiste si l'un d'entre nous peut être taxé de travailler avec le centrisme.
C'est dans le sens Socialiste que nous devons travailler, et pas ailleurs !
(Applaudissements)

Le président – La parole à Sarre, Paris, 10 minutes, ensuite à Antonin, Savoie, 4 minutes.

Sarre (Paris)

En ce qui la concerne, et cela ne surprendra personne, la fédération de Paris confirme l'orientation que nous nous étions donnée à Issy-les-Moulineaux ; c'est une approbation sans réserve, globale, et non partielle, comme certains le voudraient.
Pourtant, s'il est vrai que nous étions d'accord – tout au moins une large majorité – pour adopter une orientation claire lors de nos assises constitutives, il

faut bien reconnaître que tout n'est pas pour le mieux, car à l'heure actuelle l'unité des Socialistes n'est pas réalisée.
Je crois qu'à l'occasion de ces assises nationales, notre Parti doit proposer, d'une manière claire et précise, les moyens de réunifier rapidement, car, comme l'ont souligné plusieurs orateurs, rien au plan doctrinal ne nous différencie des conventionnels. Il faut donc que nous prenions des initiatives, et en particulier proposer un Congrès constitutif rapidement à nos camarades conventionnels.
J'ajouterai pourtant, en complément, que nous aurions tort les uns et les autres d'essayer de faire un mariage s'il y a des gens qui n'en veulent pas. Je crois qu'il faudra qu'en 1970, ce soit l'année de la réunification, et qu'après, si par malheur nous n'avons pas réussi à nous réunifier avec les conventionnels, le Parti continue d'avancer, et que nous n'allions pas nous enliser dans des discussions d'état-major ou à la base pour essayer d'atteindre un objectif dont certains ne voudraient pas.
Je crois que là-dessus il faut être clair : faisons donc des propositions à la Convention, et voyons si, vraiment, elle en veut.
En ce qui concerne nos rapports avec les Radicaux, je dois dire que je suis de ceux qui sont toujours chagrinés, voire choqués, quand ils entendent le Premier Secrétaire du Parti déclarer que ce sont nos alliés privilégiés, nos alliés naturels. Nous avons remarqué, dans l'histoire de notre pays, que toutes les fois que nous étions alliés avec les Radicaux, cela s'était régulièrement terminé, soit par une politique, au mieux, sociale, quand nous étions au gouvernement, soit par des bêtises, au pire, quand nous y étions avec eux.
C'est pourquoi, en ce qui nous concerne, nous pensons qu'avec les Radicaux nous devons avoir des alliances défensives au second tour, et que nous n'avons pas à entamer une discussion sur un programme commun avec eux.
En ce qui concerne le PSU, nous croyons, à la fédération de Paris, qu'il appartient à la famille Socialiste, et que nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour avoir un débat avec lui, en tout cas lui faire les mêmes propositions qu'à la Convention des institutions républicaines, pour ainsi prouver à la population que le Parti Socialiste unifié a, ou n'a pas, dans ses objectifs la réunification Socialiste.
En ce qui concerne ce qu'on appelle couramment les "gauchistes", entre guillemets, je crois que le Parti a un devoir d'éducation à entreprendre, et qu'il n'a pas à rejeter systématiquement tout contact ou toute discussion ; mais là encore nous devons nous en tenir à la motion d'orientation d'Issy-les-Moulineaux.
En ce qui concerne le Parti Communiste, si certains ont été surpris par la publication du document dans "L'Humanité" sur les contacts entre PC français et PC tchèque, eh bien nous ne sommes pas de ceux-là : il n'y a rien de nouveau. Mais nous disons que le débat entre Socialistes et Communistes doit descendre du ciel sur la terre, qu'il ne doit pas aborder seulement les problèmes fondamentaux ; la motion d'orientation d'Issy-les-Moulineaux donne tous pouvoirs aux organismes dirigeants, une fois que les conditions fondamentales sont abordées et résolues favorablement, pour aller au-delà, et entreprendre un

véritable débat pour un accord politique avec le Parti Communiste.
En ce qui concerne maintenant l'action du Parti, la fédération de Paris, dans sa majorité, a voté le quitus. Au passage, je dois dire que nous pensons que ce n'est pas une bonne méthode, et que des quitus répétés feront qu'un jour il y aura un accident ; en effet, il n'est pas possible qu'une équipe au pouvoir puisse voir sa politique remise en question tous les trois ou six mois.
En ce qui concerne donc l'action du Parti, disons que nous émettons des réserves, et comme le disait Labarrère, la fédération de Paris, comme lui, a regretté qu'en ce qui concerne la manifestation pour la paix au Vietnam, nous ne soyons pas présents. S'il est vrai que nous avons des divergences de fond avec les Communistes, il n'est pas normal que des Socialistes ne participent pas à des actions de masse, alors qu'ailleurs, et en particulier en Suède, les camarades Socialistes qui ont des responsabilités gouvernementales, n'hésitent pas à prendre la tête de manifestations pour protester contre l'impérialisme américain. Je ne vois pas pourquoi il y aurait une vérité à Stockholm, et une autre à Paris !
Nous pensons, en même temps, qu'il y a souvent un décalage entre les réactions du Parti et l'événement. Nous avons l'impression parfois d'assister à un film au ralenti. Nous pensons que le Parti doit réagir plus vivement. L'on dira toujours, bien sur, qu'il appartient aux militants de la base, aux militants des fédérations, de donner une impulsion, c'est vrai, mais il n'en demeure pas moins que dans la mesure où nous n'avons pas de mots d'ordre de combat, où nous sommes finalement relativement nus pour affronter les masses, fatalement nous nous trouvons en position d'infériorité. C'est pourquoi je crois que, là encore, nous avons la nécessité d'aller vite.
Manifestement – c'est un sentiment à peu près général, si j'en crois ce que j'ai entendu aujourd'hui ou à travers les discussions entre les uns et les autres – on a l'impression que notre environnement, les sympathisants du Parti Socialiste, et l'électorat, nous guettent. En effet, si nous avons une orientation claire, encore faut-il que nous donnions la preuve que nous nous y tenons, et s'il est bien vrai qu'il n'y a pas eu de violation caractérisée de cette orientation, il n'en demeure pas moins que, dans notre entourage, on doute.
Nous allons avoir la possibilité de confirmer ou non cette orientation avec l'échéance des élections municipales. Nous pensons, en effet, que des alliances tous azimuts nous conduiront inéluctablement à la catastrophe.
C'est pourquoi nous ne pensons pas que nous devions nous déterminer dans un Conseil national, qui est, qu'on le veuille ou non, une assemblée restreinte, où un petit conclave pourrait décider de l'orientation importante que notre Parti devra prendre pour mener cette campagne. C'est pourquoi aussi la fédération de Paris a souhaité, à l'unanimité, qu'il y ait un Congrès extraordinaire limité à la question de notre tactique aux élections municipales.
Je crois que c'est important, et nous disons très franchement à Alain Savary qu'un Congrès ordinaire en janvier, en pleine période électorale, sera la plus mauvaise des choses qui puissent nous arriver. Nous pensons, nous, que ce Congrès doit être maintenu, ou légèrement avancé, mais qu'en mai ou juin il y a parfaitement la possibilité de se réunir.

Camarades, nous pensons, à la fédération de Paris, que les problèmes de l'unité Socialiste, que les problèmes de l'union de la Gauche, dépendent finalement de nous. Si nous continuons à nous interroger en permanence, si nous ne donnons pas une impulsion véritable à ce Parti, alors, c'est vrai, l'unité des Socialistes, comme l'unité de la Gauche, nos petits-enfants en parleront encore, et le gaullisme et la Droite sont au pouvoir pour vingt et trente ans ! C'est pourquoi nous estimons que rapidement il faut que ce Parti décolle, que ce Parti travaille, et que ses seuls mots d'ordre ne soient pas une carte rouge et la documentation Socialiste à tous les adhérents, mais que ses mots d'ordre soient : pour le Socialisme dans notre pays !
(Applaudissements)

Le président – Merci à Sarre, qui n'a pas pris tout son temps de parole.
La parole est à Antonin, Savoie, Fleury, Seine-Saint-Denis, se prépare.

Antonin (Savoie)

En écoutant les orateurs de ce matin, on pouvait se demander jusqu'à quand le Parti va jouer à recommencer le Congrès d'Issy-les-Moulineaux – car à Issy-les-Moulineaux, camarades, le Parti s'est doté d'une orientation politique dont je vous rappelle les termes : "le Parti doit engager sans préalable et poursuivre un débat public avec le Parti Communiste, etc...", vous connaissez la suite – et la fédération de Savoie ne voit pas pourquoi cette décision, votée à une large majorité, est toujours remise en question.
Le Parti ne peut pas tenir la moindre instance sans que l'on revienne là-dessus, en général dans la plus grande confusion d'idées. On mélange 1920, 1963 et 1966, ou 1967, comme si ces dates avaient un rapport fatidique avec le dialogue actuel !
Pour la fédération de Savoie, camarades, le dialogue avec le Parti Communiste français doit être poursuivi activement, car il constitue un fait important, et pratiquement sans précédent, d'échange au niveau des idées, permettant de procéder à un effort de clarification qui ne peut que :
1°) aider le Parti Communiste dans sa propre voie de l'évolution vers la société Socialiste où il entend, et il l'a dit, sortir des contraintes extérieures qui pèsent sur lui,
2°) et surtout nous authentifier en tant que principal élément de la famille Socialiste française.
N'oublions pas, en effet, que dans ce dialogue l'ensemble de la Gauche française nous observe, et nous jugera sur nos aptitudes à mener fermement, et jusqu'à son terme, cette confrontation d'idées entreprise.
Ce matin, Gérard Jaquet disait : juridiquement, le Conseil national ne peut pas décider d'interrompre ce dialogue. Nous disons : dans l'axe de l'orientation qu'il s'est publiquement fixé, le Parti ne doit pas interrompre ce dialogue et il est de son devoir de le mener à terme, car il doit démontrer à l'opinion sa volonté d'aboutir dans ce qu'il décide.
Pour la fédération de Savoie, l'état actuel de ce dialogue n'est que factuel,

Fondation Jean-Jaurès

comme le disait ce matin le Premier Secrétaire Alain Savary. Le jugement porté ne peut donc être, lui aussi, que factuel, et rien de définitif ne peut être dit d'un côté ou de l'autre.
Le Parti se doit donc, s'il est conséquent avec son orientation d'Issy-les-Moulineaux, de mener ce dialogue à terme. Ensuite, il doit tout mettre en œuvre, après le préalable fondamental du dialogue, dont il ne peut ressortir que grandi, pour que toute la famille Socialiste soit associée à l'élaboration d'un programme commun de gouvernement. C'est évidemment la conséquence logique de ce qu'il a entrepris.
Avec la Convention des institutions républicaines, camarades, et là je crois qu'on peut facilement arriver à une unanimité, le Parti peut considérer comme un succès pour l'action unitaire qui est la sienne la venue de trois camarades du bureau de cette Convention à notre Congrès de demain et d'après-demain. Pourquoi ne pas proposer, à cette occasion, et solennellement, à la Convention des institutions républicaines, de reprendre la procédure de constitution du nouveau Parti Socialiste, interrompue après les péripéties du printemps 1969 ? Après tout, camarades, nous avons déjà en commun la déclaration de principe, et le manifeste, sur la base desquels nous avons constitué notre Parti actuel.
Au premier stade, la fusion pourrait avoir lieu au niveau des sections et des fédérations, avec des représentations proportionnelles à déterminer localement. Simultanément, au plan national, et en conséquence de ces fusions à la base, pourrait être décidée la convocation d'un Congrès national, dont la date sera la plus rapprochée possible, et dont le nom importera peu pourvu qu'il consacre l'unité.
En effet, elle est indispensable, cette unité, et tout le monde l'attend, et nous jugera sur notre aptitude à la réaliser...

Le président – Encore une minute !

Antonin – …Quand je dis "nous", nous ne sommes pas les seuls concernés, nos partenaires aussi le sont, et notamment la Convention, car qui peut comprendre, dans la masse des citoyens qui nous regardent et qui espèrent encore en nous, que le même jour, dimanche 24 mai dernier, par exemple, des Socialistes se retrouvent à Lyon, rive droite du Rhône, pour le Parti Socialiste, en train de travailler à l'élaboration du plan d'action Socialiste pour les fédérations de la région Rhône-Alpes, pendant qu'à St-Pons, rive gauche du Rhône, pour la CIR, d'autres sont en train de travailler sur le contrat Socialiste, tout cela étant finalement convergent, sinon identique, chacun lançant un appel à l'autre, mais sans pour autant se rencontrer ni s'entendre ?
Pour le PSU, quand ce processus de fusion sera engagé avec la Convention, il lui sera proposé de s'y associer. Il sera alors bien obligé de répondre clairement, et nous saurons mieux à quoi nous en tenir à son égard, car de son côté les choses changent souvent, et avec rapidité.
Enfin, avec ces alliés naturels que sont les Radicaux, après confrontation de nos substances respectives, nous verrons comment situer nos relations avec eux,

entre le ciel et la terre !
Voilà, camarades, ce que la fédération de Savoie m'a demandé de vous exprimer lors de son Congrès fédéral du 13 juin dernier.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Fleury, Seine-Saint-Denis, pour 10 minutes, ensuite Deucker, Corrèze, 10 minutes.

Fleury (Seine-Saint-Denis)

Mes camarades, le Parti cessera-t-il un jour de jouer les Pénélope, de défaire aujourd'hui ce qu'il a péniblement construit la veille, de tenter sans cesse de remettre en question les décisions prises par les Congrès précédents ?
L'enjeu de ce présent Conseil national, différent de ce qui était prévu à l'origine, semblerait le confirmer.
Le Conseil national ordinaire, devait permettre de faire le point des conversations avec les formations politiques de la Gauche, d'informer au mieux les militants, de permettre à ceux-ci de s'exprimer sur la façon dont les organismes directeurs avaient mis en œuvre les décisions prises par le dernier Congrès.
Des camarades, par leur proposition de convoquer un Congrès national extraordinaire, un de plus, changent profondément et abusivement la nature de notre réunion. Ils s'efforcent de remettre en cause les décisions prises à Issy-les-Moulineaux, ce qui n'est pas conforme a l'objet d'un Conseil national.
Nous avons entendu, par exemple, ce matin et cet après-midi, des camarades venir défendre à cette tribune des motions tout à fait contradictoires au texte d'orientation d'Issy-les-Moulineaux.
Il faudra en tirer sans aucun doute ce soir la conséquence, et pour ma part, je souhaite qu'il y ait un vote indicatif préalable à la désignation et à la composition de la Commission des résolutions.
J'entends bien que le Parti doit être régulièrement tenu informé du déroulement des conversations avec le Parti Communiste en particulier, qu'il doit pouvoir, avec régularité, exercer son contrôle sur les organismes directeurs, mais un simple Conseil national ordinaire suffirait à faire ce travail.
Pourtant, des camarades réclament un Congrès national extraordinaire pour faire le point, disent-ils.
Soyons honnêtes. Un tel Congrès n'aurait d'autre sens que de répondre à la question : poursuit-on ou non les conversations avec le Parti Communiste ?
En effet seul un problème de cette taille justifierait la tenue de ce Congrès.
C'est pourquoi, sans nous voiler la face, sachons que la décision qui serait prise aujourd'hui de convoquer un Congrès national extraordinaire, devrait être comprise et serait interprétée par l'opinion publique comme une volonté de rupture avec le Parti Communiste et, selon le jeu du balancier inévitable, comme le retour aux chimères centristes.
Ce nouveau changement est-il si nécessaire ? Est-il si urgent ? Faut-il penser que les échéances électorales l'expliqueraient, sinon le justifieraient ?

Une fois de plus l'acquis moral et politique du Congrès d'Issy-les-Moulineaux serait perdu, face à l'obstination de certains camarades à remettre en cause sans cesse l'orientation de notre Parti.
Je me permets de souligner auprès de certains qui, en même temps que la modernisation du style du Parti, souhaitaient lui faire adopter une nouvelle image de marque, que celle qu'ils contribuent à lui donner ne permettrait sans doute pas au Parti de se développer dans les meilleures conditions.
Indifférence politique, disait tout à l'heure Garet (?), nécessité d'une crédibilité de notre Parti...
Croyez-moi, ce n'est pas avec les mœurs politiques que nous sommes en train de développer au sein de notre Parti que nous pourrons obtenir un tel objectif.
Une fois de plus il nous faut donc aborder le problème de fond.
Le fait qu'André Chandernagor demande la suspension du dialogue ne saurait nous surprendre, on peut pour le moins lui reconnaître le mérite de la continuité. Je m'étonne par contre que des camarades qui ont voté le texte d'Issy-les-Moulineaux reviennent aujourd'hui à la charge, à les écouter on pourrait conclure que le texte d'Issy avait été adopté dans la confusion. Or il n'en était rien. La position adoptée à Issy était claire, l'esprit n'en était ignoré par personne, l'ouverture du dialogue avec le Parti Communiste avait une signification bien précise, il s'agissait d'exprimer une vérité d'évidence sur laquelle le parti doit fonder sa stratégie : le Socialiste ne se fera en France que par l'union des forces anticapitalistes. C'est donc sans relâche mais également sans complaisance que le Parti doit rechercher la réalisation des conditions politiques susceptibles de permettre cette union de la Gauche.
Le Congrès d'Issy-les-Moulineaux n'a pas fait de l'ouverture du dialogue avec le Parti Communiste une volonté momentanée, mais une orientation à long terme du Parti, sur laquelle nous ne pourrions revenir sans dommage pour l'image du Parti devant l'opinion publique.
Des camarades nous avancent aujourd'hui un certain nombre d'arguments.
"Vous vous faisiez des illusions, disent-ils, maintenant vous ne pouvez que constater le désaccord, arrêtons donc les frais."
Nous ne nous sommes jamais fait d'illusions. Nous savions que le dialogue serait difficile et par conséquent long, mais nous, nous sommes décidés à faire l'effort nécessaire parce qu'il est la condition fondamentale du déblocage de la situation politique de la Gauche.
Il reste des désaccords, certes, entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste, l'état de nos conversations n'est pas encore très avancé, nous n'avons fait qu'établir le point de nos convergences et de nos divergences, mais nous n'avons jamais eu l'illusion qu'en six mois, cinquante ans de divergences seraient effacées, et nous ne tirons pas de conclusion aussi pessimiste des résultats présents.
Des camarades nous disent également, et je cite entre autres Gérard Jaquet : on ne peut pas faire confiance aux Communistes, leur bonne foi peut être mise en doute.
Tavarer dit également "le Parti n'était pas en position à l'époque d'Issy-les-

Moulineaux, d'engager le dialogue avec le Parti Communiste".
Dans ces conditions, je m'étonne que ces mêmes camarades, et je cite Jaquet, et je cite Tavarer aient accepté à l'époque d'Issy-les-Moulineaux de l'ouverture du dialogue avec le Parti Communiste.
(Applaudissements)
Etaient-ils à ce point obligés de rejoindre la majorité qui s'est dégagée à Issy-les-Moulineaux ?
Plus de rigueur, demandait tout à l'heure Fajardie, plus de hâte également.
Je ne crois pas que la hâte favoriserait la rigueur je le crois d'autant moins qu'il me semble bien naïf d'aborder des conversations avec le Parti Communiste, comme le propose la fédération du Nord dans sa motion – et là je rejoins tout à fait l'avis qu'exprimait tout à l'heure André Chandernagor, une fois n'est pas coutume – de poser des questions au Parti Communiste, comme le fait cette fédération et comme le font un certain nombre de camarades, le risque encouru serait que les réponses du Parti Communiste soient apparemment plus positives que vous ne le pensiez, mais qu'elles ne soient que formelles. Ce seraient là les pires conditions dans lesquelles on pourrait mener ce dialogue.
Une discussion avec le Parti Communiste nécessite beaucoup plus de sérieux, non seulement des réponses, mais leur analyse, et pour leur compréhension l'approche de la logique du Parti Communiste, la connaissance de son langage.
C'est ce que nous avons fait et c'est ce que nous continuons et que nous continuerons à faire dans les discussions avec le Parti Communiste.
Des camarades avancent aussi, en particulier dans la motion du Nord, le problème tchécoslovaque. Soyons sérieux, lorsque nous avons adopté l'orientation du Parti à Issy-les-Moulineaux, le problème tchécoslovaque était bien connu, puisque cela s'était passé en 1968, si j'ai bonne mémoire, et que c'était donc antérieur à notre Congrès. A-t-il à l'époque empêché les mêmes signataires de la fédération du Nord, d'accepter l'ouverture du dialogue avec le Parti Communiste ?
Alors, soyons nets, soyons clairs, je préfère l'attitude de Chandernagor, je préfère l'attitude du camarade Lussaud, qui nous disent, qui nous ont toujours dit : il ne faut pas entamer un dialogue avec le Parti Communiste.
Les arguments qui sont développés ne sont guère solides, ils cachent mal la volonté évidente de retourner une fois de plus aux délices de la troisième force. Les camarades pensent-ils que l'accord éventuel avec le Parti Radical et la fusion problématique avec la Convention des institutions républicaines, plus soucieuse de problèmes d'hommes, que de contrat ou de plan d'action Socialiste, suffirait à trouver cette majorité nécessaire à la prise du pouvoir reposant sur le nécessaire appui populaire ? Laissez-moi en douter. Les camarades qui refusent de poursuivre sans relâche l'effort de l'unité de la Gauche, se condamnent à l'impuissance ou à la compromission.
Croyez-mo, camarades, votre décision d'aujourd'hui sera symbolique.
Il y aurait des inconvénients, disent certains, dans le fait de poursuivre le dialogue avec le Parti Communiste, de laisser planer l'équivoque, l'espérance.
Mais, je m'explique mal alors la poursuite, acceptée par Chandernagor, d'action

commune défensive qui laisserait également planer cette équivoque et cette espérance.
Et, s'il y avait inconvénient à poursuivre ce dialogue, l'inconvénient de l'interrompre serait sans aucune mesure, compte tenu de la déception, de la désillusion, du mépris, de 1'écœurement que connaîtrait l'opinion devant notre volonté de rupture avec le Parti Communiste et devant notre nouvelle volte-face.
1965 - 1970, cinq ans de négociations avec nos partenaires de la Gauche Socialiste, sans succès et pourtant nous sommes d'accord sur le fond.
1969 - 1970, un an de discussion seulement avec un partenaire avec lequel nous sommes en profond désaccord, le Parti Communiste.
Vous voudriez que ce soit plus facile avec le Parti Communiste qu'avec la Convention des institutions républicaines ?
Croyez-moi, camarades, votre insistance à tenir un Congrès extraordinaire et votre impatience à conclure un dialogue difficile avec le Parti Communiste, semble pour le moins inadéquate, choquante et même suspecte, je dirai même, elle ne donne en tous cas pas l'image du Parti, attractive, que souhaitait tout à l'heure notre camarade Tavarer.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Deuker.

Deuker

Mes camarades, deux questions ont été particulièrement abordées aujourd'hui, celle du dialogue avec le Parti Communiste et celle de l'unité Socialiste.
Je voudrais intervenir sur ces deux points, en rapport avec les délibérations de mon Congrès fédéral, et apporter un troisième aspect, sous forme d'une proposition que nous faisons au Conseil national.
Nous pensons qu'il n'était pas réaliste de mettre en avant, dans ce Conseil national, un certain nombre d'arguments qui, pris isolément peuvent présenter un intérêt, mais qui en groupe visent à freiner, voire à arrêter le processus de recherche d'union de la Gauche qui a été sérieusement amorcée lors de notre Congrès constitutif d'Issy-les-Moulineaux.
Nous avons reçu un mandat à Issy-les-Moulineaux, il nous faut le tenir jusqu'au bout.
Que dirait-on d'un sportif qui, amorçant une compétition, se déclarerait forfait au milieu du parcours ?
D'autant plus que le dialogue engagé avec le Parti Communiste aborde une phase qui devient particulièrement intéressante.
On a beaucoup parlé de l'article de Georges Marchais hier dans "l'Humanité", article dans lequel le Secrétaire adjoint du Parti Communiste donne un certain nombre, à son avis, de garanties quant à sa soi-disant démocratie.
Certes ces arguments sont positifs, mais ils nous donnent à nous un argument percutant qui doit peser dans le dialogue, c'est de répondre au Parti Communiste : "Oui, vous affirmez un certain nombre de choses en ce qui concerne la démocratie, mais vous n'avez pas jusqu'à maintenant remis en cause

Fondation Jean Jaurès

un certain nombre de fondements idéologiques de votre action ?"
Et c'est là où nous voulons que le débat porte, parce que des déclarations de principe sur la démocratie, c'est bien joli, mais ce qui nous importe à nous, c'est votre conception du Socialisme en général.
Je dois dire aussi que plane sur ce Conseil national l'échéance des élections municipales qui doivent se dérouler au printemps prochain.
Je crois qu'il vaut mieux voir les choses objectivement et en face. Je crois aussi qu'il manque à ce Conseil national des gens qui critiquent, mais aussi qui proposent une autre politique, qui proposent d'autres alliances, car il faut avoir le courage de le faire, camarades, personne n'a osé dans cette enceinte formuler des propositions.
Il faut aussi je crois, tenir compte des leçons du passé parce que, en créant ce nouveau Parti Socialiste, nous avions les uns et les autres l'intention l'année dernière de faire quelque chose se situant dans une perspective moderne et qui reste dans la fidélité aux principes que nous avions élaborés et votés en commun.
Le deuxième aspect que je voulais évoquer, concerne l'unité Socialiste. Et là je voudrais quand même attirer l'attention d'un certain nombre de camarades, sur la contradiction qu'il peut y avoir, d'une part à proposer de freiner la discussion avec le Parti Communiste tout en proposant une accentuation du processus de recherche de l'unité Socialiste.
Il y a là une contradiction fondamentale, dont j'ai déjà eu l'occasion de discuter avec un certain nombre de camarades.
Pourquoi y a-t-il une contradiction ? Eh bien parce que nos camarades, si tant est qu'une majorité d'entre eux soit disposée à venir mais que nous devons essayer de gagner à notre Parti, sauteront sur les positions politiques qui sont nettement dans la ligne du dialogue et de la recherche de l'unité d'action avec le Parti Communiste, ils vont même plus loin que nous, ils souhaiteraient la réalisation d'un programme commun, que nous estimons dans les conditions présentes impossible dès lors qu'un certain nombre de réponses n'auront pas été données aux problèmes qui nous préoccupent.
Mais, en ce qui concerne l'unité Socialiste, il faut malgré tout essayer de faire avancer les choses et c'est dans ce sens que nous proposons à la Commission des résolutions une motion qui lui sera communiquée tout à l'heure, dont je n'ai pas le temps matériel de vous donner lecture.
Je voudrais terminer par une troisième partie qui me paraît très importante.
Il y a effectivement le problème de l'union de la Gauche, il y a le problème de l'unité Socialiste, mais il faut aussi tenir compte d'un facteur nouveau dans la vie politique française et dans le mouvement Socialiste français, nous sommes obligés de constater que les organisations syndicales, et la presse n'a pas manqué de le souligner depuis mai 1968, jouent dans notre pays un rôle de plus en plus important et un rôle politique. La preuve, c'est que certains commentateurs vont jusqu'à donner plus d'importance dans l'information, au travail, aux prises de position des organisations syndicales, par rapport aux organisations politiques.

Nous ne pouvons aussi ignorer le dernier Congrès de la CFDT, nous ne pouvons ignorer l'apport qu'a été celui de ce Congrès, au point de vue doctrinal, nous ne pouvons ignorer les discussions qui se sont engagées entre la CFDT et le Comité national d'action laïque, nous ne pouvons ignorer non plus le prochain dialogue, dont parlait Alain Savary ce matin, entre CFDT et CGT.
Nous ne pouvons ignorer non plus qu'il existe dans ce pays un certain nombre de militants d'autres centrales syndicales et je ne voudrais pas les oublier à cette tribune, mais aussi dans toute une série d'associations ou de groupements, des associations plus âgées, des mouvements de jeunes, des mouvements culturels, dans des mouvements de quartiers, enfin il existe toute une série de gens qui sont des militants, qui en arrivent aux conceptions du Socialisme, à une conception qui n'est vraisemblablement pas très éloignée de la nôtre, parce qu'ils pensent, ces militants, aux problèmes de la politique d'aujourd'hui en tant que problèmes de réforme de structures, qui se situent dans la recherche Socialiste.
Ces militants proposent des solutions Socialistes comme l'avait fait la CFDT à son dernier Congrès et nous sommes obligés de constater que le mouvement Socialiste français est aujourd'hui particulièrement diversifié, qu'il a un pôle essentiellement politique, certes, mais qu'il existe un deuxième pôle qui comprend toute une série de militants qui sont engagés dans ces secteurs et qui, pour une bonne part d'entre eux, n'appartiennent pas à des organisations politiques.
Je crois qu'il est donc nécessaire, et c'est la position de notre fédération, d'envisager une concertation générale, dans la perspective d'un approfondissement des propositions que peuvent formuler les uns et les autres.
C'est la raison pour laquelle nous proposons que se tienne une série de colloques Socialistes fin 1970 et 1971, du type de ceux qui s'étaient tenus en 1963 et qui permettent d'associer à un grand débat et d'intéresser vraisemblablement la grande presse et l'opinion, un grand débat de tous ceux qui recherchent les voies de la démocratie Socialiste.
Les thèmes à discuter pourraient être : la socialisation, la planification, le problème de l'autogestion – on en parle beaucoup, il y a bien des choses à dire – le problème de la démocratie locale et une autre question qui est extrêmement importante, qui est celle des rapports entre partis et syndicats. C'est ce qu'André Jeanson, ancien président de la CFDT, dans une récente tribune libre du "Monde", appelait la réactualisation des rapports entre partis et syndicats.
Je pense que nous avons tout intérêt à tenter cette démarche, d'abord parce qu'elle sera une initiative de notre Parti, parce qu'elle démontrera que le Socialisme français est encore vivant, qu'il y a une volonté profonde de rénovation qui est en train de se manifester et que nous recherchons les moyens de nous mettre ensemble pour trouver une plus grande efficacité.
Et puis est-ce que, dans cette perspective, la recherche de l'unité Socialiste ne se trouverait pas facilitée ?
Est-ce que notre débat avec le Parti Communiste ne serait pas poursuivi dans des conditions meilleures dans la mesure où nous aurions effectivement fait la

démonstration que le mouvement Socialiste est dans son ensemble, dans ce pays, plus fort et plus puissant que d'aucuns ne le disent ?
En prenant une telle initiative, le Parti Socialiste peut manifester sa volonté d'aller de l'avant, il peut manifester sa volonté d'explorer les voies qui peuvent renforcer et renouveler le mouvement Socialiste tout entier.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Debarge, Seine-Saint-Denis.

Debarge (Seine-Saint-Denis)

Mes chers camarades, je voudrais revenir sur un certain nombre de points évoqués notamment dans les interventions de ce matin.
Le premier, il s'agit du manque de dynamisme de certains camarades de la Direction nationale.
Je crois en fait, pour le vivre pratiquement quotidiennement dans ma propre fédération, que le dynamisme ce n'est pas seulement fonction de la Direction nationale, mais c'est également fonction de l'engagement de nos militants et de nos adhérents et qu'en fait, s'il y avait un peu plus de militantisme de la part de nos militants et adhérents, peut-être y aurait-il une répercussion a l'échelon national.
L'activité d'un parti dépend aussi de l'application qui est faite des décisions qu'il prend en Congrès.
Le mouvement Socialiste a connu bien des vicissitudes, il a rencontré, et rencontre encore, du scepticisme dans une grande partie de l'opinion publique et il ne lui sera possible de vaincre cet obstacle que dans la mesure où il agira en conformité avec l'orientation démocratiquement définie, sans la remettre en question à tout instant, sauf événements nouveaux. L'alternance des attitudes politiques, pour un parti comme le nôtre, n'est pas une bonne méthode, ni de travail, ni de recrutement, ni de propagande politique.
Un mot encore, au sujet des décisions prises par un Congrès, sur la nécessité de respecter ce qu'il est convenu – c'est peut-être un mot un peu fort que je n'aime pas beaucoup – "la discipline du Parti".
Il est juste, et c'est la démarche démocratique normale à laquelle nous tenons, que chacun s'exprime, exprime son opinion. Et c'est normal qu'il essaie de la faire prévaloir, en un mot, tente de conquérir la majorité, étant bien entendu, et c'est valable pour n'importe lequel d'entre nous, une fois la décision prise, qu'elle devient la loi commune.
Dans les contacts qui ont été pris avec différentes organisations – Deuker vient d'en dire quelques mots à l'instant – il serait bon de situer nos liaisons avec les organisations syndicales. Si, incontestablement, nous avons à occuper notre place d'organisation politique, il n'en demeure pas moins vrai, sans pour autant pouvoir nous immiscer dans la vie des organisations syndicales, que les problèmes économiques tels qu'ils se posent à notre époque et on le voit bien avec le débat qui se déroule à l'occasion du 6ème plan, nécessitent une liaison avec les organisations syndicales qui interviennent de plus en plus dans un

Fondation Jean-Jaurès

secteur commun et certaines précisions de la part de l'échelon national sont peut-être à donner à ce sujet.
Demain, des camarades l'on évoqué, nous recevons une délégation de la Convention des institutions républicaines. Cet événement est important, même très important, et je crois également qu'il faudrait rester dans le contact qui sera pris avec la Convention des institutions républicaines, dans le domaine du réalisme, et conserver – sans pour autant être pessimistes, – à cette visite, la dimension qui est la sienne, et non seulement la dimension que nous avons souhaitée, mais la dimension que peut-être nos camarades de la Convention ont souhaitée eux-mêmes.
Car en fait, si nous espérons – et je suis de ceux-là – l'unification Socialiste, elle va dépendre certes de notre attitude, mais également de l'attitude des autres. Il ne faudrait pas l'oublier.
En ce qui concerne le dialogue avec le Parti Communiste, il doit, selon la fédération de la Seine-Saint-Denis, se poursuivre. Je ne voudrais pas m'appesantir sur ce sujet. Je voudrais simplement dire que nous avons traité, au sein de notre Conseil fédéral, du problème de la convocation du Congrès extraordinaire ; la majorité de la fédération estime qu'outre le fait de multiplier les Congrès, il y aura, si nous ne faisons pas un Congrès en octobre, une confusion entre un Congrès d'appréciation pour savoir si nous devons ou non poursuivre le dialogue, et celui qu'on doit consacrer à la préparation des élections municipales. Il faut le dire nettement, nous sentons à travers la réaction de nos sections que le départ des élections municipales est pratiquement donné. La confusion qui résulterait d'un Congrès extraordinaire en octobre et d'un Congrès qui devrait sensiblement se tenir à la même époque concernant les élections municipales, serait négative.
La route que nous avons choisie est difficile. Nous devons tenir compte non seulement de nos intentions, mais également de celles de nos éventuels partenaires, et peut-être aussi de quelque chose qu'un peu trop souvent, avec nos rites, notre cérémonial, nous oublions, celles de ceux qui sont en dehors de toute organisation politique et que nous avons à convaincre.

Le président – Merci d'avoir fait des économies de temps de parole.
La parole est à Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, lors du dernier Conseil national de Bondy, la fédération du Nord avait demandé que soit inscrite à l'ordre du jour du Congrès extraordinaire prévu fin avril, la question de nos rapports avec les partenaires de gauche.
Finalement, nous nous étions mis d'accord pour un Congrès réservé au plan d'action Socialiste et un Conseil national traitant de l'application de la motion d'Issy-les-Moulineaux.
Nous y sommes aujourd'hui et personne ne doit donc s'étonner de la vigueur avec laquelle la fédération du Nord a réaffirmé ses positions.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Nous avions même souhaité que des motions puissent être envoyées aux sections. Le Secrétariat du Parti et la majorité du Comité directeur ont refusé cette possibilité. Un Congrès devra d'ailleurs, à froid, fixer une législation dans ce domaine, car je trouve paradoxal que les mêmes camarades qui ont refusé l'envoi de motions au Comité directeur veuillent demander un vote indicatif à la suite de ce débat au Conseil national.
Ou bien on organise le débat et la discussion à l'intérieur du Parti et on permet aux fédérations et à toutes les sections de se prononcer, ou alors on ne le fait pas et on est dans le cadre d'un Conseil national ordinaire.
En dépit d'ailleurs de cette procédure de blocage, les fédérations ont largement discuté des problèmes en cours. À juste titre, nous avons tous accepté un Congrès ordinaire tous les deux ans. Mais l'esprit de cette décision, je le rappelle, était de tenir une grande assise chaque année et surtout lorsque les événements l'imposent.
Le Parti tout de même, ne peut pas accepter cette politique de clerc de notaire qui consisterait à enregistrer tous les deux ans une motion, à laisser a la direction du Parti le choix des moyens ; les militants doivent tout le moins être associés à la mi-temps à un débat sur l'application de la motion.
L'unité Socialiste n'arrive pas à se concrétiser. Les événements nationaux et internationaux pèsent sur l'évolution de nos rapports avec le Parti Communiste. Les élections municipales seront importantes pour nous ; en conscience, vous le savez bien, beaucoup de militants qu'ils aient voté ou qu'ils n'aient pas voté la motion d'Issy-les-Moulineaux, s'interrogent.
L'esprit de discussion, même si la discussion est difficile et surtout si elle l'est, doit l'emporter sur l'esprit de majorité ou de minorité. Nous en avons besoin, voilà pourquoi nous proposons un Congrès en octobre.
Alors, ne nous plaignons pas du coût ou des difficultés secondaires. Ce Parti, qui n'a pas accès à la radio, qui n'a pas accès à la télévision, qui n'a pas de presse, peut au moins s'offrir une tribune celle de ses Congrès, où il pourra s'affirmer.
Sur les problèmes en discussion aujourd'hui, la fédération du Nord à la quasi-unanimité, a voté une motion et je le dis à Jacques Fleury tout à l'heure, qui parlait de la fédération du Nord et de ses positions, motion qui respecte la loi du Parti, les décisions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux. Nos observations portent sur l'application de cette motion.
Je voudrais d'abord examiner nos rapports avec le Parti Communiste. Qu'avons-nous décidé ensemble à Issy-les-Moulineaux ? Nous avons décidé un dialogue, dont le but est parfaitement clair : le parti de l'union de la Gauche. Pour savoir si cette union est possible, il faut ouvrir le dialogue avec le Parti Communiste sur les problèmes fondamentaux, dont certains nous séparent depuis 50 ans.
En somme, le Parti veut explorer les conditions d'un accord politique avec les Communistes, et la première manifestation de cet accord serait d'élaborer un programme commun, de législature et de gouvernement.
Il est bon d'ailleurs de préciser le climat d'Issy-les-Moulineaux. Souvenez-vous des faits : la décision intervient au lendemain des présidentielles. Notre échec ouvre une crise dans les rangs de la Gauche, au moment où la réaction garde le

pouvoir. Nous sous-estimons délibérément la part exacte que le Parti Communiste a prise dans la continuité du gaullisme et à l'époque, il n'était pas bon de rappeler des signes pourtant inquiétants.
L'alignement du PCF à la conférence de Moscou en juin 1968, l'invasion de la Tchécoslovaquie, qu'on peut au moins citer, et je m'étonne que les camarades qui viennent à cette tribune nous disent qu'il faut l'oublier et qu'il ne faut plus en parler !
(Applaudissements)
On l'a dit avant moi, je m'excuse !
En dépit de cette atmosphère d'Issy-les-Moulineaux, les conditions du dialogue sont sévères et précises : le dialogue sera public. En aucun cas le Parti ne pourrait se contenter d'accords équivoques. C'est une opération "cartes sur table" avec l'opinion et les militants pour témoins.
Et pour mieux souligner le poids du contentieux, le dialogue devra être sans complaisance, avec des questions précises auxquelles il faudra des réponses précises. Un seul point, camarades, peut permettre des interprétations diverses, c'est la durée. L'adjectif permanent ne figure pas dans la motion, qui souligne toutefois : "le dialogue doit se poursuivre." Cette idée de poursuivre le dialogue, va d'ailleurs de pair avec l'opinion partagée par beaucoup que le Parti Communiste donnerait rapidement des gages de son évolution.
Une éventualité – je le dis pour Guy Mollet qui proteste, et il pourra répondre tout à l'heure à ma question – une éventualité n'a pas été étudiée...

Guy Mollet – Je regrette, mais je ne disais rien.

Pierre Mauroy – Qu'adviendra-t-il si le Parti Communiste n'évolue pas ? Que fait-on si le Parti Communiste excipe de sa force et de ses résultats, même si cette force cache une relative faiblesse ? Que dit le Parti ?
S'il apparait impossible de surmonter les divergences fondamentales doit-on ne jamais établir le bilan avec la confusion qui peut tout de même résulter de ce parti pris de ne jamais conclure ? Et si l'on établit le bilan, quelles conclusions en tire-t-on ? Celle de reconduire indéfiniment des commissions et d'introduire, d'instaurer un manège idéologique avec ses conséquences ?... sacrifier l'essentiel des tâches du Parti, maintenir la Gauche dans un climat démoralisant d'attente et surtout laisser croire que l'avenir de nos idées dépend finalement des bonnes et des mauvaises réponses que le PC nous apportera.
Ces questions vous savez bien que vous vous les posez tous. Et je voudrais ici faire une mise au point au nom de ma fédération, sur les rapports entre Communistes et Socialistes. Les donneurs de leçons ne manquent pas, mais nous n'apprécions pas le rôle de procureurs d'un certain nombre de camarades spécialisés hier dans l'anticommunisme et qui, aujourd'hui, sont prêts à tout laisser aller.
(Vifs applaudissements)
Nous n'apprécions pas davantage, mes camarades, le jeu un peu trop facile auquel s'amusent un certain nombre de camarades, et qui consiste pour eux à se

classer à gauche et à mettre les autres à droite, parce que nous ne sommes pas d'accord sur le problème de nos rapports avec le Parti Communiste.
(Vifs applaudissements)
D'ailleurs, les experts en ce genre de classement ont souvent l'extraordinaire faculté d'être de tous les côtes à la fois, ça change avec les saisons…
La fédération du Nord, qui reste une fédération ouvrière, vous dit simplement ceci : la déviation stalinienne a empêché après la guerre de 40 l'évolution Socialiste en Europe. Les camarades de la génération précédant la mienne ont fait leur devoir – et je comprends parfaitement la révolte de leur conscience Socialiste devant tout ce qui a été caché en 46 et 47.
La situation est aujourd'hui bien différente, bien entendu, mais rien ne permet d'affirmer qu'elle soit fondamentalement changée. La fédération du Nord espère, comme vous, mais elle ne participera pas sans avoir de garanties, à l'extraordinaire pari de tout miser sur une évolution rapide du Parti Communiste, car vous savez comme nous que les erreurs dans cette direction, vous ne les rattraperez jamais, compte tenu du rapport de force ; même si c'est dur, il faudra là encore faire notre devoir de Socialiste.
Alors, pourquoi un Congrès en octobre, exactement ?
Eh tien, ce dialogue, qui est un espoir pour le Parti, il peut aussi devenir un piège. Il peut être un piège et nous pouvons tout de même poser un certain nombre de questions.
Nous avons, dans le Nord, le pressentiment que nous allons au piège si nous continuons comme nous le faisons. Et si nous voulons un Congrès c'est pour que l'on puisse tenir compte des faits.
Or, pourquoi risquons-nous d'aller au piège ? Tout se passe depuis un an – quelqu'un l'a dit avant moi – comme si la grande idée était de durer et de faire durer, sur le plan de nos rapports avec le Parti Communiste. Les délais de préparation ont été excessivement longs, en dépit de nos demandes d'accélérer le mouvement. Le Parti finira par donner l'impression du moulin qui n'a rien à moudre, si nous renvoyons d'instance en instance, avec des textes approximatifs.
La discussion a porté simultanément sur les fondements de la société Socialiste, sur les moyens du combat Socialiste, sur les voies de passage.
Nous avions souhaité au Comité directeur, que la procédure porte sur les durées. Le résultat d'avoir mené une discussion sur trois plans à la fois, c'est qu'elle manque de clarté au niveau des premiers textes. Et le bilan risque d'ouvrir un dialogue plus vif entre les Socialistes plutôt qu'entre les Communistes, et nous, ce qui tout de même est un petit peu un comble !
Mais surtout, camarades, et cela a été souligné par beaucoup de ceux qui sont venus à cette tribune, le débat n'a pas été public et n'est pas encore public.
Notre silence, qui se comprendrait si le Parti Communiste évoluait, devient lourd et devient gênant, les camarades qui ont les idées les plus diverses l'ont dit, devant le raidissement – c'est cela qui est sensible pour l'opinion – du Parti Communiste, car, enfin, sans doute nous n'avons pas à nous prononcer sur l'affaire Garaudy, mais avouez tout de même qu'il est piquant de constater que

Fondation Jean Jaurès

le Parti Communiste a eu avec un membre de son bureau politique une partie du dialogue que nous avions le mandat de mener avec les Communistes.
L'attention que l'opinion a porté à cette affaire donne la mesure de l'extraordinaire percussion qu'aurait dû avoir un dialogue portant sur les raisons profondes de notre divorce depuis cinquante ans.
Alors, les résultats ?
C'est l'impression, ressentie à l'extérieur, que le Parti est gommé. Nous ne retenons pas suffisamment l'opinion et je ne suis pas le seul à le dire. Beaucoup de camarades se sont succédé à la tribune pour souligner cela.
Ainsi, au moment d'un renouvellement incontestable, d'un effort incontestable, et la fédération du Nord donne le quitus, le Parti n'accroche pas suffisamment.
Eh bien, la fédération du Nord estime – c'est du moins ce que nous pensons, on peut diverger sur ce point – que cet effacement sur lequel les orateurs sont intervenus tout à l'heure n'est pas du tout la conséquence d'une insuffisance de nos militants ou de nos fédérations, d'une insuffisance de la direction du Parti, mais elle est la conséquence d'une situation politique devant laquelle nous ne pouvons rester sans réactions.
Voilà ce que nous pensons.
Les citoyens, vous le savez, utilisent d'audacieux raccourcis pour apprécier la politique ; pour beaucoup, nous avions dévié dans le champ de gravitation du Parti Communiste. Bien entendu, il s'agit là d'une apparence, mais elle est perçue comme une réalité, et d'autant mieux que la Gauche, hier, était animée et entrainée par le Parti Socialiste, alors qu'aujourd'hui le rapport de forces est favorable au Parti Communiste.
Nous ne devons pas continuer ainsi. Les raisons sont suffisantes pour reprendre le dialogue avec rigueur, pour le mener rapidement à un bilan public, c'est-à-dire, nous le pensons, à un Congrès extraordinaire.
Mais, camarades, je pourrais arrêter là ce propos et renvoyer au Congrès d'octobre que nous demandons l'analyse de nos rapports avec le Parti Communiste, toutefois je veux tout de même l'amorcer cette analyse et ce au vu des premiers résultats diffusés dans le Parti pour mieux définir la position de notre fédération.
Des observations de trois ordres peuvent être faites :
-ce qu'il faut préserver – et il n'y a aucune contradiction avec ce que je viens de vous dire jusqu'ici – c'est la riposte de toute la Gauche contre les successeurs du gaullisme.
La fédération du Nord ne met pas en cause les actions défensives communes contre la politique réactionnaire et pourtant une remarque s'impose dans ce domaine : les ripostes communes deviennent de l'action commune si elles ne gardent pas un caractère de spontanéité en face des initiatives gouvernementales et Boulloche avait d'ailleurs raison de souligner à un de nos Comités directeurs que si nous n'y prenions pas garde, les Communistes essaieraient de nous conduire au programme commun, à partir des ripostes communes élaborées par un groupe permanent ; ils y veillent d'ailleurs les camarades du Parti et Boulloche en particulier.

Là encore la pesée du rapport des forces défavorable s'amplifiera et il nous faut, par conséquent, être vigilant. La fédération du Nord ne met pas du tout en cause les accords de désistement qui vont au bénéfice des deux Partis, je dois dire d'ailleurs que ces accords sont la tradition et la nécessité de la Gauche et ils ont été utilisés depuis des années et des années.
Mais nous insistons par contre pour que le Parti ne prenne pas ses désirs pour des réalités ; restons plus que jamais des Socialistes en face d'un parti Communiste qui reste fondamentalement différent de nous. La pire chose c'est de faire croire que nous allons à un accord quand les faits le contredisent, parce que dans cette voie vous ferez naître des espoirs insensés et surtout vous empêcherez le Parti de prendre toute sa dimension.
Vous le savez bien, sur l'essentiel, le Parti Communiste ne bouge pas. Je vais me contenter de souligner que les Socialistes et les Communistes n'ont ni le même point de départ, ni le même point d'arrivée.
Le Parti Communiste reste figé sur la notion du rôle prépondérant de la classe ouvrière par rapport aux autres couches sociales ; à partir de cette donnée, sa conception de la démocratie ne peut pas recouvrir la nôtre ; pour nous, l'idée de classe recouvre l'ensemble des travailleurs, elle est parfaitement compatible avec la règle de la démocratie ; pour les Communistes, la légalité Socialiste reste l'expression d'une minorité.
Bien entendu, vous pouvez obtenir un accord favorable pour la période des voies de passage, mais cet accord ne vaudra pas pour la société Socialiste, étape transitoire pour eux, avant la société Communiste.
Alors, Marchais, hier, dans "l'Humanité", nous fait des promesses encourageantes, mais jusqu'ici, en termes Communistes, vous le savez bien, la démocratie populaire n'a jamais rien eu de démocratique.
Et puis, au point d'arrivée, jusqu'à maintenant, le Parti Communiste refuse de reconnaître la diversité des modèles du Socialisme, les successeurs de Khrouchtchev ont préservé le dogme du modèle unique du Socialisme et maintenu leur hégémonie sur le mouvement Communisme international, l'affaire tchécoslovaque est révélatrice, pas seulement sur le plan de l'indépendance des peuples, pas seulement sur le plan de la liberté, de la culture, mais surtout de la volonté d'imposer un schéma universel et unique du Socialisme et dans ce schéma, vous le savez, les problèmes de construction du Socialisme ont été couverts par les problèmes du sous-développement et la normalisation en Tchécoslovaquie traduit l'impossibilité actuelle de faire coïncider ce modèle avec un certain seuil de développement.
Par conséquent, que se passerait-il en France ? Voilà tout de même une question qu'on peut se poser, et que l'on peut se poser tous ensemble.
Le dialogue théorique ne peut pas, absolument pas, être mené sans une référence permanente à la réalité et il est certainement illusoire de nous soumettre des réponses théoriques à des questions que nous n'avons pas posées publiquement à propos de l'actualité.
Nous ne pouvons pas nous dérober à la nécessité de demander quel Socialisme les Communistes veulent bâtir en France, en précisant ses ressemblances et ses

Collection Jean Jaurès

différentes par rapport à ceux des régimes Socialistes qui existent déjà.
Bien sûr que des progrès peuvent être réalisés, mais mieux vaut agir ensemble contre le pouvoir en parfaite connaissance de nos divergences plutôt que de rechercher des accords théoriques qui ne résistent pas à l'examen des faits et tout à l'heure plusieurs camarades ont longuement insisté sur la décision de la CFDT de discuter avec la CGT. Mais j'avais retenu du Congrès de la CFDT, en particulier d'une intervention de Descamps, le Secrétaire général, qu'il avait souligné qu'il était inutile, pensait-il, de discuter avec les Communistes, avec la CGT, de ce que nous sommes, parce que nous sommes différents, mais par contre nous pouvons discuter des modalités de l'action commune, des modalités de l'action syndicale.
J'ai beaucoup parlé de nos rapports avec le PCF, parce que c'est la question à l'ordre du jour. C'est vrai, oui, la fédération du Nord le pense, il fallait sortir le Parti Communiste de son ghetto, mais en prenant garde tout de même de ne pas nous enfermer avec lui dans un nouveau ghetto où nous serons peut-être un peu plus nombreux, mais sans possibilités réelles de mettre en échec le parti majoritaire qui peu à peu s'enracine.
C'est pourquoi deux opérations d'envergure doivent être menées par le Parti ; la première, l'unité des Socialistes, 1'éparpillement actuel des forces Socialistes est un scandale ; aucun effort ne doit être négligé pour hâter le regroupement avec les conventionnels.
Comment s'y prendre au milieu des difficultés ? Je crois qu'il n'y a qu'une recette, c'est d'avoir confiance et de faire confiance pour créer les conditions de l'élan rapide, peut-être brusque et définitif qui réglera nos problèmes.
Personnellement, c'est une tâche pour laquelle je ne me découragerais jamais, ils ont leurs responsabilités, c'est vrai, mais nous avons aussi les nôtres et au fond tout cela est parfaitement secondaire, le choc psychologique du rassemblement voilà ce qui serait utile au Parti dans les prochains mois et nous y reviendrons.
Deuxième opération : le Parti Socialiste, c'est la motion d'Issy-les-Moulineaux, n'aurait aucune raison de s'isoler des forces démocratiques qui, sans se reconnaître explicitement dans sa doctrine, en viennent à dénoncer certains effets du régime capitaliste. Aussi peut-il, avec le Parti Radical Socialiste, chercher à fixer des éléments d'un programme commun et envisager le cadre d'une concertation.
Est-il besoin de vous dire qu'il y a aussi quelques problèmes dans le Nord avec le Parti Radical Socialiste et que nous avons aussi quelque humeur ? Mais, vous savez, au-delà d'un certain music-hall politique qui passera, il y a l'avenir, et l'avenir nous commande de reprendre avec d'autres méthodes, sans l'ambition de fusionner dans un même Parti, la démarche de 1965. La Gauche, il ne s'agit pas de la rétrécir, il faut l'élargir et lui en donner les moyens.
Camarades, je crois qu'il suffit d'évoquer ces problèmes pour mesurer tout ce qui est intervenu depuis un an, pour montrer tout ce qui a pu changer depuis Issy-les-Moulineaux, et vraiment, en dehors même du dialogue avec le Parti Communiste, un Congrès de réflexion et d'option dans l'intervalle des Congrès ordinaires ne serait absolument pas un luxe, mais au contraire une nécessité.

Fondation Jean Jaurès

Alors, en conclusion, la fédération du Nord demande un dialogue public, rigoureux, aux questions claires et précises, et un bilan. Mais elle souhaite surtout la priorité au Parti pour définir et approfondir, à côté du plan d'action Socialiste, les 7 ou 8 grandes réformes qu'il faudra accomplir en France dans les dix ans pour changer la société.
Elle demande que l'Europe, qui est la grande idée de cette fin de siècle, redevienne notre grande préoccupation, notre combat ; elle insiste pour que le Parti Socialiste français ne tourne pas le dos délibérément aux expériences Socialistes en cours en Allemagne, en Autriche, en Suède.
Au-delà de nos débats idéologiques et de nos controverses, la Gauche a besoin aussi en France d'un parti Socialiste fort, imaginatif dans les grandes réformes pour instaurer demain la société Socialiste.
Camarades, demain la société Socialiste, mais pour cela gardons-nous de ne pas nous engager dans la voie de l'impossible, du Socialisme impossible. Aujourd'hui et ensemble faisons tout et mettons tout en œuvre pour, au contraire, faire le Socialisme du possible, de tout le possible.
(Applaudissements)

Le président – Merci à Mauroy qui a gagné 5 minutes, la parole est à Taddéi.

Dominique Taddéi

Camarades, je centrerai mon intervention sur le problème essentiel de la journée, à savoir le débat avec le Parti Communiste français.
Bien sûr, vous le savez, je suis de ceux qui pensent qu'il faut réunifier les Socialistes, qu'il faut parvenir à une entente avec les membres de la Convention, avec les membres du Parti Socialiste unifié, car pour ce qui est de ces deux dernières organisations, nous sommes bien d'accord, je pense, pour dire qu'il y a un nombre croissant de gauchistes pour aller vite au sein du PSU et que probablement il n'y aura rien à faire avec eux, si ce n'est tenter de les éduquer, mais de l'extérieur et qu'il y a à la Convention des institutions républicaines une minorité de gens avec lesquels nous ne nous entendrons jamais.
Ceci étant, il y a certainement des Socialistes sincères dans l'une et l'autre de ces organisations et la seule façon de les convaincre, c'est en poursuivant notre dialogue en montrant que nous sommes unitaires, non pas en proclamation mais que nous le sommes dans les actes; c'est ainsi que nous convaincrons ce qu'il y a de récupérable au PSU et à la CIR de venir chez nous.
Au demeurant, le débat essentiel avec le Parti Communiste français, je crois qu'il faut d'abord le caractériser en disant qu'il repose sur une base historique et non pas sur une base psychologique. Dire qu'il repose sur une base psychologique, ce serait signifier que le Parti Communiste français représente une classe sociale ou des couches de la population française et que quant à nous, nous en représentons une autre que les Communistes ne manqueraient pas de qualifier de petite bourgeoise, et je m'étonne de voir certains leaders de la Convention dire qu'après tout nous autres nous représentons en gros le secteur tertiaire.

Fondation Jean Jaurès

Camarades, nous devons refuser cette distinction ; il y a un clivage historique et non pas sociologique qui existe entre le Parti Communiste français et nous-mêmes, c'est celui qui s'est créé à partir de 1910. Il repose sur une série d'analyses divergentes de devenir historique, mais il ne repose pas sur le fait que nous représenterions des classes ou des couches sociales différentes.
De ce point de vue, je le regrette, mais il faut dire, aux Camarades qui n'ont pas pris conscience, que le fait que le Parti Communiste accepte de parler de fractions de classes sociales pour définir ce qu'il est et pour dire que nous sommes une autre faction de classe sociale, c'est peut-être au niveau théorique, c'est peut-être au niveau doctrinal, mais je m'en excuse c'est quand même un point extrêmement important qui a déjà été mis au clair.
Camarades, dans la chaleur communicative d'un Conseil qui se prend un peu trop pour un Congrès national, une bonne partie d'entre nous essaie d'avoir raison à l'égard des autres, alors que, Camarades, nous avons surtout besoin – tout le parti, majorité, minorité – de nous mettre d'accord pour savoir comment appliquer les décisions du dernier Congrès national et distinguer les différents problèmes – et il y en a – que cela soulève pour notre Parti.
Permettez-moi de vous dire, camarades, qu'on a confondu un peu les genres depuis ce matin et qu'il faut bien distinguer en la matière les problèmes de fond que pose le dialogue des problèmes de forme qu'il pose.
Les problèmes de fond ? Je m'étonne que nous n'ayons pas réussi à nous mettre d'accord sur un certain nombre de griefs que nous faisons traditionnellement à l'égard du PCF et qui font l'objet essentiel de la discussion avec lui.
Nous considérons que le Parti Communiste est un Parti qui, parlant de centralisme démocratique, est un Parti fondamentalement bureaucratique dans son fonctionnement.
Nous considérons que c'est un Parti qui fait de l'ouvriérisme et qui a oublié l'essentiel, le meilleur de l'analyse marxiste.
Nous considérons que c'est un Parti qui, dans sa conception du Socialisme, a une vision autoritaire et parfois même totalitaire, en bref stalinienne des rapports sociaux.
Enfin, ce Parti Communiste nous l'accusons d'être moscoutaire.
Sur ces 4 points, nous sommes bien d'accord que ce sont là les griefs essentiels faits à l'égard du Parti Communiste français.
Alors, il s'agit de voir sur ces points où nous en sommes par rapport aux griefs que traditionnellement nous lui faisons.
Sur le premier point, tout d'abord, celui du centralisme bureaucratique, ah ! Camarades, il s'agit incontestablement d'un problème important, mais ce problème qui se posera pour nous, si nous en venons à un accord politique avec le PC n'est pas l'objet de ce dialogue, car, enfin, discuter des structures internes du Parti Communiste français, c'est très intéressant si l'on veut y entrer ou faire une fusion avec lui, – mais c'est hors de propos pour l'instant du moins – mais on a parlé d'union, pas d'unité avec le Parti Communiste.
Ce premier problème, par conséquent, camarades, n'est pas un problème de fond du problème actuel, ce sera un problème qui se posera ensuite si nous

aboutissons à l'accord politique.
Sur le problème de la définition que nous donnons, les uns et les autres, de la classe ouvrière, je serai très bref, car je suis d'accord avec Chandernagor, le Parti Communiste a une conception trop étroite de la classe ouvrière, les ouvriers sont pour eux les créateurs directs de plus-values. Or, cela ne correspond qu'à une minorité de la population active et de la population totale française à fortiori, et cela le conduit à des positions qui peuvent s'apparenter aux principes des minorités agissantes.
Cela, nous le récusons, je crois que nous pouvons tous être d'accord là-dessus, le problème étant de savoir les conséquences pratiques qui découlent de ces définitions divergentes de la classe ouvrière.
Camarades, je crois que dans le cadre de ce dialogue, avec le Parti Communiste français, il faut que nous n'acceptions aucune conséquence pratique tirée par le parti Communiste de sa définition restrictive ouvriériste, de ceux qui sont exploités dans ce pays.
Nous pouvons, je crois, être d'accord là-dessus, il s'agit d'être intransigeants, libre au parti Communiste de définir la classe ouvrière comme il veut, à condition que cela n'entraine aucune conséquence politique, c'est-à-dire que cela ne donne aucun droit privilégié à cette couche plus restreinte qui constitue les créateurs directs de plus-values.
C'est le point sur lequel il ne s'agit pas de transiger à l'égard du Parti Communiste français, et j'ai bien l'impression que sur ce point nous pourrions être d'accord.
Troisième grief que nous faisons au Parti Communiste, le problème des libertés, des droits politiques et très largement le problème des droits de la minorité.
Camarades, Gérard Jaquet nous a fait part ce matin des hésitations de la délégation Communiste en la matière et il a remarqué avec beaucoup de pertinence que les Communistes n'étaient pas très habitués à hésiter dans ce genre de discussion au niveau de leur délégation officielle tout au moins.
Camarades, je crois qu'au-delà des procès d'intention, il s'agirait d'approfondir la réflexion sur cette question.
Permettez-moi un instant de rappeler un enseignement de Marx qui est que dans les lois qui régissent les rapports sociaux de production de ceux qui permettent l'organisation de la société, il y a des lois qui sont toujours des lois historiques ; autrement dit, qui sont valables à certains stades de l'évolution du développement des forces productives, mais qui ne sont plus valables à d'autres stades, et puis, par contre, il y a d'autres lois qui ont une validité historique plus grande et qui sont valables à plusieurs stades, voire à tous les stades du développement des forces productives.
Eh bien, le Parti Communiste français fait une analyse que nous devons récuser et cette analyse consiste à dire que les libertés, les droits politiques, les droits de la minorité en particulier auxquels nous sommes attachés, correspondent simplement à un problème transitoire, à une phase donnée, celle qu'ils appellent la démocratie avancée et qu'elles n'ont plus de validité au-delà.
Il faut que nous expliquions que ces libertés, ces droits politiques, les droits, en

Fondation Jean-Jaurès

particulier, de la minorité, la légitimité conférée au pouvoir par le suffrage universel sont des principes qui sont valables à tous les stades du développement historique dès lors que l'on sort du régime capitaliste qui les utilise bien un petit peu, mais qui, évidemment, n'en tire pas toutes les conséquences.
Il faut que nous refusions de distinguer les différentes phases historiques à partir du stade capitaliste ; il faut que nous refusions, en matière de liberté individuelle de droits politiques et syndicaux, en matière de droits de la minorité, de droit de presse, de droit de grève, il faut que nous refusions de distinguer entre des étapes historiques différentes ; il y a des conquêtes… disons que c'est l'esprit de 89 pour les plus jacobins d'entre nous, au niveau de la démocratie politique sur lesquels on ne reviendra jamais et cela le Parti doit le soutenir à tous les stades du développement historique, c'est-à-dire dans chacun des groupes qui discute avec le Parti Communiste français.
Je crois que c'est un point fondamental sur lequel nous n'avons pas le droit de transiger à l'égard du Parti Communiste.
Mais, camarades, si comme le notait Jaquet, les Communistes hésitent en la matière, c'est fondamentalement, je crois, parce qu'ils sont partis d'une conception très différente de la nôtre où les règles démocratiques existent, mais ils sont en train – j'en ai personnellement la conviction, mais je sais que d'autres ont la conviction inverse – d'abandonner leur conception pour en venir à la nôtre, et c'est pour cela que, sur ce point, il faut être intransigeants et dans la mesure où nous n'avons pas aujourd'hui le même sentiment sur la capacité d'évolution là-dessus, le mieux est qu'on donne rendez-vous pour voir si l'on réussit, en ayant sur ce point une position intelligente, à faire évoluer le Parti Communiste.
Il y a un quatrième grief que nous faisons traditionnellement aux Communistes, c'est celui d'être moscoutaires. Nous sommes bien d'accord que nous sommes tous internationalistes, mais l'internationalisme des Communistes français, pour l'essentiel, jusqu'ici, a été la conception du Socialisme dans un seul pays, l'Union Soviétique, alors que la nôtre, cela a été parfois, d'une manière que nous avons eu le tort de ne pas assez expliquer à l'ensemble des travailleurs, celle d'un développement supranational de l'Europe. Je crois que nous l'avons parfois insuffisamment expliqué, parce qu'il faut bien reconnaître que l'Europe actuelle est fondamentalement, objectivement capitaliste, et là nous avons un travail d'explication à faire.
Il y a en ces matières, camarades, des divergences extrêmement graves avec le Parti Communiste, c'est vrai, et permettez-moi, même, d'être plus pessimiste peut-être qu'aucun intervenant précédent. Je dirai qu'à mon sens, tant qu'il continuera à y avoir cet impérialiste – et il n'est peut-être pas prêt de finir – en Union Soviétique, on aura toujours le risque de casser l'accord politique, aussi sérieux, aussi honnête qu'il ait été signé avec le Parti Communiste, à l'occasion d'une crise internationale survenant dans tel ou tel continent.
Mais, d'un autre côté, camarades, reconnaissons que, cet état mondial des forces, il est en voie d'évolution, et que malgré tout ce n'est plus les Communistes de 1956, tout à fait, que nous avons en 1968.

Il y a, entre Budapest et Prague, des différences, qui sont insuffisantes pour nous bien sûr, mais il y en a. Je crois que ce serait manquer à l'objectivité que nous voulons avoir que de ne pas le reconnaître.
Ceci étant, les divergences en la matière sont profondes. Il s'agit de tout faire pour empêcher qu'elles bloquent un accord politique avec le Parti Communiste, et l'accord politique risque de demeurer malgré cela précaire.
Mais, camarades, d'un autre côté, pensons qu'en cette matière les Communistes ont une théorie d'impérialisme, et j'espère bien que dans l'ordre du jour à venir nous aurons au moins à expliquer quelle est notre conception de l'impérialisme, si l'impérialiste ça n'existe pas, et qu'on en tire en politique internationale les conséquences qui s'imposent, car pour l'instant les délégués au dialogue avec le Parti Communiste sont dans une position difficile, car nous avons des gens en face qui font de l'analyse, erronée selon nous, mais précise, et chez nous il y a plutôt un manque d'analyse en la matière.
Je serai donc obligé d'être plus bref, puisque mon temps de parole diminue, mais je voudrais en venir à quelques problèmes de forme du dialogue, car je n'ai parlé que des problèmes de fond, jusqu'ici.
Ces problèmes de forme sont au nombre de cinq. Il y a tout d'abord le problème de la sincérité du Parti Communiste. Mais enfin, là-dessus, camarades, si le Parti Communiste, si nous ne savons pas s'il est sincère ou non, si nous pensons qu'il n'est pas sincère du tout, mais alors il ne fallait pas à Issy-les-Moulineaux décider de s'engager, car on a par là même trompé, et nos militants, et l'opinion publique. Si nous pensons que le Parti Communiste est peut-être sincère, mais il n'y aura qu'une manière de le vérifier concrètement, ce sera au stade du point commun, où seulement là nous verrons noir sur blanc les garanties dont nous pourrons disposer. Et si nous faisons le postulat qu'il est sincère, – je ne le fais pas personnellement d'ailleurs – avouez qu'il n'y a plus de problème !
Ce dialogue, je crois que mon intervention et son ton vous l'ont montré, doit être un dialogue sans complaisance. Nous devons dire que le Parti Communiste tel qu'il est aujourd'hui nous n'en voulons pas, et que ce que nous voulons c'est que le Parti Communiste évolue, et qu'il a malgré tout, dans son expérience avec le monde, plus de chance d'évoluer si nous dialoguons avec lui, sans complaisance, que si nous le renfermons, qu'on le veuille ou non dans – n'appelons pas ça un ghetto, si certains camarades ont peur du terme –, mais disons dans son splendide isolement.
Ce dialogue doit être sans préalable, et je m'étonne, là, pour avoir été à la Commission des résolutions d'Issy-les-Moulineaux, il était bien convenu que l'ouverture du dialogue ne faisait l'objet d'aucun préalable.
Alors, maintenant, on oppose 6, 7 ou 8 préalables à la poursuite du dialogue. J'ai beaucoup de mal à comprendre.
Quatrième problème de forme : quant à la publicité des débats. Là, je crois ne pas manquer à l'objectivité en disant que c'est l'unanimité, sur ce point, de la fédération de la Somme qui estime que le dialogue doit être public le plus rapidement possible.
Jusqu'ici, camarades, il n'a pas été possible qu'il soit public, parce qu'il n'y

avait pas deux mois qu'on discutait, et on ne peut pas tous les jours sortir des communiqués, même toutes les semaines. Mais je crois que maintenant nous commençons à avoir un recul suffisant dans la discussion, à condition de la poursuivre, pour que le dialogue soit public et là-dessus la fédération de la Somme demande au Conseil national de prendre des dispositions précises.
Enfin, cinquième problème de forme – ce sera le dernier – : c'est quant au rythme du dialogue. A quelle vitesse devons-nous travailler ?
Eh bien, camarades, sans amour particulier de l'esprit de compromis qui est plutôt celui de nos voisins radicaux, je dirai qu'il y a quand même deux excès à éviter.
Enfin, camarades, pouvons-nous régler en deux mois, car il y a deux mois qu'on a commencé à discuter, un demi-siècle de divergences ? Sérieusement, le peut-on ?
Ou alors, c'était croire qu'il s'agissait d'avoir un accord de forme purement tactique mais qui ne devait pas nous amener à quelque chose de sérieux, dans un accord stratégique débouchant sur la construction du Socialisme en France.
Camarades, nous sommes partisans d'harceler le capitalisme, bien sûr, mais je voudrais qu'on perde l'habitude d'harceler notre direction nationale et de lui imposer continuellement des rendez-vous d'octobre qui nuisent finalement fondamentalement à l'efficacité de notre Parti.
Je crois que cela est à éviter.
Ceci étant, il ne s'agit pas de tomber dans le travers inverse, et je suis d'accord avec un certain nombre d'interventions, il ne s'agit pas d'amuser la galerie à travers ce dialogue. Il ne s'agit pas de traîner indéfiniment, et il faut notamment, non pas l'examen traditionnel par les Congrès nationaux, mais le contrôle continu par le Comité directeur de ce que les camarades de la délégation font.
Enfin, camarades, dans un délai, disons quelque part dans le premier semestre de l'année 1971, il faudra effectivement que nous fassions le point ; pour avoir participé à deux des trois groupes de travail, j'ai la conviction aujourd'hui que 1'accord politique, nous ne sommes pas sûrs de l'obtenir, mais que nous ne sommes pas sûrs non plus qu'on ne puisse pas l'obtenir. Notre problème, dans le fond, c'est celui du pari pascal. Si ce dialogue, si l'entente avec le Parti Communiste n'est pas possible, alors, sans doute, rien ne sera possible. Mais si ce dialogue avec le Parti Communiste est possible, alors tout est changé dans ce pays, et nous n'avons pas le droit aujourd'hui de rater cette chance.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Cellard, du Gers.

Cellard

Camarades, à notre Congrès gersois du 14 juin, les préoccupations et les inquiétudes qui ont été manifestées tout au long de ce Conseil national se sont aussi manifestées. Et cependant c'est à l'unanimité, sans aucune réserve, que la fédération du Gers a approuvé l'action des organismes directeurs du Parti.
Si le débat a été animé, et s'il est allé au fond des problèmes, c'est dire que la

décision prise par notre fédération est une décision consciente.
Dirais-je aussi que c'est une décision sans passion ? Je dirais plutôt que c'est une décision "dépassionnée". Dépassionnée à la suite d'un bilan, un bilan dont il ne faut pas oublier le point de départ ; même si je considère que beaucoup de nos camarades ont tort de vouloir reprendre une discussion qui a déjà eu lieu complètement, lors du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, avec, j'aurai l'occasion d'y revenir dans un instant, tous les éléments du problème que nous avons aujourd'hui, en tous cas les bases mêmes de cette orientation ont été complètement examinées, elles sont les mêmes aujourd'hui.
Vous savez que cette orientation – cela a peut-être été peu dit aujourd'hui – correspond à la nature même de notre combat Socialiste. Il ne nous est pas possible, quel que soit le système politique en place, qu'il y ait fait majoritaire ou pas fait majoritaire, d'oublier que le Parti Communiste est un parti de travailleurs, et qu'à plus forte raison si ceux qui se présentent aussi comme un Parti des travailleurs commettent à notre avis des erreurs, notre devoir est, sans rompre la solidarité de classe, tout de même de leur faire comprendre les erreurs qu'ils commettent et par conséquent, d'ouvrir, de maintenir, de poursuivre le débat.
Cette orientation décidée à Issy-les-Moulineaux, vous savez bien qu'elle est inéluctable, pas seulement, Chandernagor, parce que nous sommes dans un système politique – où, il est vrai qu'il y a une majorité et une opposition –, mais parce que par conséquent, et à plus forte raison, nous devons tenir compte, face à la majorité réactionnaire, de la solidarité des travailleurs, mais aussi et surtout parce que nous sommes devant un fait et que ce fait c'est l'existence dans ce pays de 4 à 5 millions de travailleurs qui votent pour le parti Communiste et que nous ne pouvons pas oublier ce fait.
Alors, si cette orientation est inéluctable, peut-on dire qu'elle est aujourd'hui contredite par des éléments nouveaux ? Je disais non tout à l'heure. Enfin, s'il est vrai que le procès-verbal des entretiens Waldeck-Rochet/Dubdek n'a été connue que récemment, il est constant que le fait de Prague, dans toute sa brutalité, a été connu bien avant, qu'il était connu bien avant le Congrès d'Issy-les-Moulineaux, et que nous ne l'avons pas oublié. Et nous n'avons pas oublié le fait de Prague, nous le savions bien à l'époque. Nous n'avons pas voulu l'oublier pour faire plaisir au Parti Communiste, mais parce que déjà, à cette époque, les élections partielles qui avaient lieu montraient comment l'opinion prenait le fait, et que nous sommes là aussi obligés, comme responsables politiques, de tenir compte de cette situation de fait qui fait que l'opinion, devant les événements de Prague, est que les électeurs du Parti Communiste lui ont maintenu leur confiance.
Alors, il est vrai aussi qu'il y a eu, depuis le Congrès d'Issy-les-Moulineaux, l'affaire Garaudy. Une affaire dont je crois, moi aussi, qu'on a dit que nous n'avions pas à nous en mêler autrement que pour constater un fait qui est ancien : c'est celui d'un centralisme démocratique du Parti, que cette affaire Garaudy a mis en lumière une nouvelle fois, qu'elle a mis en lumière d'ailleurs avec des éléments nouveaux. Et précisément, camarades, si nous avons à tenir

compte de changement depuis juillet 1969, ce changement c'est que dans le monde moderne, dans la France de 1970, le Parti Communiste a été obligé, tout en s'en tenant à cette doctrine du centralisme démocratique, d'entreprendre ce dialogue public avec Garaudy, de le laisser se dérouler. Et cela est un fait important. Il ne signifie pas, bien sûr, que le changement fondamental que nous demandons aux Communistes est pour demain. Il signifie tout de même que le Parti Communiste ne peut pas, ne peut plus oublier ce qu'est aujourd'hui le monde, et que par conséquent nous avons d'autant plus le devoir de le mettre au pied du mur en ce qui concerne les garanties fondamentales de nos libertés.

Alors, le réalisme qui nous amène à constater que l'affaire Garaudy a été vue de toute autre façon que les affaires précédentes, et qu'elle concernait le moral, ne l'oublions pas, des doctrinaires du Parti Communiste – et que cela a ses prolongements, vous le savez bien, jusque dans la moindre des cellules de ce Parti –, eh bien, ce réalisme ne va pas, je pense, nous faire assimiler l'opinion simplement à la presse réactionnaire, à la radio et à la télévision du pouvoir. Si cette radio, cette télévision, cette presse, s'ingénient à monter également contre le Parti Socialiste ces affaires de Prague et l'affaire Garaudy, il ne faut pas oublier, dans le cadre même de ce réalisme, que cette presse, cette radio, cette télévision, ne représentent pas l'opinion, et que pour voir quel est l'état de celle-ci il faut s'en rapporter aux consultations partielles qui ont eu lieu depuis un an. Et vous savez que de même qu'immédiatement après Prague une élection partielle avait montré que l'électorat maintenait au Parti Communiste sa fidélité, de même, l'élection récente du 12ème arrondissement a montré que l'affaire Garaudy n'empêchait pas l'électorat Communiste de voter pour lui.

Alors, si ces consultations montrent une constance dans l'opinion, puis-je dire qu'il est de notre devoir, si nous voulons être clairs et vigoureux, comme il a été répété souvent aujourd'hui, de ne pas donner de nous une image confuse, et par conséquent de rester constamment, dans notre orientation, au moins aussi constants que les opinions ?

D'autant plus camarades, que ces problèmes qui malheureusement en arrivent à nous diviser, ces problèmes ne sont pas inventés au sein du Parti, ce sont des problèmes qui se posent et que nous ne pouvons pas éluder.

L'existence de cet électorat, la nécessité, pour notre combat, de défendre les libertés, voilà les nécessités auxquelles nous aurons à faire face de toute façon.

Alors, je sais bien que ce débat a été mené déjà, beaucoup d'anciens l'ont mené, je suis un nouveau, ce n'est pas seulement parce que je suis un nouveau et que je ne connais pas le débat, je le connais d'ailleurs, mais que je ne l'ai pas mené, qu'il faut y renoncer. Car, ce débat, vous savez qu'il a existé, qu'il existera, que nous ne pouvons pas l'empêcher. Et l'organiser c'est sans doute éviter les souffrances et la lassitude des anciens dans un débat qui s'est poursuivi pendant des décennies, en faisant porter les coups principalement sur nos camarades, ne l'oublions pas. En effet, quand le débat n'a pas été organisé, ce sont les Socialistes qui ont souffert le plus.

Je crois que si nous regardons le problème ainsi nous le ferons sans crispation et sans complexe. Il faut, je crois, le faire sans complexe. Il faut voir que chaque

événement, demain, chaque élection, nous obligeront à mener ce débat, et qu'il n'est donc pas possible de l'interrompre.
Et il faut, camarades, aussi bien, que ce soit l'objet essentiel de notre Conseil national. Il faut, je crois, dire que l'approbation qui est apportée au Comité directeur, cette approbation ne doit pas porter que sur ce débat, mais sur la façon dont ce débat a été abordé.
Le débat, vous le prenez aujourd'hui avec le même tempérament que vous l'avez pris en juillet 1969. Mais regardez le chemin parcouru. A ceux qui disaient alors qu'il faut d'abord refaire notre personnalité, eh bien, je peux dire que le plan d'action, par la façon dont il fait prendre conscience à tous, dans le Parti, de ce qu'était l'idéal Socialiste, nous permet aujourd'hui d'aller au débat avec beaucoup plus de force et de conviction. Et le problème du rapport de forces, il n'est pas le problème qui s'est posé pour David en face de Goliath, c'est un problème que nous prenons aujourd'hui bien différemment, car le Parti même s'il est encore fragile est tout de même cohérent.
Il l'a montré en retrouvant aux élections cantonales un pourcentage important et des résultats importants.
Alors, regardez aussi pour voir quelle est aujourd'hui la force du Parti dans l'opinion. Regardez aussi la façon dont nous abordons le problème de l'unité Socialiste.
Il y a un an, camarades, nous étions, dans l'opinion, ceux qui ne voulions pas de cette unité. Aujourd'hui, parce que notre Premier Secrétaire, très courtoisement, mais très fermement, a su dire il y a quelques semaines que notre Comité directeur avait invité la Convention des institutions républicaines à envoyer une délégation à ce Congrès, aujourd'hui, cette délégation est venue, va venir ; eh bien, ceci marque que les problèmes de l'unité des Socialistes ne se posent plus dans les termes d'il y a un an. Aujourd'hui, en effet, le Parti a pris, dans l'opinion, une place dont nous nous rendrons compte dans les prochains mois, et nous nous en rendrons d'autant mieux compte que nous aurons su prendre conscience de cette cohérence.
Je vais vous donner encore un autre exemple de la place que nous avons prise : Je m'étonne qu'en ce qui concerne notre champ d'action personne ne remarque que, l'idée qui a été émise au Congrès d'Issy-les-Moulineaux, deux autres formations ont voulu la réaliser beaucoup plus vite que nous. Vous le savez bien, le manifeste de Jean-Jacques Servan-Schreiber, et le contrat Socialiste, ils sont nés pratiquement de cette idée du Congrès d'Issy-les-Moulineaux. Mais nous avons précisément réalisé ce plan d'action non pas avec le tapage de certain, nous l'avons réalisé au contraire pour qu'il donne au Parti sa cohésion, pour que chacun se sente concerné par ce plan d'action. Eh bien, la façon dont, par-là, les organismes directeurs du Parti ont permis à celui-ci de retrouver sa personnalité et de se donner une véritable image de marque dans l'opinion, je crois qu'aujourd'hui il faut la prouver, non seulement dans l'approbation du dialogue avec le Parti Communiste, non seulement en écartant toute suspension de ce dialogue aujourd'hui ou dans trois mois, mais en allant de l'avant.
Je suis persuadé que la personnalité du Parti se dégage, et que nous pourrons,

Fondation Jean-Jaurès

demain, dans ce dialogue, obtenir des résultats encore plus grands que ceux que Jaquet nous signalait ce matin. En effet, c'est parce que nous avons posé ce problème du pluralisme des partis que le Parti Communiste a été obligé d'en prendre acte et de modifier son attitude. Pourquoi dire que c'est seulement en fonction de la théorie des zigzags que le Parti Communiste a pris cette attitude, pourquoi ne pas penser aussi que c'est l'action de la Gauche, c'est la façon déterminée, résolue, avec laquelle nous l'avons menée qui, en réalité, a fait pression. Je le crois, quant à moi.
Je suis tout aussi attentif que les autres, et Jaquet sait très bien que je n'ai pas manqué de poser dans le groupe de travail avec le Parti Communiste, une question qui est fondamentale, et sur laquelle, il peut s'en rappeler, l'exposé écrit que nous avons reçu avait déjà aussi contenu des retraits par rapport à ce qui nous avait été dit. Moi, je suis méfiant, aussi méfiant que d'autres, mais je dis qu'il faut aller de l'avant car nous devons constater progressivement déjà des résultats.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Mes Chers camarades, la fédération du Pas-de-Calais votera le quitus, et je reviendrai à cette question-là dans un instant. Elle m'a chargé, cependant, de présenter une observation critique. Il faut absolument que dans un prochain Congrès – nous ne demandons pas qu'il se tienne dans tel ou tel délai – à l'ordre du jour du prochain Congrès ordinaire, par exemple, soit réglé définitivement le problème des tendances organisées.
(Applaudissements)
J'entends par là des tendances avec un organe, un secrétariat, des cotisations, des prises de position sur les textes intérieurs au Parti, des motions présentées pour les Congrès, des débats sur ce qui devrait être intérieur au Parti.
C'est une thèse, cela peut se défendre, cela a existé pendant longtemps dans le Parti, je suis de ceux qui ont pensé pendant longtemps qu'il fallait être contre, et, au dernier Congrès d'Issy-les-Moulineaux, j'ai obtenu l'accord de la grande majorité de la fédération du Pas-de-Calais, contre. Je dois dire que nous préférerions que l'on crée ces tendances officiellement, plutôt que de les voir exister subrepticement.
En effet, à l'heure qu'il est, on a discuté dans ce Conseil national même de motions qui émanent d'une tendance organisée qui avait tenu des réunions préalables pour les présenter.
Chandernagor, bien que juriste respectueux de la légalité du Parti, comme tu l'as exposé ce matin, dans ce cas-là tu ne l'es plus.
Je pense donc qu'il faut que ce soit mis à l'ordre du jour d'un Congrès, car, après tout, s'il y a des tendances, eh bien ce sera clair, je ne suis pas sûr que ce sera simple, mais ce sera clair ; il faudra en tenir compte partout, jusque dans la constitution des organismes centraux du Parti.

Fondation Jean-Jaurès

C’est le seul point sur lequel nous avons, par rapport aux organismes centraux, une observation critique, critique dans ce sens que tout cela a pu se dérouler depuis un an dans la plus totale impunité.
J’en viens maintenant au problème essentiel, celui en tous cas qui a été le plus débattu aujourd’hui, le problème du dialogue avec le Parti Communiste.
Je parlerai peu des autres, non pas que ce soit sans intérêt, mais parce que je crois que cela n’est pas de la même importance, et parce que j’ai eu l’impression, dans les interventions qui ont eu lieu depuis ce matin, que cela ne prend d’importance que comme contrepoids pour ceux qui sont bien décidés à faire cesser le dialogue avec le Parti Communiste.
Comme quoi, tout de même, il y a un manque d’équilibre.
(Applaudissements)
Donc, je ne vais intervenir que pour étudier et combattre 4 propositions :
La proposition de Chandernagor, dont il faut bien reconnaître, même si elle n’est pas introduite régulièrement dans le Parti, qu’elle tend à la suspension du dialogue ;
Le texte de la Haute-Vienne que nous avons trouvé sur nos tables dans la forme normale : fixation d’un délai proche – c’est la formule exacte – pour mettre un terme au dialogue ;
L’intervention de Cluzeau qui d’ailleurs était d’une parfaite netteté et qui, je suppose, doit être encore dans l’esprit de chacun ; je citerai de lui la formule la plus claire : il nous faut corriger d’urgence les erreurs de stratégie que constituait la décision d’Issy-les-Moulineaux. Au moins c’est clair, c’est honnête.
Et, enfin, la motion du Nord qui propose un Congrès extraordinaire en octobre.
Nous estimons nous, le Pas-de-Calais, que toutes ces propositions sont en contradiction totale avec l’esprit et la lettre – et mon objet était d’essayer de le démontrer – des décisions d’Issy-les-Moulineaux, car, à Issy-les-Moulineaux, à la naissance de ce parti nouveau, je crois que ce qui faisait essentiellement la novation, c’était le changement d’orientation, ce n’était pas la disparition de telle ou telle soupière ou de tel ou tel vaisselier, comme l’a dit gentiment un camarade ce matin, c’était la nouvelle orientation.
Cette orientation, elle était claire, elle était précise. On a le droit, surtout quand on était contre à ce moment-là, d’être encore contre, et, à mes yeux, on en a moins le droit, quand on a prétendu être pour à ce moment-là, qu’on l’a soutenue pendant les motions préparatoires et votée pendant le Congrès. En fait, le problème est de savoir si oui ou non on est fidèle à la motion d’Issy-les-Moulineaux.
On a dit, on a laissé entendre que c’était un dialogue et j’ai entendu cette curieuse phrase : entre les partisans de la satellisation et les adversaires. Oh ! c’est une injure gratuite. Evidemment, j’ai le privilège d’être un vieux, ceux qui me connaissent depuis longtemps et qui ont connu nos camarades de la même génération, savent que contre la satellisation on s’est pas mal battus, et que nous avons bien l’intention de continuer à nous battre.
Mais ce n’est pas la question. La question est de savoir si l’orientation à gauche

Fondation Jean-Jaurès

du Parti Socialiste sera ou non maintenue. Là est le problème, le seul problème.
Je m'étais promis, et je l'avais même dit aux camarades du Pas de Calais, à la fin de notre Congrès, quand ils m'ont demandé d'être leur porte-parole ici, aujourd'hui, de m'interdire de discuter du fond, de m'interdire de discuter du débat entre Communistes et nous, parce que ce n'est pas le débat, normalement, d'un Conseil national.
Nous faisons aujourd'hui un Congrès qui n'en porte pas le nom, si bien que je me serais tu sur ces sujets si je n'avais entendu un certain nombre de propositions sur lesquelles je voudrais revenir un peu, parce que je ne voudrais pas que les camarades moins informés de ces problèmes, moins habitués à ce genre de débat, puissent s'en aller en emportant cela comme des vérités non contredites.
Nous avons, avec les Communistes, assez de problèmes sérieux à débattre, assez de sujets d'opposition, de divergences, pour ne pas en ajouter.
C'est Jaquet qui m'offre la première occasion. Je dois dire qu'il n'a donné qu'une appréciation personnelle, et je lui en donne acte, de ce qu'a été l'attitude des Communistes se rendant à Prague, de Waldeck-Rochet, pour le nommer, en juillet 1968, en faisant cette remarque qu'il a droit de faire : "Après tout, est-ce qu'ils ne tiennent pas un double langage, est-ce qu'ils ne vont pas dire aux Tchèques qu'il ne faut plus de parti démocrate Socialiste ou social-démocrate, et est-ce que dans les discussions avec nous ils ne se prononcent pas pour le pluripartisme ?
Non ! Il faut tout de même présenter les choses chronologiquement.
Gérard Jaquet était déjà membre du Comité directeur de la SFIO avant de l'être du nouveau Parti, il doit, comme les membres de la SFIO de cette époque, avoir des souvenirs.
J'ai rendu compte au Comité directeur du Parti Socialiste de ma conversation avec Waldeck-Rochet avant son départ, vous vous en souvenez.
Si nous étions dans un Congrès, je ne le dirais pas, je vais supposer que ce qui se dit dans un Conseil est plus confidentiel... encore que la preuve n'en soit pas administrée.
J'avais rencontré Waldeck-Rochet, et si je dis cela c'est non pas pour me faire le défenseur de la thèse du PC, mais pour montrer qu'il y a des gens, dans le PC, qui actuellement bougent ; Waldeck était de ceux-là… je suis obligé de le mettre à l'imparfait.
Waldeck-Rochet, que j'avais travaillé aux côtes longuement, au cours d'une discussion qui a duré des heures et des heures – pour lui dire : "mais enfin, et si jamais l'URSS intervient ?" – s'est bien battu, je lui en donne acte à lui aussi, sur le thème : "ce n'est pas vrai, ils ne peuvent pas intervenir, ils n'interviendront pas, ce n'est pas vrai, c'est une hypothèse d'école, et je vais d'ailleurs tout faire, en ce qui me concerne, pour l'éviter."
Il partait à Moscou. Tâchez de revoir la chronologie. Il partait à Moscou, avant Pâques, et au retour il allait à Prague.
Il m'a dit, à la fin de la conversation – et je vous l'ai dit au CD – quand je l'ai poussé dans ses retranchements : "oui, d'accord, je me place dans ton hypothèse

d'école ; si jamais ils devaient le faire – j'aurais tout fait pour l'empêcher – je m'engage à ce que nous les dénoncions !"
Cela se passe trois mois avant.
Je vous avais dit aussi notre conviction, la mienne, que si le Congrès du PCT pouvait se tenir – je garde encore dans ma mémoire le souvenir de cette formule – en septembre, ce serait probablement la date la plus importante de la deuxième moitié du 20ème siècle. Il fallait qu'il se tienne.
Alors, Waldeck-Rochet est allé à Moscou. Pourquoi ne pas admettre donc l'hypothèse que lorsqu'il est allé ensuite à Prague il a tout fait, et c'est vrai, pour essayer de convaincre les Tchèques de bien savoir jusqu'où ils ne pouvaient pas essayer d'aller trop loin ?
S'ils avaient pu maintenir le peu qui avait été fait, c'était irréversible. S'ils avaient tenu le Congrès du PCT, c'était irréversible. C'est vrai que les Tchèques sont probablement, par rapport à ce qui était alors possible, dans le sens que nous espérions, allés trop loin, et que par là même la Russie des soviets est intervenue, mais ce sur quoi j'insiste c'est sur la position que prenait Waldeck-Rochet et quelques autres, et sur l'engagement qu'il avait pris, et qu'il a tenu, car il nous a précédés d'un quart d'heure ! J'ai tout fait pour être le premier, au nom du Parti, à dénoncer l'invasion, l'intervention militaire en Tchécoslovaquie : Waldeck-Rochet l'avait fait un quart d'heure avant moi !
Hélas, depuis, je concède à ceux qui voudraient bien qu'on rompe le dialogue que les conservateurs ont repris le dessus. Oui ! Mais même si les conservateurs ont repris le dessus, cela prouve qu'il y a une minorité de gens qui s'interrogent à l'intérieur du Parti Communiste, et c'est en contradiction totale avec plusieurs de vos propositions, à savoir que cela ne changera jamais !
La deuxième proposition qui m'a étonné, elle n'est plus de Gérard Jaquet, elle est de Cluzeau, qui par ailleurs a été, je le dis, d'une clarté parfaite quant à sa position : il faut corriger l'erreur de stratégie. Il est contre, lui, l'esprit d'Issy-les-Moulineaux, alors il est logique.
Mais il a dit : posez donc aux Communistes la question de savoir s'ils sont d'accord avec les 21 conditions !
Camarade Cluzeau, tu ne trouveras plus un camarade du Parti Communiste qui soutienne encore, à l'heure qu'il est, les 21 conditions ! Si ce sont ces genres de préalables là que vous voulez poser, vous avez perdu d'avance, ou plutôt vous avez gagné d'avance ! Il n'y a plus de responsables du PC qui soutienne que les 21 conditions sont toujours valables ! Ce n'est pas ce genre de faux problème qu'il faut poser... il y en a des vrais, vous savez !
Les 21 conditions, tâchez de les comprendre, pour ceux qui ne les ont pas lues. On a fait un petit effort pour les faire connaître, nous, mais j'ai l'impression que cela n'a pas toujours été bien lu.
Les 21 conditions, c'est quelque chose qui s'explique aux heures où elles ont été présentées, qu'il était logique de combattre, mais dont il faut bien comprendre ce qu'elles représentaient. Si vous voulez comprendre les 21 conditions – je m'excuse de faire le pédant pendant quelques minutes – il faut commencer par la 3ème, celle dans laquelle il est dit – je ne garantis pas la forme – qu'on est entré

en Europe, et en Amérique d'ailleurs, dans la guerre civile ; en conséquence, ce qu'ils proposent, ce n'est pas un Parti, mais une armée, et dans une armée c'est vrai que les ordres viennent d'en haut ! Mais b.. Dieu ! Ceux qui ont fait de la résistance autrement qu'en mots savent bien qu'on n'avait pas fait un parti dans la résistance ! Il n'y avait pas d'élection pour désigner les responsables, les responsables étaient désignés d'au-dessus, il n'y avait pas une structure démocratique ! Eh bien, ils s'étaient placés dans cette hypothèse, dans l'hypothèse de l'année rouge triomphante qui déferlerait sur l'Europe, et tout en découle : la 4ème condition, c'est ce qu'il faut faire avec l'armée, c'est le noyautage, la 7ème, c'est ce qu'il faut faire avec les syndicats, la 8ème, la 9ème, cela continue.

La folie, c'était d'abord l'erreur d'analyse, erreur d'analyse qui consistait à croire qu'on était entré dans la phase de guerre civile en Europe en 1920, en 1921 en France, quand après la grève des cheminots les travailleurs français s'étaient fait étriller. Il y avait là une erreur d'analyse fondamentale, et la plus gigantesque erreur était celle qui consistait, et qui a subsisté pendant des années et des années, à laisser croire aux travailleurs de France que c'était toujours valable, sur ces modes-là, avec ce Parti-là, bâti selon Lénine... Lénine, le premier déviationniste, avant Staline, dont on va refaire maintenant un grand bonhomme, alors qu'il est à l'origine de cette première erreur lui-même ! On a essayé de faire croire aux travailleurs français que c'était toujours valable, et la plupart des cadres du Parti ont compris que ce ne l'était pas, que ce ne l'était plus. Au Parti Communiste, vous ne trouverez pas quelqu'un qui vous défende encore ces thèses-là, ils savent bien que ce modèle-là n'est plus valable.

Alors, ne vous battez pas sur des faux problèmes !

Chandernagor a posé quelques vrais problèmes, et un faux.

Les vrais problèmes, c'est le pluripartisme. C'est vrai, mais on peut tous le dire en chœur, cela ne nous sépare pas, je suppose. Les vrais problèmes, c'est encore une définition valable des classes dans notre époque. C'est vrai. C'est vrai que Garaudy avait peut-être un petit peu raison, mais pas tant qu'on l'a dit dans la presse bourgeoise, qui n'a chanté sa louange que parce qu'il était Garaudy.

Mais il y a un faux problème, posé par notre ami Chandernagor. Il a voulu pousser sa démonstration trop loin, à mon avis, il s'en est pris à une déclaration de Marchais dans "l'Humanité" d'hier matin, sur le fait qu'on permettrait, après la prise du pouvoir du Parti, toutes formes de propagande, et même de partis divers, dans le cadre – et notre ami Chandernagor a encadré les trois mots – de la nouvelle légalité. Il s'est dressé contre cela.

Je m'excuse, mais pour se différencier des Communistes, il n'est peut-être pas nécessaire de cesser d'être Socialiste ! Parce que cela, çà fait partie des principes fondamentaux, essentiels, sur lesquels a vécu sans cesse toute organisation Socialiste depuis le début ! Le Parti Socialiste, s'il essaye de renoncer au vocabulaire – parce qu'il est malheureux, et j'en suis bien d'accord – de la dictature du prolétariat, pour autant n'a jamais renoncé à l'idée que, dans l'hypothèse de la prise du pouvoir, il faudra imposer toutes les rigueurs de la nouvelle légalité, des le lendemain de cette prise de pouvoir ! Si on pense le

contraire, il ne faut pas se référer à Blum !
Camarades, je n'ai pas eu à aller loin, je suis allé dans le fond de la salle, j'ai pris une brochure ; je suppose que tout le monde a relu le discours de Blum au Congrès de Tours. Si on était demain, je ne le lirais pas, j'aurais trop peur des commentaires qui seraient faits.
Blum allait plus loin que Marx. Il disait : "J'ajoute que pour ma part – c'est Blum qui parle, je le cite, à partir de maintenant c'est entre guillemets – bien que Marx l'ait écrit, et plus récemment Hipkin – c'est un américain... il y avait des américains Socialistes à l'époque, il n'y en a plus beaucoup… cela, ce n'est pas entre guillemets – je ne pense pas que la dictature du prolétariat soit tenue de conserver une forme démocratique."
Vous avez bien entendu : "Pour ma part, je ne pense pas – dit Blum – que la dictature du prolétariat soit tenue de conserver une forme démocratique. Je crois impossible d'abord, comme on l'a tant répété, de concevoir d'avance et avec précision quelle forme revêtirait une telle dictature, car l'essence même d'une dictature est la suppression de toute forme préalable et de toute prescription constitutionnelle antérieure."
Comme Blum se trouvait amené à reprendre cette citation un certain nombre d'années après, en 1926, et qu'il était interrompu, réellement interrompu, il s'en prenait aux interrupteurs et il disait : "Il y a quelques mois, vous me dénonciez comme un homme d'une habileté sans égale, d'une rosserie, d'une malice, d'une subtilité machiavéliques ; maintenant, me voilà devenu une brute doctrinaire, me voilà devenu un pédant marxiste, je suis devenu un fanatique de la doctrine. Qu'est-ce que je préfère entre les deux accusations ? Exactement, je n'en sais rien. Maintenant, vous savez, le fanatisme de la doctrine, je me rappelle tout de même que c'est sur ce fanatisme doctrinaire de quelques hommes, dont j'étais, que s'est brisée en 1920 la vague Communiste ! S'il ne s'était pas trouvé à ce moment-là, tout de même, quelques hommes animés par ce fanatisme de la doctrine, je ne sais pas trop ce que serait devenu le Parti !"
Camarades, ne renoncez pas trop au fanatisme de la doctrine !
Enfin, dernière citation de notre ami Chandernagor, je crois qu'il a fait – mais ce doit être involontaire – une confusion en ce qui concerne les dialogues.
Il a dit : il y en a eu, des dialogues, celui entre la SFIO et le PC, celui entre la FGDS, et le PC.
Je regrette ! Ce ne sont pas du tout les mêmes ! Il y a une terrible différence, et justement le Parti Communiste préférait le second au premier, parce que dans le premier, dans le dialogue sur les principes Socialistes, sur les voies de passage au Socialisme, si étonnant que cela paraisse aux camarades qui ont des complexes d'infériorité, les militants Socialistes qui connaissent les problèmes ne sont pas, et ne peuvent pas, être inférioriés ! Le nombre, peut-être, est du côté des Communistes, mais la fidélité à là pensée marxiste, à la pensée Socialiste, à la pensée révolutionnaire, est de notre côté, et dans le débat ils sont gênés !
(Vifs applaudissements)
Tandis qu'à partir du moment où ils réussissent à vous entraîner sur le pseudo-

débat concret du programme – à quel âge la retraite ? 60 ans ? 61 ans ? Quel taux d1augmentation des salaires ? – alors là, soyez tranquilles, vous avez, nous avons perdu d'avance !
C'est pourquoi c'est le vrai débat qu'il faut avoir, et pas le faux !
Pierre Mauroy suit, toujours dans le même sens, celui des idées et du dialogue. Il a dit : le Parti Communiste n'envisage qu'un modèle unique.
Ce n'est plus vrai. En tout cas, ce n'est plus vrai pour tous les membres du Parti Communiste. Il est impossible d'avoir un dialogue de quelque durée avec le Parti Communiste sans qu'un certain nombre de ses membres commencent à vous parler des voies de passage, en France, à une société Socialiste.
Eh oui ! Pourquoi admettre cette espèce d'immobilité ? Je l'ai déjà dit dans un dernier Conseil national, il y a dans nos rangs des camarades curieux, dont je ne discute pas la bonne foi, mais qui sont convaincus qu'on peut faire évoluer les hommes... en ayant en même temps la conviction qu'on ne peut pas faire évoluer les Communistes ! Les Communistes, ce ne seraient pas des hommes comme les autres !
Alors, je m'excuse, si vous partez d'à priori comme cela, mes camarades, il ne fallait pas accepter le dialogue ! Ceux-là sont logiques. Ceux qui disent : rien à faire, ce sont des animaux d'une espèce particulière, qui n'ont rien d'humain, sont logiques, mais je ne l'ai jamais vu dans aucun contact individuel avec des Communistes ! Chacun d'entre vous connaît des bons copains sur le plan du boulot, qui sont des Communistes, vous travaillez avec, vous vous eng... avec ! Pourquoi prétendre que ceux-là sont indécrottables ? Ce n'est pas vrai, l'homme est perfectible, faute de quoi, s'il ne l'était pas, le Socialisme n'aurait pas d'avenir.
Il faut bien dire que le problème est bien posé. Au fond, le choix est simple. Ce n'est pas : le dialogue est-il bien entamé ? Ce n'est pas : a-t-il été bien mené ? Ce n'est pas : va-t-il assez vite ? Non, non, vous avez bien posé le problème, mes camarades – c'est malheureux, vous êtes dans un Conseil national – le problème c'est : faut-il ou non dialoguer avec le Parti Communiste ? Bst-ce que ces gens-là méritent qu'on discute avec eux ? Autrement dit, vous remettez bien en cause totalement, entièrement, l'esprit et la lettre de la déclaration d'Issy-les-Moulineaux !
C'est dans ce cadre-là que je voudrais me placer, puisqu'on est dans les cadres.
Le texte d'Issy-les-Moulineaux disait – car il faut s'y reporter, j'espère que chacun, dans la préparation au Congrès, s'est imposé d'avoir le texte d'Issy-les-Moulineaux – entre autres choses : "Ce dialogue est un élément de la plus grande importance pour aboutir à un accord politique".
Pourquoi faites-vous semblant de dire que c'est une négociation politique ? C'est tout à fait autre chose, c'est tout à fait différent ! C'est un élément, on verra bien ce qu'il donnera. Qu'est-ce que c'est que cette confusion volontairement entretenue entre un dialogue d'un côté, ce dont nous parlons, et une négociation d'un autre côté, négociation qui obligatoirement a un terme ? Une négociation, cela a un objectif précis, un but précis, le gouvernement fait une négociation, un accord de désistement est une négociation, un accord

électoral est une négociation ; ce n'est pas un dialogue, c'est autre chose. Alors, pourquoi cette confusion, à mes yeux, volontaire ?
Ensuite, est-ce que vous vous rendez bien compte, camarades – on peut le dire aujourd'hui, on ne le dirait pas demain - qu'il y a de la part de la minorité du Parti, de la minorité d'Issy-les-Moulineaux, un comportement qui est anormal ? Je m'adresse à eux gentiment, simplement, j'ai le droit de le faire parce que j'ai eu longtemps des responsabilités dans la SFIO : je vois renaître dans le nouveau Parti les mêmes combines, les mêmes drames, les mêmes faux problèmes ! Inlassablement les battus d'un Congrès font appel dans les meilleurs délais !
(Vifs applaudissements)
Appelons les choses par leur nom : c'est un alibi. Si on n'avait pas trouvé les rapports avec le PC, on aurait trouvé autre chose, il s'agit, en fait, de mettre en cause les décisions intervenues au dernier Congrès.
Comment voulez-vous qu'un Parti travaille, comment voulez-vous que les responsables du Parti puissent travailler en toute sérénité ? Je suis à l'aise pour le dire, je ne partage pas le travail des responsables, ni leurs efforts, mais j'ai connu les difficultés qu'ils ont : ils sont obligés de passer leur temps, inlassablement, à voir ce qui se passe dans le Parti, à essayer d'empêcher ce genre de bêtises, à les redresser, à recréer une vie intérieure, et puis ce n'est pas seulement vrai pour les responsables nationaux, c'est vrai pour tous, à votre échelon fédéral et à votre échelon local !
(Vifs applaudissements)
A une heure où ce Parti devrait être tendu vers l'extérieur, si on tient la cadence dont j'ai entendu parler dans la journée avec les conseils ou les Congrès – on ne sait pas – sur les élections – je dois dire que personnellement, dans le Pas-de-Calais, nous préférerions que ce soit un Conseil national "because" la presse, parce qu'on risque, quand il va s'agir d'affaires électorales, un déballage plus ou moins clair et qu'il n'est peut-être pas nécessaire qu'ensuite, dans leur circonscription électorale respective, les copains se voient jeter à la figure les débats intérieurs d'un Congrès, mais pour autant on voudrait bien qu'il y ait le plus grand nombre possible d'amis de tout le Parti associé à cela – si je compte bien, le Nord nous en propose un, sur le Parti Communiste essentiellement, Savary, avec lequel je suis au regret de ne pas être tout à fait d'accord sur ce point précis, a laissé entendre qu'on pourrait peut-être avancer de quelques mois le Congrès national, il y en a encore un autre... mais dites-moi, que va-t-il rester, quand on va avoir les réunions de sections, les réunions préparatoires à ces Congrès et conseils nationaux respectifs, comme temps de travail pour le boulot réel, le boulot d'éducation, le boulot de propagande, le boulot à l'extérieur ? Je vous en conjure, mes camarades !
Le jour où vous avez décrété votre confiance, en acceptant que ce soit pour un petit moment, le jour où vous avez fixé une position politique, une orientation politique, et celle d'Issy-les-Moulineaux je le dis comme je le pense, est probablement la grande chance de vie et de succès, peut-être pour une assez longue échéance, des Socialistes de demain.
Le jour où, pour le malheur du Parti, il serait revenu sur cette orientation, vous

Fondation Jean Jaurès

ne seriez pas alors les satellites du Parti Communiste, comme vous le craignez, mais vous ne seriez qu'un petit appendice au centre droit, que l'on baladerait, quel que soit le nombre des militants.
(Applaudissements)
Voilà pourquoi je suis évidemment contre le texte de Chandernagor, je suis contre le texte défendu par Cluzeau.
J'en viens au texte du Nord, en apparence plus modéré, je suis gêné parce qu'il me faut avouer que je préfère les deux autres, au moins ils sont clairs, ils sont nets, pour employer un terme du milieu, ils sont réguliers, ils disent bien ce qu'ils veulent dire.
Mais le texte du Nord est en contradiction lui aussi, totale, avec l'esprit et la lettre d'Issy-les-Moulineaux.
Voyons ce que dit le texte du Nord, il ne faut pas se cantonner dans des affirmations, j'ai le texte du Nord tel qu'il a été envoyé aux camarades des différentes fédérations, j'ai eu le privilège de l'avoir celui-là.
"Avec le Parti Communiste, le Congrès d'Issy-les-Moulineaux a décidé d'engager un dialogue sans complaisance, ... – que les camarades du Nord, je voudrais parler sous leur contrôle, s'assurent bien que je ne truque pas et que je ne tronque pas leur texte comme je vais les accuser d'avoir un peu tronqué l'autre – portant sur les modalités du combat entre les forces capitalistes sur les droits de passage Socialiste, sur les fondements de la société Socialiste..."
Cette phrase-là est intégralement exacte, on retrouve tous les mots dans le texte de cette motion, d'Issy-les-Moulineaux, comme d'ailleurs dans la suite :
"Le Parti Socialiste, sans mettre en cause... etc." tout cela, ça y est.
Par malheur, comme il est possible que les camarades du Nord n'aient pas tous eu le texte de la motion d'Issy-les-Moulineaux sous les yeux, et je dis mon regret, comme il est possible que dans les fédérations tout le monde ne se soit pas référé au texte d'Issy-les-Moulineaux, je dis mon regret là aussi, parce que ce n'est pas le texte, tous les mots y sont, mais i1 en manque et ceux qui manquent ne sont pas sans intérêt.
Le Parti doit engager… cela y est… sans préalable… cela n'y est plus… et poursuivre… cela n'y est plus… un débat public avec le Parti Communiste en faisant preuve d'intransigeance, ça, cela y est... mais dites-moi, "sans préalable" et "poursuivre"... pourtant à la Commission des résolutions vous y étiez, un certain nombre, pas tous, quelques-uns ont voté contre, d'autres ont voté pour, mais le texte de la majorité, celui qui fait la loi du Parti pour deux ans normalement, c'est celui-là !
Le Parti doit engager sans préalable…
et le texte de la motion du Nord n'a pas repris "préalable". Toute la dernière partie ce sont des préalables sur des questions qui d'ailleurs, si le Parti devait les prendre à son compte – je souhaiterais qu'il en soit tout autre – parce que si vous avez envie d'avoir des réponses positives sans qu'il y ait un engagement sérieux il faut poser des questions plus sérieuses que cela.
Et "poursuivre"... tu avais raison quand tu as dit ce matin, et j'ai bien compris pour qui tu le disais – ou cet après-midi je crois – le mot "permanent " n'y est

Fondation Jean Jaurès

pas. C'est exact, il figurait bien dans mon intervention et j'ai beaucoup insisté sur le mot "permanent", et à la Commission des résolutions nous avons trouvé un vocable commun "engager sans préalable et poursuivre".
Qu'est-ce que cela veut dire ?
Est-ce que "poursuivre" cela n'implique pas justement une idée de permanence ? C'est justement la différence, je le disais au début, entre un dialogue – et oui, qui peut durer longtemps si les Communistes n'évoluent pas, et cela ne dépend pas seulement de nous, cela dépend aussi des événements extérieurs – mais un dialogue, le poursuivre, cela implique la durée, la permanence, alors que vous, vous voulez le préalable, ou le délai, ou les deux, vous transformez alors totalement le caractère de ce dialogue.
Ce qui est extraordinaire, c'est qu'il en est parmi vous, avec qui j'ai eu l'occasion de discuter, qui au fond ne sont pas du tout hostiles à une idée de dialogue, ils sont simplement gênés du fait que cela ne va pas assez vite. Mais que ceux-là commettent l'erreur fondamentale d'offrir aux Communistes, ce qui serait pour le Parti Communiste le plus intéressant, car c'est cela, la négociation avec préalable et avec délai, cela les intéresserait beaucoup plus qu'un dialogue sur le fond dont ils savent que nous ne le conclurons pas avant d'avoir obtenu sur tout ce qui est à nos yeux essentiel, des réponses positives.
Mes camarades, je ne comprends pas, ou je comprends trop bien !
Alors, à nos yeux, et je conclus, il n'y a que deux attitudes possibles dans ce Conseil national, deux attitudes logiques.
Su bien on estime que l'équipe des responsables nationaux a été fidèle à l'esprit autant qu'à la lettre des décisions du Congrès, a bien respecté l'esprit du Congrès d'Issy-les-Moulineaux et dans ce cas on vote purement et simplement le quitus, refusant tout le reste, ou bien on pense le contraire et dans ce cas-là on refuse le quitus, c'est une position logique, on refuse le quitus et alors là ne prenons pas l'attitude qui consiste à dire : ils ont fait aussi bien qu'ils pouvaient mais on leur a collé dans les pattes une motion qui n'était pas valable, la motion d'Issy-les-Moulineaux.
Mais vous avez un moyen de revenir là-dessus, alors votez contre le quitus. Il est évident qu'une équipe, je ne l'ai pas encore consultée, mais l'équipe qui se voit désavouée – on a connu cela dans le temps, à la SFIO, juste avant moi d'ailleurs – qui se voit refuser le vote du rapport moral et le quitus du Conseil national, s'en va.
Alors, vous l'aurez votre Congrès national, et vous l'aurez la nouvelle équipe, et vous l'aurez la nouvelle orientation. Ce sera quelque chose de catastrophique pour le Parti Socialiste, mais au moins ce sera clair, ce sera net.
En ce qui nous concerne, notre position est nette, nous repoussons et nous voterons contre toute proposition tendant à faire appel, sous forme d'ajournement, de suspension ou de Congrès, pour décider dans des délais qui ne seront pas normaux... nous voterons contre tout cela.
Nous voterons le quitus à l'équipe nationale et nous irons jusqu'à nous compromettre au point de l'assurer de notre fraternel soutien dans le combat qu'elle mène.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements prolongés)

Le président – La parole est à Fichaut, Loir et Cher.

Fichaut

Camarade, après ce que nous venons d'entendre, je puis dire que la fédération du Loir et Cher qui fait sienne l'analyse que nous venons d'entendre, se prononce pour la poursuite de l'application des décisions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux et récuse la présentation qui a été faite par certains camarades à cette tribune, en présentant le Congrès d'Issy-les-Moulineaux et ses décisions comme quelque chose de circonstanciel où dans une certaine confusion politique, à la suite de l'élection présidentielle, les décisions prises n'auraient pas eu, au moment de la fondation du nouveau parti, une valeur d'engagement décisif et permanent.

En juillet 1969, à Issy-les-Moulineaux, nous n'avions pas fixé de date limite à notre entreprise qui impliquait à la fois le regroupement de tous les Socialistes dans une seule organisation et l'ouverture d'un débat de fond avec le Parti Communiste, un débat, disions-nous, sans complaisance. Reste à être d'accord sur le sens des mots et en particulier sur le sens de ce mot de "complaisance".

Tout se passe comme si ceux qui aujourd'hui demandent la clôture prématurée de ce débat entendait le mot de complaisance comme s'il s'agissait à travers le débat, d'engager, de combattre le Parti Communiste, d'adopter à son égard une attitude d'hostilité agressive, comme si ce débat ne devait avoir pour objectif que de confirmer ce que chacun, d'après eux, saurait d'avance, à savoir qu'il est impossible et qu'il ne peut conduire qu'à des constats de désaccord.

Telle n'est pas notre compréhension de la motion d'Issy-les-Moulineaux lorsque nous l'avons votée.

Sans complaisance, cela signifiait pour nous que le débat avec le Parti Communiste devait aller au fond du problème et que les représentants du Socialisme devaient y être absolument convaincus, comme cela vient d'être rappelé à l'instant, de leur supériorité idéologique par rapport et au-delà de l'appréciation superficielle du rapport des forces en termes de résultats électoraux.

On nous dit aujourd'hui : assez d'idéologie, assez des doctrines, assez de discussion... Eh bien non, c'est la poursuite d'un débat sur le terrain où nous l'avons placé qui est pour nous la meilleure chose.

Mais on nous dit aussi : cela dure, cela fait bien longtemps que de telles conversations ont eu lieu.

Là non plus je n'insiste pas puisque cela vient d'être mis parfaitement au point.

Toutefois je voudrais ajouter un mot, soit quand on évoque les 21 conditions, soit le mot d'ordre qui fut celui en effet, à une certaine période, du Parti Communiste, "la volaille Socialiste à plumer" je suis prêt à envisager un certain nombre de questions.

Camarades, lorsque j'entends certains d'entre nous déplorer le conservatisme idéologique et les formes de langage du Parti Communiste, je suis bien d'accord

avec eux, mais quand eux-mêmes répètent des arguments si vieux, qui ne tiennent aucun compte de la réalité, du changement qui affecte tout ce qui vit, y compris le Parti Communiste, j'ai envie de les inviter à faire pour eux-mêmes l'effort de rénovation du langage et des idées qu'ils réclament si ardemment pour les autres.

Un dialogue sans complaisance, c'est aussi, disons-nous, un dialogue qui doit durer et nous excluons en cela trois possibilités :

-nous excluons la possibilité qui consiste à dire que dès maintenant le débat a abouti, que l'on peut passer à sa conclusion, que l'on peut passer à une nouvelle étape qui serait la conclusion d'un contrat politique. Cela nous parait prématuré.

-mais nous écartons aussi la possibilité qui consisterait à clôturer ce débat en disant que nous savons dès maintenant qu'il ne peut pas aboutir. La pire des complaisances ce serait, ou bien la conclusion immédiate d'un accord de façade, limité à des perspectives électorales, ou bien le refus de persévérer dans l'effort.

Le refus de la complaisance dans le débat avec le Parti Communiste n'implique à notre point de vue aucune forme d'attitude ou de langage qui pourrait s'interpréter, à tort ou à raison, comme un forme d'anticommunisme, car l'anticommunisme – et chaque fait chaque jour le vérifie – est immédiatement utilisé à son profit par notre adversaire. Reconnaissons que l'anticommunisme, d'où qu'il vienne – et aujourd'hui il vient bien de la Droite et du centre conservateur – cette nouvelle forme d'anticommunisme que je connais bien et qui est répandue dans certains milieux qui se parent d'arguments gauchistes, 1'anticommunisme vise toujours en fait, à travers une de ses composantes, la Gauche tout entière – et il se trouve que c'est précisément la partie de la Gauche où nous sommes qui résiste le moins bien à ce genre d'attaque de nos adversaires contre nos entreprises au sein de la Gauche tout entière.

Nous l'avons vu et Cellard avait raison de le rappeler, ni l'affaire de Prague, ni l'affaire Garaudy, n'ont eu d'impact véritable sur la cohésion de 1'électorat Communiste, mais à l'inverse, tout écart de langage de notre part qui porterait un relent d'anticommunisme de principe et signifierait donc une sorte de timidité intellectuelle, un refus de mener un combat sur notre vrai terrain à gauche, nous coûterait encore plus cher et coûterait à l'ensemble des forces Socialistes.

Alors, oui, pas de complaisance, mais aussi pas de suspicion. Lorsque certains parlent de refuser toute allégeance au Parti Communiste, toute collusion avec lui, ils parlent comme si ceux d'entre nous qui souhaitent le plus fermement la poursuite du dialogue et son aboutissement positif, étaient d'ores et déjà acquis à une conclusion préfabriquée et comme s'ils n'étaient pas libres en conscience de prendre à l'égard de ce problème la position qu'ils défendent.

Pas de complaisance, mais pas non plus d'ultimatum.

Un Congrès en octobre, avec d'ici là des réponses que le Parti Communiste aurait été sommé de donner à nos questions, ce serait en effet une démarche qui ressemblerait fort à un ultimatum et c'est nous qui le perdrions. Nous y perdrions l'élan initial de notre Parti, nous y perdrions son orientation d'Issy-les-Moulineaux et nous y mettrions gravement en cause son unité.

Car, camarades, on a évoqué ce matin les prétendus ravages d'une prétendue scission.
De quoi s'agit-il en vérité ?
J'ai ici le discours qui était prononcé à Puteaux, par l'un des promoteurs de ce que l'on appelle cette scission et je voudrais simplement relever quelques passages de ce discours où il était dit notamment ceci :
"Qu'il me soit permis de souligner que la mise en place du PDS – je crois que cela veut dire, parait-il, Parti de la démocratie Socialiste – n'est dans l'esprit de ses promoteurs qu'un premier pas afin de permettre ultérieurement la mise en place d'une confédération des organisations politiques de progrès.
Ceci nous amène à dire en clair qu'une alliance avec le Parti Radical, le Centre démocrate de Lecanuet, des personnalités d'autres formations démocratiques qui partagent notre conception sur la finalité de notre action, nous fera place sur des listes d'union."
Je relève cette phrase "qui partagent notre conception sur la finalité de notre action" car elle permet de montrer qu'il ne s'agit pas du tout d'une scission, qu'il ne s'agit pas du tout d'une division de la famille Socialiste, mais purement et simplement d'un abandon.
Je continue la lecture de ce même texte car, quelques lignes plus bas on trouve :
"Dans un avenir plus proche, quelle sera notre position pour les élections partielles de Nancy en excluant les candidatures du Parti Communiste et du PSU qui ont conclu un accord de désistement réciproque, ainsi que celui de l'UDR ? Ne restent en présence que le candidat Socialiste et M. Jean-Jacques Servan-Schreiber."
"Ayant lu attentivement le manifeste Radical, qui est clair, en ayant approuvé l'essentiel, connaissant par avance la position de la direction du Parti Socialiste, qui quelle qu'en soit l'envie de son candidat décidera de son désistement en faveur du candidat Communiste, nous nous proposons en toute clarté pour le seul candidat qui soit à même de regrouper sur son nom les démocrates authentiques, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber."
Nous n'avons pas aujourd'hui, à ce Conseil national, à nous prononcer directement sur cette échéance très immédiate puisqu'elle va se présenter dans les jours qui viennent, mais le commentaire de ce texte en vaut la peine, car la coalition des réformateurs c'était hier, les réunions du Palais d'Orsay, c'est aujourd'hui, l'OPA sur la Lorraine, l'aventure personnelle d'une ambition qui ose considérer le suffrage populaire et le mandat des élus comme quelque chose qui s'achète ; demandez-le à nos camarades du Gers.
Alors, en confirmation des décisions d'Issy-les-Moulineaux, songeons à l'avenir et songeons à l'immédiat, l'immédiat c'est Nancy où il serait véritablement un scandale contre l'esprit que notre Parti, directement ou indirectement, favorise la victoire électorale due à l'argent, à la publicité et à l'esbroufe.
(Applaudissements)
Que le Parti Socialiste ne se perde pas dans de telles démissions et songeons à l'avenir, songeons aux chances du Socialisme qui se réaliseront avec tous ceux avec qui nous serons d'accord pour le faire et parmi lesquels il y aura, qu'on le

veuille ou non, le Parti Communiste d'aujourd'hui, qui a changé, qui change et qui aura encore changé. Ce sera peut-être long, oui, mais nous en prenons le pari, car l'enjeu en vaut la peine, et il ne mérite pas d'être monnayé dans des satisfactions au jour le jour qui seraient causes de déceptions, le lendemain.
Il y a tant de militants qui sont dans les courants Socialistes depuis quarante ou cinquante ans, et qui n'ont jamais vu aussi rarement le jour se lever sur un monde qui commence à ressembler à leur idéal, et pourtant leur confiance est intacte et leur enthousiasme demeure.
Notre ambition est de nous donner aujourd'hui les moyens de réaliser cette ambition, de réaliser cet espoir et cet idéal, en continuant leur combat, en prenant pour modèle leur patience qui ne signifie pas le renoncement mais la fidélité dans les idées et le courage, l'acharnement dans l'action.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Schmidt.

Schmidt

Camarades, il n'est pas facile de prendre la parole presque immédiatement après Guy Mollet, en particulier lorsqu'on avait l'intention de dire presque exactement ce qu'il a dit, mais beaucoup moins bien, bien sûr, que lui, en ce qui concerne les rapports avec le Parti Communiste.
Pour des raisons historiques que chacun comprendra, je tiens cependant à dire mon plein accord avec les développements de Guy Mollet en ce qui concerne les rapports avec le Parti Communiste.
J'avais noté de dire pour aller plus vite que j'étais d'accord à ce sujet avec ce qu'avait dit Fleury sauf cependant en ce qui concernait son indulgence sur la position prise par Chandernagor qu'il trouvait logique et en ce qui concerne, ce sera le deuxième point de mes explications tout à l'heure, son indifférence un peu méprisante en ce qui concerne la Convention des institutions républicaines et les rapports du Parti avec la Convention.
En ce qui concerne le Parti Communiste, j'avais noté de faire un parallèle entre les deux motions dont les fédérations ont été saisies irrégulièrement, celle qu'on a pu lire dans cette tendance qui s'appelle démocratie Socialiste et qui a son organe, dont on comprend qu'elle ne veuille pas discuter avec le Parti Communiste quand on voit qu'elle réserve son sens de la discipline pour l'organisation de sa propre tendance, mais pas pour le Parti tout entier.
(Applaudissements)
En ce qui concerne la motion du Nord, on nous a dit, sans doute, que cette motion n'avait été envoyée que pour information aux secrétaires fédéraux, mais on a pu se rendre compte que beaucoup d'autres que les secrétaires fédéraux l'ont reçue et que des votes ont été organisés dans des Congrès départementaux au sujet de cette motion.
J'avais noté de dire que cette motion donnait des préalables au dialogue avec le Parti Communiste, ce qui est contraire à la motion d'Issy-les-Moulineaux.
J'avais noté de dire que si l'on glisse les peaux de banane en demandant des

Fondation Jean-Jaurès

Congrès tous les six mois sous les pas des organismes directeurs, c'est parce qu'on espère qu'on l'emportera, c'est parce qu'on applique ce qu'on appelle le système de la 4ème République en recherchant des motions de confiance à répétition.
J'avais noté de dire – et ceci n'a pas été dit – qu'en voulant instaurer dès maintenant dans le Parti un Congrès sur les rapports avec le Parti Communiste, on voulait fausser le débat sur les élections municipales.
Il doit y avoir, il y aura un débat sur les élections municipales au sein du Parti au mois d'octobre, puisque nous en avons ainsi décidé, mais le faire dans un Congrès et à travers la question du dialogue, avec le Parti Communiste, c'est vouloir fausser ce débat.
Mais j'en arrive aux rapports avec la Convention et je regrette, je dois le dire, que ni Alain Savary – et je comprends bien qu'il ne peut pas rester assis sans bouger toute la journée – ni Guy Mollet ne soit là, car c'est surtout à l'un et à l'autre que je voulais m'adresser, en même temps qu'à vous, et en particulier à Guy Mollet et je demande à leurs plus proches collaborateurs de bien vouloir leur répéter mes propos à ce sujet.
Savary, en effet, a dit ce matin que tout ce qui perpétue la division entre les partis de gauche non Communistes et il parlait en particulier de la Convention est un élément de démoralisation vis-à-vis du public, quel que soit le rapport des forces, d'où la nécessité de faire preuve d'imagination.
Guy Mollet, lui, n'a pas parlé de ce problème, ou plus exactement, il en a parlé en disant que pour lui et pour le Pas-de-Calais, il n'était pas question d'avancer le Congrès ordinaire.
Je le vois arriver, je le remercie, car, en effet, j'ai du mal à imaginer que je sois aussi pleinement d'accord avec lui en ce qui concerne la question des rapports avec le Parti Communiste et que nous soyons tout à fait éloignés en ce qui concerne le problème des rapports avec la Convention des Institutions républicaines.
C'est vrai tout de même que, quels que soient les rapports de forces et quels que soient les hommes, pour ceux qui ne sont ni Socialistes, ni conventionnels, mais qui seraient tout prêts à nous suivre, à nous rejoindre, les uns et les autres, le fait que nous soyons séparés est un élément de démoralisation que nous constatons dans nos fédérations.
Alors, il faut faire preuve d'imagination. Beaucoup ont dit : il faut tout faire pour cela. Qu'est-que cela veut dire "pour cela" ? Crier sur l'air des lampions qu'on veut l'unité ? Ce n'est pas faire preuve d'imagination, ce n'est pas suffisant et cela ne fait pas avancer le problème.
A Suresnes, entre Alfortville et Issy-les-Moulineaux, nous avions proposé que le comité exécutif provisoire remette ses pouvoirs au collectif national ; à cette époque, Pierre Mauroy, sans consulter personne, nous avait répondu que ce n'était pas possible, et on n'était pas allé plus loin.
A Issy, nous avions demandé que la double appartenance puisse exister un certain temps ; nous n'avons pas été suivis ; depuis, la Convention a proposé un Congrès de l'unité sans procédure préalable. C'est vrai que cela ne veut rien

dire, c'est vrai que c'est réclamer l'unité sur l'air des lampions sans rien faire pour y parvenir, parce qu'il faut bien tout de même qu'on se mette d'accord sur le lieu du Congrès, sur la présidence, sur la question de savoir s'il y aura des mandants ou pas, sur la question de savoir quels statuts seront suivis, bref sur la forme qui est la gardienne de la liberté.
C'est tellement vrai que Fajardie ce matin, en ayant l'air de reprendre la proposition de la Convention, demandait un Congrès d'unité sans conditions ni préalables et non pas sans procédures ni préalables, et vous voyez bien que ce n'est pas la même chose.
Alors, quoi faire ?
Demain, il y aura là des conventionnels, certains ont proposé qu'ils parlent dans le cadre du débat, je vous avoue que cela me choquerait, et je ne vois pas à quoi cela servirait ; d'autres ont demandé qu'ils nous exposent leur contrat Socialiste, cela me choquerait dans le cadre du débat et nous devons nous reporter à la presse d'il y a quinze jours si nous voulons connaitre leur contrat Socialiste, mais je demande au Bureau, et peut-être à vous-mêmes, de considérer qu'on ne peut peut-être pas leur demander de jouer ici les muets du sérail et que si l'on pouvait donner aux porte-paroles de la Convention quelques deux ou trois minutes pour répondre en quelques mots au salut qui leur aura été adressé, ce serait tout de même une marque de courtoisie nécessaire.
C'est ma première proposition.
(Applaudissements)
Ma deuxième proposition, c'est qu'on ne peut pas non plus demander aux gens de la Convention de venir à Canossa. Or, pour eux, à tort, rejoindre purement et simplement le Parti Socialiste, ce serait venir à Canossa et ils ne le veulent pas. Nous le regrettons, mais nous le constatons.
Il semble qu'ils accepteraient le titre du Parti, la déclaration de principes qu'ils avaient, effectivement, avec nous tous mise sur pied, qu'ils accepteraient en attendant de se remettre aux statuts du Parti auxquels ils pourraient proposer des modifications, mais ils ne le veulent pas, alors il faut faire un geste et ce geste cela aurait pu être, dans l'accord général de toutes les diversités des uns et des autres d'accepter que le Congrès ordinaire soit avancé de quelques mois.
Pourquoi ?
D'abord, s'il y avait cette unité des Socialistes avant les élections municipales, ce ne serait pas une mauvaise chose, à la différence des problèmes avec le Parti Communiste, et ensuite, parce qu'il y aurait de nouvelles élections des organismes directeurs et ceux des conventionnels qui viendraient parmi nous auraient la chance de pouvoir être élus. Ce serait un geste envers eux. Il faut bien que nous en fassions un, et c'est pourquoi je me permets d'insister très vivement pour qu'à titre symbolique, et si les conventionnels sont prêts à venir, mais seulement s'ils sont prêts à venir, nous offrions d'avancer le Congrès de quelques mois. Je dis "seulement", parce que c'est un geste que nous ferions vers eux et c'est à eux de savoir s'ils veulent l'accepter ou non ; s'ils ne l'acceptent pas, ils en prendront la responsabilité.
C'est pourquoi, en définitive, je propose au Parti le calendrier suivant :

Fondation Jean Jaurès

-au mois d'octobre, le Conseil national prévu sur les élections municipales, tactique et programme.
-si les conventionnels l'acceptaient, un Congrès, le Congrès ordinaire au mois de janvier,
-quant à la discussion sur les rapports avec le Parti Communiste, après les élections municipales, ce sera assez tôt et cela empêchera de fausser le problème des élections municipales.

Le président – Inkermann a renoncé à la parole. Montagnier à la parole pour 7 minutes.

Montagnier

Camarades, nous arrivons au terme de cette journée de débats au cours de laquelle nous avons examiné les premiers résultats de nos rapports avec les autres formations de gauche.
La fédération de l'Hérault a pris connaissance, comme chacun d'entre vous, de l'état des pourparlers et s'est félicitée du travail accompli et je suis chargé de traduire, au nom de ma fédération, cette satisfaction auprès du Comité directeur et de lui donner en ce domaine quitus.
Ceci dit, je voudrais en venir au problème de nos rapports avec le Parti Communiste.
La fédération de l'Hérault, en préambule à ce débat, réaffirme que l'union de la Gauche constitue l'axe normal de la stratégie des Socialistes ; parce que Socialistes, nous sommes pour l'unité du monde du travail et en cela nous nous référons au texte d'Issy-les-Moulineaux.
Le succès d'une action politique capable de sortir de la société capitaliste ne peut être le fait que de l'ensemble des forces Socialistes, y compris celles du Parti Communiste, mais étant donné que ce dernier, et les événements récents s'il en était besoin, suffiraient à le rappeler, ainsi que certaines réponses faites à l'occasion et que pas mal d'orateurs ont soulignées toute la journée, en particulier Jaquet, est loin d'apporter les garanties indispensables, non seulement sur le plan de la liberté, mais aussi sur le plan du Socialisme, nous sommes très circonspects.
L'expérience du printemps de Prague, devenue celle de l'hiver le plus rigoureux par le fait de la normalisation, la défense des libertés d'opinion, d'expression, la multiplication... pardon, la multiplicité des partis, l'exigence d'une véritable démocratie, les conditions du passage d'un régime capitaliste à un régime Socialiste, le rôle de contestation des syndicats, voilà quelques questions sur lesquelles les réponses apportées ne nous satisfont pas entièrement et sur lesquelles nous aimerions que le Parti Communiste nous réponde autrement qu'en nous laissant quelque peu sur notre faim.
Seules des réponses plus précises à ces questions précises conditionnent la crédibilité d'un accord entre nous.
A vrai dire, nous sommes plus que jamais inquiets devant certaines tendances du Parti Communiste ; l'affaire Garaudy a été évoquée à cette tribune, je n'y

Fondation Jean-Jaurès

reviendrai pas, les minutes de complaisance de l'entretien Waldeck-Rochet/Dubcek sont des événements fondamentaux qui montrent qu'il y a quand même au Parti Communiste un conservatisme idéologique qu'il nous faut malheureusement constater, car n'en déplaise à certains, le responsable de la normalisation, ce n'est pas Dubcek...

Nous devons obtenir ces réponses précises, nous devons les obtenir pour deux raisons :

-nous devons les obtenir pour éclairer ces consciences inquiètes pour reprendre l'expression de Jules Moch, que sont celles de nos camarades et de nos sympathisants dans les fédérations ;

-nous devons les obtenir ensuite et les rendre publiques afin de ne pas continuer à entretenir dans l'opinion publique de fallacieuses illusions, de fallacieux espoirs sur un accord trop rapide.

Lorsque nous aurons obtenu publiquement ces réponses à ces questions non moins publiques, eh bien le Congrès national, ou un Conseil national ayant pouvoir de Congrès devra apprécier et prendre la décision qui s'imposera.

La fédération de l'Hérault demande simplement, sans autre précision, et afin de laisser au Parti le soin d'apprécier en fonction de ces prochains calendriers et en fonction de son propre intérêt, que ce Congrès soit convoqué dans les délais raisonnables.

Ceci étant, nous devons faire porter nos efforts prioritaires du côté des hommes, des formations politiques qui, d'une part, posent l'avenir du pays en termes de transformation fondamentale de la société dans le but de créer une société démocratique et Socialiste et, d'autre part, s'engagent à opérer cette transformation, à animer cette future société dans le respect des libertés démocratiques.

La Convention des institutions républicaines veut cela et je me réjouis de la venue demain de trois de ses représentants ; je souhaite que ce soit là l'avant-garde qui annonce les retrouvailles dans un Congrès de l'union. Nous devons en tout cas tout faire pour cela.

Le Parti Socialiste unifié ensuite, dont certains de ses membres sont d'ores et déjà en rupture de ban à l'égard d'une formation qui s'oriente, et cela a été souligné maintes fois, de plus en plus vers le gauchisme.

Pour reprendre une formule de Jaquet, il nous faut ouvrir nos portes à ces hommes largement, constamment et fraternellement.

Le Parti Radical enfin, qui reste notre allié naturel et avec lequel nous devons nous entendre sur de nombreux points, même si nous ne faisons pas la même analyse de la société Socialiste et même en dehors des incartades de Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Bref, tout passe dans ce pays par la création d'un grand courant Socialiste structuré et dynamique.

Pour fixer nos objectifs, dresser notre programme, travailler à un mouvement Socialiste correspondant à la société française, il est utile et indispensable, pour mieux équilibrer notre position dans le dialogue avec le Parti Communiste, d'être unis, car si nous n'y parvenions pas rapidement, c'est alors que le Parti

Communiste continuerait à apparaître – et aurait beau jeu en cela – comme ayant vocation à être l'élément dominant de la Gauche.
Au contraire, en faisant preuve de vigueur et de clarté dans notre action, de vigueur et de clarté dans notre volonté de transformation au sein des forces Socialistes, nous favoriserons l'éclosion nécessaire du Parti Communiste, et parviendrons plus sûrement à un résultat qu'en perdant notre droit de critique à son égard et en disparaissant quasiment de la vie politique nationale.
Alors, camarades, dans notre intérêt, dans l'intérêt de la Gauche tout entière, sortons de l'équivoque. Exigeons des réponses précises, sans ambigüité à des questions précises. Apprécions les une bonne fois pour toutes et jusque-là consacrons nous à unité des Socialistes, à fortifier le courant de la démocratie Socialiste.
C'est là, je crois, la loi de la nécessité, mais c'est surtout le mouvement naturel de la confiance et de l'amitié de tous ceux qui ont choisi le même combat.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Lussault, Indre et Loire, 7 minutes.

Lussault

La fédération d'Indre et Loire interviendra rapidement à la fin de cette journée déjà très chargée.
La fédération approuve l'action des organismes nationaux ; elle tient cependant à exprimer un certain nombre de remarques sur lesquelles ses militants souhaitent recevoir des réponses précises.
La question de la presse a été évoquée à de nombreuses reprises ici et nous savons bien qu'elle est la nécessité d'un quotidien national ou d'un hebdomadaire national, mais actuellement les conditions n'en paraissent pas réunies.
Par contre, nous constatons être intrigués par l'agence de presse de la liberté. Il nous apparait que nombreux sont les camarades qui y expriment les opinions d'une tendance privilégiée. La liberté étant pour nous la clarté et la confrontation des opinions, nous demandons que le rôle de l'agence de presse de la liberté soit défini par rapport au Parti et que, ceci étant fait, l'éventail des signatures soit considérablement agrandi au niveau politique comme au niveau syndical.
Concernant la presse encore, la fédération d'Indre et Loire s'interroge : nous constatons en effet qu'un bulletin "démocratie Socialiste" a une diffusion nationale plus large que celle du Bulletin du Parti et que les moyens que cela suppose ne nous paraissent guère être compatibles avec l'égalité des chances qu'exige la démocratie interne du Parti.
Il y a plus ; cette tendance, car c'est bien d'une tendance organisée qu'il s'agit maintenant, entraine l'organisation d'une littérale opération de débauchage des membres du Parti.
Le Conseil national doit être informé qu'existe maintenant des cercles démocratie Socialiste, appelant les membres du Parti à se regrouper au dehors du Parti pour propager les thèses de la minorité, sous l'égide de responsables

Fondation Jean-Jaurès

locaux qui ne sont pas membres du Parti.
C'est en tout cas comme cela qu'en Indre et Loire est apparu le 16 juin un cercle démocratie Socialiste placé sous la patronage, bien sûr, de Chandernagor et des signataires de sa motion.
Pour nous, ces manipulations, cette volonté de jeter le trouble dans l'opinion, l'utilisation indue de la qualité de membre du Parti et aussi les appuis dont disposent ces tentatives dans la presse régionale caractérisent une curieuse conception de la démocratie et nous demandons que le Comité directeur effectue une enquête complète et sérieuse sur ces problèmes.
En ce qui concerne les relations avec les autres formations de gauche, nous pensons que la demande de la fédération d'Indre et Loire, manifestée au Conseil national de Suresnes de renforcer l'autonomie des fédérations peut parvenir à améliorer un certain nombre de problèmes.
Nous savons bien que la période actuelle du Parti exigeait le maintien d'un certain nombre de principes, mais la période est peut-être venue maintenant d'aller plus loin.
En effet, l'échec des rencontres Socialistes nous parait dû pour une part, pour une part seulement, mais pour une part quand même, à une conception trop centralisée de l'organisation et nous devons réfléchir à cet échec.
Concernant la CIR, la fédération de l'Indre et Loire a déposé une motion, et nous voudrions dire que dans notre département l'intégration des anciens membres de la CIR a été réalisée.
De ce fait, il n'existe plus de structures CIR en Indre et Loire.
Nous observons que ce résultat a été obtenu par la constatation réciproque d'un accord sur la possibilité d'une action politique unique, quand bien même les différences d'orientation compatibles avec l'existence totale d'un Parti Socialiste pourraient exister.
Nous demandons des schémas mettant en œuvre les contacts pouvant exister au niveau des départements, et dans tous, les cas où ceci peut être favorable, nous demandons qu'une méthode d'organisation suivant ces schémas soit mise en place.
La décentralisation au niveau des fédérations nous parait également d'une grande importance pour que soient établis, avec certains de ces groupes qu'on appelle facilement "gauchistes" des contacts dont l'intérêt peut être très grand dans les années à venir.
Sur le problème, fondamental on l'a vu par les débats de ce jour, des discussions et des relations avec le Parti Communiste, il nous parait essentiel de rappeler ici que très nombreux sont, dans les fédérations, les adhérents qui, pour qui la ligne définie par la motion d'Issy-les-Moulineaux est essentielle.
Toute remise en cause, même voilée, stopperait net l'effort de renouvellement de pensée, d'action et d'amélioration du recrutement amorcé depuis lors.
Dans ces conditions, notre fédération a d'abord constaté non sans étonnement qu'une motion de suspension du dialogue avec le Parti Communiste était répandue dans la presse dès le début de juin, alors même que le travail des groupes de discussion était à peine entamé.

Collection Jean Jaurès

Nous avons également été informés par la fédération du Nord des questions qu'elle voulait que le Parti pose au Parti Communiste.
Nous avons repoussé ces deux attitudes, parce que, essentiellement, elles nous paraissent conservatrices au sens strict du terme.
Elles ont pour but, soit d'affirmer à priori l'impossibilité de l'accord politique, soit déplacer l'adversaire dans des conditions qu'on sait inacceptables, c'est-à-dire de maintenir dans les deux cas la situation existante. Car, enfin, camarades du Nord, existe-t-il une organisation politique qui puisse accepter de répondre par oui ou non à des questions fondamentales ? Si cela était, qu'avons-nous besoin de deux jours de discussion au Congrès pour définir notre plan d'action ? Nous n'avons qu'à construire une grille de questions simples et de réponses par oui ou non, en deux heures. Ce n'est pas une attitude politique. J'irai même jusqu'à dire que si le Parti Communiste répondait comme vous le souhaitez, à vos question, rien ne serait réglé, car nous savons tous, et cela a été très excellemment dit tout à l'heure, que les conditions d'application d'un engagement politique sont aussi importantes que l'engagement lui-même.
Il faut donc que les délégations nationales continuent leur travail. Il a été jusqu'à ce jour sérieux et efficace. Il s'est attaché à la réalité des problèmes posés, et nous devons nous donner le temps nécessaire à son achèvement normal.
Mais de nombreux orateurs se sont interrogés sur la nécessité de rendre publique ce dialogue.
Qu'est-ce qu'un dialogue public ? Comment peut-on le rendre public ? Est-ce à partir de communiqués de presse ?
Est-ce à partir de communiqués à la radio ou à la télévision ?
Eh bien, non, nous savons tous que c'est au niveau des militants qu'il faut rendre ce dialogue public. Nous savons tous que c'est dans la mesure où les militants du Parti Socialiste, armé par le plan d'action, pourront, dans des réunions, devant les auditoires locaux, au niveau des problèmes concrets, poser des questions essentielles, nous savons que c'est à ce moment-là que le dialogue deviendra réellement public et que le Parti se développera.
Nous avons déposé une motion dans ce sens.
Et pour en terminer, par conséquent, la question, le problème des élections municipales.
Nous pensons que le calendrier prévu appelle un Conseil national. La question des municipales appelant à l'intérêt d'un très grand nombre de militants et du plus grand nombre des militants, nous pensons qu'il est essentiel que ce "Conseil national" (entre guillemets, pour l'instant) soit préparé par des réunions de sections, par les Congrès départementaux, et que l'ensemble des militants doit se prononcer clairement à tous les niveaux, concernant les municipales.
Nous demandons donc que la forme de la réunion qui se tiendra en octobre tienne compte de ces observations, qu'elle engage complètement le Parti dans la délibération sur les élections municipales. Que ce soit un Conseil national, que ce soit un Congrès, ce qui importe c'est que le Parti tout entier soit intéressé par sa discussion. Je retiens, pour en terminer, la solution présentée tout à l'heure, selon laquelle nous pourrions donner à ce Conseil national la structure et le

nombre de délégués correspondant à un Congrès, ainsi que les débats dans les fédérations.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Garel, de l'Ain.

Garel

Mes camarades, je voudrais d'abord vous faire part d'un certain nombre de mes étonnements.
J'avais cru comprendre que ce Conseil national aborderait le problème de nos rapports avec les autres formations de gauche, et qu'il l'aborderait de telle façon que nos rapports avec la CIR et le PSU ne seraient pas dissociés de nos rapports avec le Parti Communiste.
Or, un certain nombre de choses m'ont surpris au travers des interventions.
Tout se passe en effet comme si un certain nombre de camarades estimaient que les problèmes qui sont ceux de nos rapports avec les conventionnels et avec le PSU étaient indifférents au dialogue que nous poursuivons avec le Parti Communiste.
J'ai entendu des choses surprenantes. Un camarade imaginant que l'on aurait pu rassembler dans la même formation des Radicaux de type Félix Gaillard, Bérard-Quélin, et des PSU de type pro-Krivine.
J'ai entendu des choses non moins surprenantes, à savoir que le PSU continuerait d'accepter de dialoguer avec nous, même si nous décidions aujourd'hui de rompre toute discussion avec le Parti Communiste.
Ce sont des vues également utopiques, me semble-t-il. Tout aussi utopiques et contestables me paraissent être les a priori qui postulent que tout compte fait rien ou très peu de chose nous sépare du Parti Radical, tout compte fait que le Parti Radical, dans un passé récent – je ne remonterai pas à 1935 ou 1936, 1937, comme le font volontiers un certain nombre de camarades, mais je dis : dans un passé récent, 1968 par exemple – avait été cet allié loyal qui, en 1968, se privait, par la voix de Félix Gaillard, de manifester des positions différentes de celles de la FGDS.
J'ai été également surpris aussi par l'idée que les camarades se font de la solidité doctrinale des conventionnels. A les en croire, les conventionnels sont tous Socialistes, ils pensent tous de la même façon, de Bergougnoux à Estier, de Mitterrand à Bayet, ils sont tous prêts à adhérer à l'idéal Socialiste.
Mais mes étonnements ne se sont pas arrêtés là, camarades, car j'ai entendu dire des choses surprenantes à propos de notre dialogue avec le Parti Communiste.
On compte poser des questions au Parti Communiste. Soit ! La fédération du Nord pose des questions, et des questions précises, au Parti Communiste, mais elle les pose en vertu de quelles positions doctrinales arrêtées par quelle Congrès, réuni quand ?
Qui peut préjuger que demain ou après-demain le Congrès du Parti acceptera de faire sienne la doctrine qui est sous-jacente aux positions de Chandernagor et à certaines des positions de la fédération du Nord ? Personnellement je n'en sais

Fondation Jean Jaurès

rien encore.
Car il est bien évident que la position de Chandernagor n'a de sens que si on la rapporte à ces positions d'ensemble qui commencent à définir quelque chose, qui, sous le couvert de l'utilisation du cadavre de Jaurès, est tout à fait autre chose que du réformisme. Tout à fait autre chose que du réformisme, quelque chose qui postule le prolongement indéfini d'un capitalisme admirablement assoupli, on l'a dit tout à l'heure, car c'est la souplesse de ce capitalisme qui expliquerait, selon lui, l'échec travailliste. C'est l'aptitude de ce capitalisme à se survivre qui détermine sa stratégie. Capitalisme solide, à l'avenir solide ! Capitalisme solide à l'avenir solide dont nous verrons demain qu'il parait tellement solide, Camarades qui soutiennent Chandernagor, qu'ils en viennent à défendre très exactement ceci :
Primo, une économie de libre concurrence, une économie reposant sur la loi de marché, une économie qui permet la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux... – la formule est dans "Démocratie Socialiste"… une économie revue et corrigée par un économiste qui n'aurait pas dépassé l'horizon du 18ème siècle, finalement.
Il est évident, camarades, que cette analyse implique des conséquences, qu'elle se couvre d'autre part de positions que je ne puis personnellement admettre et qui surgissent à travers un certain vocabulaire.
Qu'est-ce que cette façon de qualifier les militants Communistes et les militants Socialistes de "clientèle" ? C'est un langage césariste ou un langage poujadiste. Mes camarades militants du Parti Socialiste ne sont pas "ma clientèle". Et les électeurs Socialistes ne peuvent pas être considérés comme la "clientèle" d'un quelconque futur député Socialiste.
C'est une vue inadmissible, à travers un langage qui, sous le prétexte d'être fleuri, périphrastique et métaphorique, me fait penser à la métaphore du salami a l'intérieur duquel on a beaucoup de mal à déterminer dans quelle position exacte Chandernagor se situe : à l'intérieur du salami, est-il le poivre, le sel, la graisse ou la viande ? Nous n'en savons rien.
A travers cela, je dirai que l'usage d'un certain vocabulaire métaphorique révèle autre chose que le vocabulaire, il révèle une attitude intellectuelle, une pensée, et elle est vérifiée par une analyse économique et une conception de la société. Cette conception de l'économie et de la société, je ne sais pas, camarades, si nous pouvons aujourd'hui l'appeler "Socialiste".
Voilà pourquoi la fédération se refuse à accepter de voter le texte qui nous est proposé, se refuse à accepter de prendre position aujourd'hui sur le texte de la fédération du Nord, puisque les questions qu'elle pose elle ne pourra réellement les poser que demain, voire après-demain.
Voilà pourquoi, camarades, la fédération, ma fédération votera le quitus aux organismes centraux. Voilà pourquoi elle estime que le dialogue avec le Parti Communiste doit être poursuivi, en demandant toutefois au Comité directeur que ce dialogue prenne en considération un problème qui est un problème important, à savoir celui de la doctrine Brejnev. C'est là le vrai problème à l'heure actuelle.

Contribution Jean Jaurès

Nous pensons que les Communistes, en tant qu'hommes, évoluent, sont capables d'évoluer. Nous pensons que leur Parti, à travers sa doctrine, a déjà évolué. Mais nous pensons que les contradictions des hommes et les contradictions des organisations sont deux choses différentes, que la poursuite du dialogue favorise, à travers les discussions qui se poursuivent entre les militants, l'évolution des hommes et l'évolution des hommes est, à ce niveau, la clé de l'évolution de l'organisation.
C'est dans la mesure où les militants Socialistes auront conscience de ce qu'est leur Socialisme, auront confiance dans la valeur des solutions Socialistes qu'ils proposent, n'auront pas cette crise de foi, cette crise de confiance en eux-mêmes qui était patente à travers les interventions que nous avons entendues cet après-midi, c'est dans la mesure où nous Socialistes nous accepterons le dialogue avec le Parti Communiste, mais pas seulement avec le Parti, avec ses militants, que nous serons capables, à travers l'évolution de ces militants, de faire évoluer ce Parti lui-même.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Alain Savary.

Alain Savary

Camarades,
Le premier point que je voudrais aborder est le sens du quitus, ce mot dont on parle beaucoup et que vous auriez intérêt, un jour, à définir. Je voudrais préciser qu'il ne s'agit pas de quitus au Premier Secrétaire. Il s'agit du quitus au Comité directeur, car aucune des actions du Parti n'a été engagée sans que le Comité directeur l'ait décidé.
Je ne refuse pas les responsabilités qui sont les miennes, mais je crois que dans un parti démocratique comme le nôtre, il faut faire en sorte qu'il y ait moins, à cet égard, personnification, mais précision des responsabilités collectivement assurées.
Si vous le voulez bien, avant de prendre les problèmes dans leur ensemble, je voudrais m'efforcer de répondre à certaines interventions, ce qui me permettra d'aborder les problèmes de fond.
J'ai entendu, de la part de Fajardie et de Gérard Jaquet, une incitation à la clarté, à plus de hâte ; c'est Fajardie qui ajoute ensuite "manque de présence pour le Parti, manque d'élan, manque de vigueur", et Gérard Jaquet demande : clarté, vigueur et rigueur.
Je vais m'efforcer de répondre à cet appel, au risque de me faire non pas des ennemis – du moins je l'espère – mais au risque peut-être de me faire des adversaires. C'est la loi du Parti.
Fajardie nous dit : "Le Parti Communiste joue l'enlisement des débats". Je crois que c'est une analyse parfaitement erronée. Car, en fait, depuis que nous avons commencé ces dialogues, le Parti Communiste est beaucoup plus anxieux de presser les choses que nous ne l'avons été nous-mêmes, non pas, de notre part, par atermoiement, mais parce que nous entendons prendre l'affaire comme le

Fondation Jean-Jaurès

Congrès d'Issy-les-Moulineaux nous l'a dit, de façon profonde et sérieuse. Je vous demande de prendre acte que, alors qu'au départ le Parti Communiste parlait de programme commun, cette proposition ne vient plus dans la bouche des responsables du Parti Communiste français.
Ensuite, Jaquet nous dit son inquiétude devant la dernière concession du Parti Communiste, et je voudrais lire le texte que, grâce à Gérard Jaquet, nos négociations ont obtenu, et qui dit : "Sera également garantie l'existence de tous les partis, y compris les partis d'opposition, à la seule réserve qu'ils n'utilisent pas la violence ou la subversion comme moyen de conquête du pouvoir, mais le libre accès aux moyens d'information et à leur influence, le libre accès aux candidatures, à toutes fonctions représentatives. Sera également garantie une totale liberté de la Presse".
Je félicite Gérard Jaquet d'avoir obtenu ce texte, et je crois qu'il faut que l'on se mette d'accord sur l'objectif de ce dialogue. Or, lorsque nous buttons sur des obstacles, les camarades disent : "vous voyez, il n'y a rien à faire" ; lorsque nous marquons des points, las camarades disent alors : "cela devient inquiétant car cela n'est pas sincère".
(Applaudissements)
Là, je m'adresse non pas à ceux auxquels je reconnais le mérite de la constance politique – je veux dire Chandernagor, et je m'excuse de le mettre en cause, président, mais il le permettra, c'est rare et j'en profite, qui n'ont jamais cru à la possibilité du dialogue – mais à ceux qui ont voté la motion majoritaire d'Issy-les-Moulineaux. J'ai le droit de demander s'il est logique qu'ayant obtenu sur ces points des réponses que je considère comme satisfaisantes, aujourd'hui, ils s'interrogent sur les arrière-pensées. Je sais bien, Gérard Jaquet, qu'on célèbre le centième anniversaire de la mort de Lénine, mais il y a un an et demi, il y avait 99 ans qu'il était mort, et les propos que tu rapportais avaient été tenus également. Alors, se rappeler que Lénine a parlé, aujourd'hui, ne me parait pas compatible avec l'option que tu avais prise à Issy-les-Moulineaux, qui était d'engager le débat, et de trouver aujourd'hui, sur ce point pour le moins, que la mariée est trop belle.
Alors, il faudrait savoir ce qu'on cherche dans ce dialogue, dont je rappelle qu'il est la condition à la deuxième étape, qui serait d'accord politique, si l'on cherche à obtenir des réponses dont l'effet, camarades, je vous demande de le mesurer, est important, non seulement en termes français, vis-à-vis du Parti Communiste, mais en termes internationaux – et j'y reviendrai tout à l'heure –, si nous souhaitons obtenir des réponses, ou si au contraire on a peur de les obtenir.
Il y a au-delà, dans l'intervention de Cluzeau, deux termes que j'ai relevés :
Le Parti serait rapidement absorbé par le Parti Communiste français.
Je voudrais dire à Cluzeau que depuis un an, nous avons eu quelques problèmes au sein du Parti, mais qu'aucun camarade n'a quitté le Parti pour aller au Parti Communiste français. Les quelques défaillances que nous avons eues ont été ou vers l'UDR, par étapes successives, ou vers le Parti Radical, de la part de quelques camarades venant de la Convention. Mais le Parti Socialiste est resté

fort et ferme par rapport au Parti Communiste français.
Là encore, je prends le point suivant lequel la tactique du Parti Communiste français serait de faire durer la discussion. Mon impression, ainsi que celle de beaucoup de ceux qui ont participé à ce débat, c'est qu'au contraire le Parti Communiste français souhaiterait accélérer la discussion, au prix de concessions importantes, afin de se trouver en position d'accord pour les élections municipales.
Or, camarades, je vous demande de mesurer ce qu'est ce problème, car il me paraîtrait très grave que l'on mêle ces deux problèmes, qui sont ceux du dialogue avec le Parti Communiste, et ceux de la tactique pour les élections municipales.
Je dis que les responsables du Parti Socialiste ont fait en sorte que ces deux problèmes ne soient pas mélangés, et qu'il me paraît très essentiel que nous conservions la même attitude dans l'avenir.
J'ai écouté Chandernagor avec l'attention que ses interventions méritent toujours, et au début il a confessé une faiblesse – je lui en donne acte – de formation qui était de s'en tenir aux textes.
C'est intéressant, parce qu'en dehors de cette faiblesse formation, il a probablement une force que nous n'avons pas, qui est celle de prévoir les événements, et de connaître les textes avant qu'ils soient rédigés, car, si je m'en tiens à sa motion, que nous avons reçue à la fin du mois de mai – donc qui a été imprimée vers le 20 ou le 25 mai – je vois au 2ème paragraphe : "Considérant qu'il résulte de l'examen des résultats du dialogue avec le Parti Communiste français que les conditions d'un accord politique ne sont pas actuellement réunies, et que tant qu'il en sera ainsi seules sont concevables les alliances et les actions défensives communes...". Je rends hommage à ce don, que Chandernagor pourrait employer peut-être pour les prochaines élections, qui est de connaître les textes avant qu'ils n'aient été rédigés, car lorsqu'il a fait ce papier, nous n'avions pas encore eu les réunions avec le Parti Communiste qui nous permettaient, ensuite, d'établir le rapport factuel que chacun des responsables a établi.
Alors, Chandernagor, lorsqu'on étaye une thèse politique de cette manière, je veux bien qu'il y ait des exigences d'impression d'un bulletin, mais il vaudrait mieux ne pas, ensuite, avouer une faiblesse de formation, qui serait celle d'être très attaché à la lecture des textes ! Je m'en excuse, ceci me paraît important, car beaucoup de camarades, dans le Parti, ont pu croire, portant révérence à tes qualifications, qu'en effet tu avais eu notre rapport, que tu l'avais épluché, que tu avais fait de l'exégèse, et ensuite que tu avais fait ces propositions. Or, tu ne connaissais pas ce rapport, pour la bonne raison qu'il n'était pas encore rédigé, et qu'il ne pouvait pas l'être puisqu'il devait inclure, dans ses conclusions, des faits qui n'existaient pas au moment où tu as fait ton papier !
Ensuite, tu as abordé l'état actuel de l'opinion, que tu estimes infiniment plus conservatrice que ce qu'on croit, et qui nécessite un certain nombre de précautions.
Alors, je voudrais dire qu'en ce qui nous concerne, nous avons le plus grand

respect du Parti, et que nous estimons que tant qu'un camarade du Parti n'aura pas été en mesure de connaître, donc de décider en fonction d'une connaissance, il importe de ne pas brusquer les choses.
Mais cette voie, que cette définition pourrait laisser déduire, paraît extraordinairement dangereuse. Il faut savoir, à certains moments, lorsqu'on est Socialiste, je ne dirai pas braver l'opinion, mais anticiper sur ses réactions, et c'est un choix : ou nous sommes "suivistes", ou nous sommes précurseurs, et ce n'est pas parce que nous nous trouvons le lendemain d'un anniversaire célèbre que je dirai qu'il y a certaines options que les uns et les autres avons prises contre l'état moyen de l'opinion, et dont l'avenir a démontré qu'elles étaient justes !
(Applaudissements)
Ensuite, tu as parlé, avec un peu d'inquiétude, du terme : "les masses populaires". Je crois là aussi qu'il faut qu'on s'entende sur le vocabulaire, le rôle des masses populaires et ce que notre conception de Socialistes peut préconiser.
Je crois que notre Parti, et dans son dialogue, et, ce qui est plus important, dans sa définition, doit avoir son vocabulaire propre, et ne pas calquer ses expressions sur telle ou telle autre formation, mais je pense aussi – et ceci me paraît découler de ce que nous avons, tous ensemble, signé en adhérant au Parti Socialiste – que nous sommes pour rechercher le soutien des masses populaires, et qu'il n'y a pas contradiction entre la volonté du Parti de rechercher la légitimité par le suffrage universel et son appel aux masses populaires.
J'ai noté aussi – je n'ai point les titres que tu as, mais également le souci des textes – je crois, scrupuleusement, leur rôle ; c'est un des points qui est évoqué dans le débat avec le Parti Communiste. Je voudrais que l'on prenne acte que nos camarades, dans la discussion et dans le dialogue, n'ont fait, à cet égard, aucune concession, et c'est normal, sur la légitimité première qui est celle du suffrage universel indifférencié, et c'est un des points que nous aurons à débattre dans la suite du dialogue.
Ensuite, tu as abordé les attitudes, de façon d'ailleurs très objective, des camarades du Parti, en disant : il y en a qui sont pour le dialogue avec le Parti Communiste, autant de temps qu'il sera nécessaire.
Eh bien, en ce qui me concerne, je dois dire que je suis de ceux qui pensent que la force du Parti, basée sur ses convictions et sur son espérance, est de poursuivre un dialogue, dans des modalités à déterminer, autant qu'il sera nécessaire, car je crois que toute autre attitude conduirait rapidement, même si certains d'entre vous ne le croient pas, à aller vers d'autres options et d'autres alliances.
Tu as parlé aussi du programme commun. A aucun moment cette affaire n'a été abordée avec le Parti Communiste, et nous sommes restés intransigeants à cet égard.
Ensuite, tu as dit : c'est un dialogue en tête-à-tête avec le Parti Communiste français, et alors là je m'inscris en faux avec ce que tu as dit, car non seulement ce n'est pas la réalité, mais nous avons fait admettre, par le Parti Communiste, dans le communiqué commun du 19 décembre 1969, que la majorité, pour

devenir majorité de gauche dans ce pays, devait s'étendre à tous ceux qui, même s'ils n'étaient pas absolument et authentiquement Socialistes, étaient susceptibles de combattre avec nous contre les effets les plus néfastes et les plus patents du capitalisme.
Ce n'est donc pas un tête-à-tête ; le dialogue est un élément clé, mais à aucun moment le Parti n'a aliéné son indépendance à cet égard, et n'a renoncé à ce qui me paraît essentiel, qui est de ne pas se couper de tous ceux qui ont été – qu'on les appelle les alliés naturels, au risque de choquer certains, ou privilégiés, au risque d'en choquer d'autres – et pourront combattre dans ce combat commun.
Voilà ce qui me frappe dans cette intervention.
Je voudrais dire que dans d'autres interventions, il y a des reproches qui sont légitimes dans l'impatience.
Pour le caractère public du débat, je voudrais revenir sur ce que j'ai dit ce matin. Ce débat, ce dialogue, en fait, n'est entamé que depuis cinq à six semaines, et alors là aussi je dis à Gérard Jaquet qu'il ne faut pas parler de seize mois, car il n'y a pas eu seize mois, en fait, pendant lesquels le dialogue a été entamé, il le sait aussi bien que moi, nous avons commencé à discuter – parce qu'il fallait une préparation également de notre part – depuis la fin du mois d'avril.
Certains camarades ont dit : les textes sont parvenus trop tard dans les fédérations.
Nous avions, au Comité directeur, le double souci de faire en sorte que les camarades reçoivent l'essentiel des informations, et qu'ils les reçoivent en temps voulu. Or, comme le dialogue était en cours, il fallait bien choisir un moment, et on a choisi la date du 1er et 2 juin pour que nos responsables dans la discussion fassent un rapport préliminaire. Mais, il va de soi que le moment viendra où il y aura un bilan préparatoire pour les discussions du Parti publiques, c'est-à-dire que chacune des parties en cause dira les points d'accord et les points de désaccord, et c'est à partir de ce rapport, fondamental si j'ose dire, que le Parti pourra donner son jugement.
Weygand a parlé aussi d'avancement aussi rapide que possible. J'ai évoqué ce problème, j'ai dit les raisons pour lesquelles le dialogue n'avait pas pu commencer aussi tôt que nous l'aurions souhaité, et j'ai dit aussi que dans ce dialogue nous ne sommes pas ceux qui sont finalement les plus pressés : le Parti Communiste, pour les raisons que j'ai exposées – les municipales – souhaiterait qu'il y ait un accord, ou un bilan, qui lui permette de se situer dans un sens ou dans l'autre.
Ensuite, Labarrère est intervenu, et en l'écoutant je me disais : quelqu'un de cette valeur devrait être au moins au Comité directeur, et probablement au Bureau, parce que s'il était là, au moins les organismes responsables du Parti ne
[page manquante]
de cette torpeur, de ce côté terne qui caractère la direction actuelle du Parti.
Ensuite, tu as posé une question : réformisme, révolution ? Je crois que c'était pour nous amuser, car je suis sûr que tu connais parfaitement la réponse.
Mais la cinquième question me paraît beaucoup plus importante. Au fond, elle m'a fait comprendre qu'il y avait un très long chemin entre Bagneux et Epinay,

parce que les positions que tu défendais à Bagneux ne traduisaient pas les mêmes inquiétudes sur la puissance du Parti Communiste par rapport à ce Parti Socialiste que tu venais renforcer, et nous t'en savons gré. Quand même, je crois qu'il y a là une explication que nous souhaiterions avoir le moment venu.
Ensuite, tu as conclu au Congrès extraordinaire en octobre, et j'y reviendrai.
Pierre Mauroy a parlé, en ce qui concerne la vie du Parti, d'une procédure de blocage, je veux dire pour ce Conseil d'aujourd'hui.
J'avais, ce matin, défini les conditions dans lesquelles le Comité directeur en avait débattu, et je puis dire qu'il n'y a pas eu blocage de la part de la majorité du Comité directeur – car, je m'en excuse, c'est au nom de la majorité du Comité directeur que je parle à cette tribune – mais simplement une conception du rôle du Conseil national, conception sur laquelle nous aurons à débattre lors du prochain Congrès ordinaire, où chacun pourra faire valoir ses préoccupations.
Mais je puis vous dire que ce blocage n'a pas été rigide, il n'est que de voir la diffusion qui a eu lieu des propositions qui ont été faites ! Je reconnais, Pierre Mauroy, que tu nous a dit au bureau que le Nord avait souhaité que sa motion ne soit pas reprise comme texte national, mais en fait il y a eu des exutoires qui ont permis, soit à Chandernagor, soit à vous-mêmes, de faire en sorte que le Parti connaisse vos positions.
Ensuite, tu as parlé d'opération cartes sur table.
Alors là, nous sommes tout à fait d'accord. Je suis, et nous sommes, pour une opération permanente cartes sur table, à condition que les cartes soient déjà établies, et ceci nous amènera, ce sera ma conclusion tout à l'heure, à qualifier le dialogue dont nous parlons.
Sur l'affaire CFDT - CGT, je voudrais me permette d'apporter une correction à ton appréciation, car les camarades de la CFDT sont venus me trouver en me disant : "Ce que nous entamons avec la CGT n'est pas du tout un dialogue concernant les actions communes, c'est un dialogue concernant les questions fondamentales, qui est exactement dans l'esprit et dans la lettre de celui que vous entreprenez". C'est pourquoi, je m'en excuse, j'ai pris la liberté de les mettre au courant de l'état de notre dialogue, en leur demandant que, lorsqu'eux-mêmes l'auraient entamé, ils aient la même attitude à notre égard.
Le Parti Radical ; ce n'est pas toi qui en as parlé, mais je crois que quelqu'un a parlé de mes déclarations à propos de Jean-Jacques Servan-Schreiber à Nancy.
Je voudrais préciser que j'ai eu, comme toujours étant dans une campagne électorale, scrupule de consulter le camarade concerné, et je dois dire que notre camarade Curot, candidat du Parti à Nancy, a tenu au moins le même langage que moi, peut-être un peu plus libre que le mien même, puisqu'il n'avait jamais rencontré, ou très peu, Jean-Jacques Servan-Schreiber, et que la position que j'ai soutenue ce jour-là a été soutenue et exprimée en plein accord avec la fédération locale et le candidat engagé.
Et à cet égard, lorsqu'il s'agit de s'exprimer, on dit parfois qu'on ne s'exprime pas assez, mais le problème est que, dans un parti uni il est quand même difficile d'exprimer toux les points de vues à la fois et, sur ce problème comme sur d'autres, je me suis efforcé d'exprimer le point de vue qui me paraissait celui de

la majorité du Parti.
Enfin, Pierre Mauroy, tu as souhaité que nous ne tournions pas le dos aux expériences Socialistes en cours dans d'autres pays, et je voudrais souligner que le Comité directeur, les responsables du Parti, on eu à cœur de développer les rapports avec les partis frères.
Ceci s'est fait avec le Parti Allemand, cela s'est fait également avec le Labour Party. Nous avons été également à la réunion de l'Internationale à Bruxelles et je dois dire que ce que nous entreprenons est l'objet de la plus grande attention de la part de tous les partis qui sont concernés par l'évolution entre Socialistes et Communistes.
Je voudrais ajouter une réflexion à cet égard, sans avoir perdu le sens de la mesure, pour souligner l'analogie entre ce que notre camarade Brandt a entrepris vis-à-vis de l'URSS, de la Pologne, du centre Européen et de l'Allemagne de l'Est et ce que nous entreprenons également.
Brandt a du mal, c'est une entreprise courageuse et lucide que nous devons soutenir, mais tu as vu que ce n'était pas parce qu'il a eu un mécompte lors des élections des Länders, que Brandt a changé d'attitude et d'action, et je crois que ceci sera d'ailleurs ma transition arec ma conclusion, notre problème est d'avoir du sang-froid et de ne pas être à la merci de l'événement ou d'une sensibilisation excessive.
Quant au dialogue même, au risque de vous surprendre, je ne voudrais pas l'aborder quand au fond parce que mon sentiment est que, dans l'état où il se trouve, nous ne sommes pas en état de faire plus.
Je n'analyserai donc pas ce qu'a dit Marchais dans son papier de "l'Humanité" d'hier et qui me paraît important, pas plus que les points tels que certaines questions que la motion de la fédération du Nord a soulevées, c'est à dire les délégations de souveraineté pour les constructions régionales.
Je ne les aborderai pas parce que ma proposition est que l'on ne continue pas le dialogue sine die, ce n'est pas le problème, mais que le Conseil national considère qu'en l'état de choses actuel rien ne permet, compte tenu des réponses déjà obtenues, de mettre fin au dialogue. Et cela, c'est ma réponse à Chandernagor. Il convient de poursuivre et maintenant nous sommes en mesure de le poursuivre en l'accélérant, suivant les directions que le Parti voudra nous tracer.
Là je reviens sur un point qui a été abordé, l'action du Parti serait jugulée, a-t-on dit, par le dialogue, et je voudrais bien savoir quel camarade se sent gêné dans son militantisme et dans son action par le Parti, si le dialogue se poursuit, car il n'y a pas de confusion et là je suis en désaccord avec ceux de nos camarades qui ont demandé qu'il y ait décentralisation de la discussion. Il me parait essentiel que le dialogue soit mené au niveau national, car il engage tout le Parti et il ne faudrait pas que l'on livre les fédérations aux pressions, aux complaisances, aux facilités de dialogue locaux avec des Communistes et qui tendraient probablement dans certains cas, à aller au-delà vers le programme commun ou vers les actions communes, de ce que le Congrès d'Issy-les-Moulineaux a voulu.
Par contre, je ne pense pas que ce que nous faisons, la vingtaine de camarades

engagés dans cette affaire, soit tellement préoccupant pour les camarades des fédérations au point de les empêcher de se livrer à l'action militante dans le Parti et pour le Parti.
Et je voudrais aussi souligner deux points.
J'ai parlé des camarades qui discutent, ils ont été choisis, non pas en fonction de leurs opinions, mais en fonction de leurs compétences, et le Parti dans son ensemble est associé à cette discussion de la façon la plus complète. Rien n'a été entamé, je le répète, qui ne fut soumis au Comité directeur et chaque fois qu'il y a un problème délicat, eh bien les camarades font référence devant les assises du Parti pour prendre ses décisions.
Ceci m'amène, camarades, à conclure maintenant. Il y a eu dans notre Conseil national des critiques dont je connais partiellement la validité, insuffisance de publicité je crois y avoir répondu, mais il y a eu des positions plus tranchées, les unes exprimées par Chandernagor, à savoir que l'affaire a assez duré, qu'il convient de suspendre le dialogue, puis il y a eu la proposition symbolisée par la fédération du Nord présentant des questions auxquelles d'ailleurs je crois qu'il y a eu déjà des réponses et proposant un Congrès extraordinaire en octobre.
Je voudrais dire que cette méthode me paraît dangereuse pour le Parti.
Arrêter le dialogue : opposition absolue, parce que le dialogue n'est pas complet et là les camarades du Nord répondent à Chandernagor puisqu'il faut continuer le dialogue jusqu'au mois d'octobre au moins. Mais quant à dire qu'un Congrès extraordinaire pourrait se tenir en octobre, je vais vous en donner les inconvénients et les dangers.
D'abord ce serait déterminer les assises du Parti en fonction des attitudes du Parti Communiste, et ce sont ceux-là même qui sont le plus sensibilités à cette affaire qui nous proposeraient de nous déterminer dans notre vie de Parti en fonction d'un problème, qui est important, mais qui pour nous n'est pas le problème fondamental de la vie du Parti.
En second lieu il y a l'argument de méthode qui est que, pour tenir un Congrès extraordinaire en octobre, avec les délais de préparation statuaires, cela supposerait que tous les textes soient établis au mois d'août. C'est donc le prévoir avant que le dialogue ait suivi son cours, puisqu'en fait les vacances sont valables pour tous, même pour nos camarades chargés de responsabilités dans le dialogue et celui-ci reprendra à la vérité au mois de septembre.
En troisième lieu, je crois qu'il ne faut pas multiplier les Congrès. Nous avons demain et après-demain un Congrès extraordinaire, il y aura un Congrès ordinaire qui doit se tenir en 1971, ajouter un troisième Congrès intermédiaire, me paraît de nature à donner le sentiment que notre Parti ne sait pas ce qu'il veut et qu'il n'est pas capable de suivre une ligne, un fois qu'il l'a clairement choisie et clairement définie.
On a parlé, camarades, de roulette russe, on a parlé de pari. Eh bien, aucune de ces formules ne nous convient. Nous sommes contre la roulette russe, nous sommes contre le pari, mais nous sommes pour le travail permanent, cohérent et à cet égard, consacrer un Congrès extraordinaire au problème des municipales me paraîtrait mauvais pour le Parti.

Car en fait nous savons bien, les options dans ce dialogue ne seraient pas prises au niveau où elles doivent demeurer, qui est celui de la permanence et de la constance, mais elles seraient prises – la nature est là pour le laisser prévoir, en fonction des positions que l'on prévoit pour les prochaines élections municipales et nous aurions à la fois, ce faisant, vicié notre débat sur les élections municipales et vicié le débat de fond que nous devons avoir sur le dialogue avec le Parti Communiste.
C'est pourquoi je vous dis que nous ne devons pas accepter cette proposition de Congrès extraordinaire, soi-disant prévu pour ce seul objet et qui en fait s'étendrait aux autres problèmes et qui nous empêcherait d'aborder au fond des problèmes de réforme municipale qui sont importants, car c'est aussi là-dessus que le pays nous jugera.
C'est pourquoi je souhaite que le Conseil national ne retienne ni la proposition de Chandernagor, ni celle qui a été présentée par la fédération du Nord.
Pour le reste, j'avais évoqué la possibilité d'avancer le Congrès ordinaire et Labarrère m'excusera, j'ai fait rechercher les textes, je n'ai pas parlé du mois de janvier, j'ai demandé qu'il soit avancé au maximum, j'ai fait téléphoner car ma mémoire est infidèle...

Labarrère – C'est encarté dans le bulletin Socialiste du 13 juin, troisième ligne...

Alain Savary – Peu importe, vérification faite, ce qui me paraît important c'est que cette question soit débattue, non pas en fonction de tendances, mais en fonction de l'intérêt du Parti, à la fois pour aborder dans les meilleures conditions les élections municipales, sans pour autant compromettre la vie générale du Parti.
Ce matin j'avais évoqué le terme d'imagination. Il nous appartient d'en faire preuve dans ce domaine comme également dans celui de nos rapports avec les autres formations, car c'est à cette condition que nous pourrons progresser.
Et à nouveau je voudrais conclure sur l'exigence et le souci de l'unité, en précisant que l'unité dans l'action est compatible avec la confrontation que nous avons aujourd'hui, et que j'ai exprimé au nom du Secrétariat des opinions qui me paraissent être celles correspondant à l'intérêt du Parti.
Si j'avais un seul instant le sentiment que cette voie puisse être contraire à l'intérêt du Parti, il va de soi que je passerais la main, mais comme ma conviction est inverse, je dois dire que, soucieux de l'unité comme je le suis, je suis en même temps respectueux de la démocratie et de la règle majoritaire et que, même à une voix de majorité je continuerais dans la voie, avec l'équipe qu'Issy-les-Moulineaux a mis aux responsabilités, qui nous a été tracée à cette époque.
Voici, camarades, l'intervention que j'avais à faire.
(Applaudissements)

Le président – Notre ami Cazelles, le débat étant clos, va vous donner connaissance de la proposition de la Commission des résolutions qui va se réunir

Fondation Jean Jaurès

immédiatement après.

Ernest Cazelles – Camarades, voici les propositions de la Commission des résolutions qui vous sont soumises :
-Bernardin, Bericovois, Boulloche, Bianca, Beucker, Bric, Garel, Lussault, Chanal, Cellard, Chandernagor, Delmas, Debesson, Debarge, Defferre, Dorel, Denecker, Des-vallois, Henegan, Frejalis, Faivre, Jaquet, Gaux, Guille; Gaer, Guilderman, Labarrère, Labat, Leblé, Loo, Lecornet, Maurois, Guy Mollet, Nottebart, Néroux, Pesé, Pontillon, Sainte-Marie, Salles, Suchet, Tateye…

Le président – Il n'y a pas d'observation ? Alors ces propositions sont adoptées. Nous allons maintenant travailler rapidement. La séance reprendra à 21h30.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national du 19 juin 1970
Epinay

Séance du 19 mai 1970 (Soirée)

La séance est ouverte sous la présidence de Bernardin.

Le président (Bernardin)
Mes chers camarades, la séance est reprise. Je donne immédiatement la parole à Boulloche, rapporteur de la Commission des résolutions au sujet du prochain Conseil national consacré aux municipales.

Boulloche
La Commission des résolutions a abordé le problème de la politique municipale du Parti. La nécessité d'arrêter notre programme et notre tactique avait été fixée lors du Conseil national de Bondy. Il avait été entendu qu'un Conseil national se tiendrait dans la deuxième moitié de l'année à cet effet.
Depuis, des études et des colloques ont été faits et en particulier un colloque a été tenu à Montbéliard, les 14 et 15 février derniers sur l'étude des problèmes de fond, posés par la gestion municipale et la nécessité d'arrêter de ce point de vue un programme nouveau et sérieusement étudié.
Une réunion de la fédération des élus a eu lieu aujourd'hui d'une façon assez confidentielle puisque nous étions extrêmement peu nombreux, sous la présidence de Maurice Bric. Cependant, cette réunion avait été annoncée puisque c'est de cette façon que j'en ai moi-même connu l'existence. Des propositions ont été faites à la Commission des résolutions qui les a prises sous la forme que je vais vous indiquer :
Il a été décidé qu'un certain nombre de camarades prépareraient des rapports sur des questions intéressant le programme municipal du Parti. En fait, dix questions ont été non pas étudiées mais recensées ; je vous lis leurs titres :

Fondation Jean-Jaurès

D'une part : regroupement des petites communes ;
Ensuite : l'urbanisation et le problème des agglomérations urbaines
L'autonomie communale : suppression ou allégement de la tutelle
Les moyens de l'autonomie : moyens techniques et financiers ; principes d'une réforme des finances locales ; rôle des services de l'Etat ;
Les moyens en personnel, le personnel communal ;
La maîtrise des sols ;
Le statut de l'élu local ;
L'information de la population et son association à la gestion des équipements collectifs.
Quatre questions pour terminer :
La formation des militants aux responsabilités locales ;
Les rapports entre les élus locaux et le Parti.
Le cumul des mandats électifs ;
Les critères d'une gestion Socialiste.
Pour chacune de ces questions, un rapporteur a été désigné, et il a été prévu que les rapports sur ces différents points seraient envoyés aux fédérations pour le 15 septembre prochain.
Il sera demandé aux fédérations de réunir leurs élus de façon qu'ils examinent ces différents rapports et qu'ils en fassent un examen critique et qu'ils fassent parvenir leurs observations et leurs suggestions, soit au Parti, soit aux rapporteurs, pour le début d'octobre.
Les fédérations auront, en somme, trois semaines pour se livrer à cet examen critique par les élus des fédérations, et enfin, – et ceci est plus précisément du ressort de la décision du Conseil national –, il a été prévu que le Conseil national qui aura décidé du programme et de la tactique du Parti en matière municipale, se tiendra les 17 et 18 octobre prochains.
Telle est la proposition qui est faite au Conseil national.
J'indique que, étant donné que jusqu'à cette date du 17 ou 18 octobre, aucune position n'aura été prise officiellement par le Parti, il est demandé aux différentes fédérations de ne prendre elles-mêmes aucune position sur le fond en matière d'élections municipales avant le Conseil national,
Par ailleurs, il avait été prévu qu'on traiterait du problème de la réforme de l'organisation des élus Socialistes. Ce problème sera, étant donné l'urgence de notre Conseil national, traité indépendamment, mais il est prévu qu'après le Conseil national, un Congrès des élus Socialistes sera tenu dans un délai aussi court que possible pour lancer la position du Parti sur les élections municipales, et que c'est à l'occasion de ce Congrès que se fera la réorganisation de notre structure des élus du Parti.
Par ailleurs, compte tenu de ce que des questions peuvent se poser au sein d'une fédération, et qu'un seul délégué peut ne pas représenter valablement les différentes tendances qui se seraient fait jour sur le problème des élections municipales au sein des fédérations, il est prévu que le Parti pourra prendre en charge un deuxième délégué par fédération.
Par conséquent, la décision qui vous est soumise est la suivante : le Conseil

Contribution Jean-Jaurès

national décide qu'un Conseil national ayant pouvoir de Congrès en ce qui concerne le programme et la tactique du Parti pour les élections municipales se tiendra les 17 et 18 octobre prochains. Les secrétaires fédéraux pourront être accompagnés d'un autre représentant de leur fédération.
Telle est la proposition que la Commission des résolutions, unanime moins trois voix contre, et trois abstentions, m'a chargé de présenter devant vous.

Le président – Je donne la parole à Sarre, qui présente un amendement sur cette résolution.

Georges Sarre

Camarades, en séance plénière, j'avais signalé que la fédération de Paris souhaitait un Congrès extraordinaire pour définir et la tactique et le programme du Parti en ce qui concerne la question des élections municipales.
Nous en avons débattu à la Commission des résolutions et la fédération de Paris pense que c'est à travers ces élections que le pays nous jugera. Malgré la proposition de Boulloche, qui a recueilli, certes, la majorité de la Commission des résolutions, nous pensons que ce n'est pas une assemblée restreinte qui doit débattre de ce problème et c'est pourquoi je vous propose l'amendement suivant :
"Les élections municipales sont pour le Parti une bataille de grande importance ; les décisions concernant la tactique électorale ne peuvent donc, en une telle circonstance, être arrêtées par l'assemblée restreinte qu'est le Conseil national. C'est un Conseil national ayant pouvoir de Congrès, dont la composition serait celle d'un Congrès qui devra trancher à l'issue d'un large débat démocratique".
Camarades, je vous demande de réserver un accueil favorable à cet amendement ; je pense qu'il est très important.

Le président - La parole est à Boulloche pour s'expliquer sur l'amendement.

Un délégué – Qu'il le fasse brièvement !

Le président – Il le fera brièvement, bien sûr.

André Boulloche

Je m'y engage d'autant plus que je ne pense pas que la différence entre la proposition de Sarre et celle que je rapporte au nom de la majorité de la Commission des résolutions soit bien importante, car en fin de compte, il s'agit dans les deux cas d'un Conseil national ayant pouvoir de Congrès, dans les deux cas il s'agit d'une instance qui n'est pas publique et pour les raisons qui paraissent assez évidentes, parce que des problèmes relativement difficiles peuvent se trouver soulevés dans une instance comme celle là.
Alors, qu'est-ce qui nous sépare ?
Je crois que c'est uniquement le nombre de délégués, c'est-à-dire que la

Fondation Jean Jaurès

Commission des résolutions propose qu'il y ait deux délégués par fédération et Sarre propose qu'il y ait autant de délégués par fédération que dans un Congrès. Cela ne nous parait pas une différence bien considérable.
Il semble, par ailleurs, qu'avec deux délégués par fédération, les différentes positions dans chaque fédération pourront se faire jour et compte tenu de ce qu'il s'agit d'une instance non pas restreinte, mais à huis clos, il semble que la formule proposée par la Commission des résolutions concilie à la fois le désir d'avoir toutes les opinions représentées et la nécessité de ne pas avoir un trop grand nombre de camarades.
Par conséquent, la Commission des résolutions maintient sa proposition.

Le président – Nous allons passer au vote, et soumettre au vote en premier l'amendement déposé par la fédération de Paris.
Je vous consulte d'abord sur la manière de procéder. Est-ce quelqu'un réclame le vote par mandats ?

Georges Sarre – Oui.

Le président – Il faut 10%. Ceux qui réclament le vote par mandats le manifestent en levant la main avec le bulletin ?
…
Dans ces conditions, le vote aura lieu à main levée.
Sur l'amendement proposé par la fédération de Paris, je demande à ceux qui sont pour de le manifester en levant la main ?
8 voix.
Contre ?
L'amendement est rejeté.
Je soumets maintenant la proposition du rapporteur et de la Commission des résolutions ?
Pour ?
Contre ? Abstentions ?
5 abstentions.
La proposition est adoptée.
Deuxième point, il s'agit du quitus à donner aux organes centraux du Parti. J'ai été chargé de rapporter sur ce point et je serai bref : ce quitus signifie très clairement que le Conseil national, après s'être assuré que les instances centrales du Parti avaient agi conformément à la loi fixée par le Congrès, approuve l'action de ces instances.
Par conséquent, le texte que je vous propose est très bref :
"Le Conseil national approuve l'action menée par les organismes centraux du Parti."
Le vote sur ce texte aura lieu par mandats, ce sera plus clair et plus précis...

Dans la salle – Pourquoi, personne ne l'a demandé !

Fondation Jean-Jaurès

Le président – Je vais alors poser la question : est-ce qu'il y a des camarades qui veulent voter par mandat ?...
Non, alors le vote aura lieu à main levée. Ceux qui approuvent la motion donnant quitus aux organes centraux le manifestent en levant la main ?
Contre ?
1 voix.
Abstentions ?
2 voix.
Par conséquent, le quitus est donné aux organismes centraux.
Troisième problème à vous soumettre, c'est l'opportunité d'avancer la date du Congrès ordinaire. Cette question sera rapportée par Alain Savary et fait l'objet d'un amendement qui sera rapporté par Pierre Mauroy.

Alain Savary

Camarades, je crois pouvoir être très bref. Après les débats qui ont eu lieu aujourd'hui, certains camarades pensaient qu'il était important d'avoir un Congrès extraordinaire au mois d'octobre et à la Commission des résolutions, une majorité a pensé que cela ne s'imposait pas et qu'au contraire il était possible d'avoir, à la diligence et à l'initiative du Comité directeur, un Congrès ordinaire qui se tiendrait au lendemain des élections municipales, à une date à fixer, qui serait une anticipation par rapport à la date normale de deux ans à partir du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, et compte tenu du calendrier politique.
Une majorité s'est dégagée à la Commission des résolutions pour cette option, estimant qu'il convenait de ne pas mêler lors du Conseil d'octobre, qui est normalement prévu et qui doit traiter à la fois de la tactique pour les municipales et de la réforme municipale au fond, le problème du dialogue avec les autres, parce que le débat serait altéré en fonction de l'hypothèque électorale ultérieure.
C'est pourquoi la majorité de la Commission des résolutions recommande au Conseil national d'opter pour la solution d'un Congrès ordinaire qui se tiendrait au lendemain des élections municipales.
Nous adjoindrons à ces problèmes un compte rendu fidèle et authentique au fur et à mesure des possibilités, de l'évolution du dialogue avec le Parti Communiste et le Parti Radical et également la Convention des institutions républicaines, car il importe que les militants soient informés de l'évolution de ces problèmes.
C'est pourquoi, au nom de la Commission des résolutions dans sa majorité, je recommande au Conseil national d'opter pour cette solution d'un Congrès ordinaire au lendemain des élections municipales.

Le président – La parole est à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Chers camarades, je veux être aussi assez bref.
Tout au long de la journée, vous avez entendu des camarades dire qu'ils

Fondation Jean Jaurès

souhaitaient la suspension du dialogue d'autres, notamment la fédération du Nord, nous ont montré la conception qu'ils avaient de ce dialogue et de plus notre fédération demandait la convocation d'un Congrès extraordinaire convoqué en octobre pour faire le bilan et prendre les décisions qui s'imposent.
Je dois dire que tout de suite, nous avons tous pensé qu'il n'était pas possible, dans une même instance, de voir les problèmes municipaux et les problèmes du bilan avec nos partenaires de la Gauche.
C'est pourquoi tout à l'heure, nous avons voté pour un Conseil national en octobre. Toutefois, nous n'acceptons pas la proposition qui vient d'être rapportée par Alain Savary, parce que, en définitive, c'est se remettre à une année. Les élections municipales, c'est en mars, après les élections municipales, les délais qui seront demandés pour diffuser dans les sections, dans les fédérations demanderont du temps, on arrivera automatiquement au mieux au mois de mai ou juin.
Nous estimons que ce délai est trop long, il n'est pas possible de rester pendant un an dans cette situation.
C'est pourquoi nous déposons l'amendement suivant :
"Le Conseil national invite le Comité directeur à convoquer un Congrès extraordinaire après le Conseil national chargé d'étudier les questions municipales, mais avant la fin de l'année pour apprécier les suites à donner au dialogue entrepris avec les autres Partis de gauche.
Par conséquent, les suites à donner au dialogue ce n'est pas seulement avec le Parti Communiste, mais avec tous nos partenaires de gauche."
Voilà l'amendement.

Le président – Nous allons maintenant passer au vote après peut-être qu'Alain Savary ait répondu en tant que rapporteur de la Commission.

Guy Mollet – On vote l'un ou l'autre.

Le président – Alors, procédure de vote : quelqu'un demande-t-il le vote par mandats ?
Les 10% sont acquis. Vote par mandats par conséquent.
Nous allons procéder au vote sur l'amendement comme il convient...

Ernest Cazelles – Non…

Guy Mollet – Ils s'opposent l'un à l'autre.

Le président – Oui, c'est exact : Savary ou Mauroy.

Pierre Mauroy – Nous demandons un vote sur l'amendement. C'est la procédure normale.

Un délégué – Pour moi, ce n'est pas un amendement.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Pierre Mauroy – Je ne vois pas la nécessité de prolonger ce débat, ce que je sais, c'est que lorsqu'on dépose un amendement, il est nécessaire de se prononcer dessus.

Alain Savary – En fait, camarades, il y a deux propositions : l'une, que le Congrès ordinaire délibère de ces problèmes au lendemain des élections municipales, l'autre proposée par Pierre Mauroy, qu'il y ait un Congrès extraordinaire au mois de novembre ; ce sont bien deux propositions…

Pierre Mauroy – Je dois dire qu'en Commission je n'ai pas compris exactement le sens de la discussion qui s'est instaurée sur ce sujet, mais je précise quand même qu'il y a nature différente entre l'amendement et la proposition rapportée par Alain Savary ; nous ne demandons pas le Congrès ordinaire avant la fin de l'année, ce ne sont pas deux propositions quant à la date au sujet du Congrès ordinaire, notre proposition est un amendement pour un Congrès extraordinaire, qui n'est pas un Congrès ordinaire.

Guy Mollet – Je demande la parole ; sur un amendement j'ai le droit.
De ma place, simplement je n'ai pas besoin de monter à la tribune, je veux dire que les deux propositions s'opposent bien l'une à l'autre ; s'il y avait besoin d'une preuve, j'étais membre de la Commission des résolutions et je peux dire que ceux qui ont voté la proposition Savary n'ont pas voté la proposition Mauroy et réciproquement.
En conséquence, il est effectivement simple de voter l'un ou l'autre texte. On appellera cela amendement si vous voulez.
(Applaudissements)

Le président – Nous allons procéder par un vote alternatif : chaque fédération appelée se prononcera par : Savary ou Mauroy.
Nous passons au vote.
(Il est procédé à l'appel des fédérations)

Le président – Je déclare le scrutin clos.
(Il est procédé au dépouillement)

Le président – Voici les résultats du scrutin :
2 996 mandats.
74 absents.
483 abstentions.
La proposition Mauroy obtient 946 mandats.
La proposition Savary, 1493.
La proposition Savary est adoptée.
(Applaudissements)
Je déclare la séance…

Fondation Jean Jaurès

Pierre Mauroy – Non, on a discuté d'une autre question en Commission des résolutions, tu pourrais informer le Conseil national.

Le président – Je passe la parole au Premier Secrétaire sur ce point.

Alain Savary – Camarades, la Commission des résolutions…

Guy Mollet – Il a raison, on a posé la question à la Commission des résolutions.

Alain Savary – A la Commission des résolutions a été évoqué le problème des conditions dans lesquelles les camarades de la Convention seraient reçu aux assises du Congrès extraordinaire. Et il y a eu une majorité pour décider, à la Commission des résolutions, que les camarades de la Convention seraient amenés à prendre la parole. Je dis "majorité", parce qu'il y a eu vote, et il y a eu une opposition minoritaire.
Je soumets la question au Conseil national, pour que le Conseil national décide sur le point de savoir si cette proposition majoritaire de la Commission des résolutions à l'assentiment du Conseil national.

Guy Mollet – Il faut entendre un minoritaire… Georges Guille !

Le président – Georges Guille est-il là ? …

Alain Savary – J'ai été minoritaire.

Guy Mollet – Il faudrait normalement un rapporteur de la majorité.

Le président – Il faut un rapporteur de la majorité, alors... Est-ce qu'il n'y aurait plus de majorité ?...
Gaston Defferre, au nom de la majorité, de la Commission des résolutions, rapporte.

Gaston Defferre – Camarades, à la Commission des résolutions on nous a demandé notre avis, et je n'avais pas compris que la question doive venir ensuite en discussion devant le Conseil national ; puisqu'elle avait été évoquée en Commission des résolutions, il n'y a pas d'inconvénient, au contraire, à ce que les camarades du Conseil national soient informés de ce qui s'est passé.
Voici exactement comment s'est posée la question :
Nous avons été prévenus que les camarades de la Convention avaient été invités à assister à notre Congrès de demain et après-demain, au cours duquel nous devrons examiner notre programme d'action immédiate. La question qui nous a été posée était celle de savoir si la parole devait être donnée aux camarades de la Convention qui viendraient, et la majorité de la Commission des résolutions a estimé que puisque les camarades de la Convention étaient invités il n'était pas

Fondation Jean Jaurès

convenable de les inviter à assister à nos délibérations sans leur donner la parole, ne serait-ce que pour répondre aux mots de bienvenue qui leur seront adressés quand ils arriveront dans notre salle.
Je ne veux pas revenir sur les débats que nous avons eus en Commission des résolutions, à l'heure qu'il est, nous avons eu une assez longue discussion sur ce point, et une forte majorité de la Commission des résolutions s'est prononcée pour que la parole soit donnée à nos camarades de la Convention des institutions républicaines, estimant qu'où bien il ne fallait pas les inviter ou bien à partir du moment où ils étaient invités et reçus par nous, il était convenable de leur donner la parole.

Le président – Sur ce point, Savary, ce que je voudrais tirer au clair, c'est la chose suivante : est-ce que l'on donne connaissance d'un avis demandé à la Commission des résolutions, ou est-ce qu'on demande au Conseil national de prendre position sur l'opportunité, ou non, de donner la parole aux délégués de la Convention ?

Pierre Mauroy – Bien sûr, c'est au Conseil national de trancher cette question.

Guy Mollet – Sur ce point de règlement, cela paraît très clair.
J'ai un peu regretté, je l'avoue, que la question soit posée à la Commission des résolutions. A mes yeux, c'était une délibération qui relevait du Comité directeur ou du Bureau. Je ne suis pas informé, je ne suis ni de l'un ni de l'autre, mais l'un des deux avait décidé qu'il y avait invitation, et pas prise de parole.
Cependant, la question ayant été posée, il y a une proposition. Une Commission des résolutions, cela ne décide jamais, cela propose au Conseil, et du moment que la Commission des résolutions a été sollicitée de donner un avis, il faut que le Conseil approuve cet avis.
A la Commission des résolutions, il y a eu une majorité, dont Gaston Defferre vient d'être le rapporteur. Il y a eu une minorité, dans laquelle se trouvait Alain Savary. Il serait bon qu'il en soit le rapporteur.

Alain Savary

Camarades, je crois qu'il ne faut pas jouer à cache-cache !
Il y a eu une proposition, un jour, au Comité directeur ; cette proposition, avec laquelle j'étais pleinement d'accord, voulait qu'on invite une délégation de la Convention à assister à nos débats, et le problème avait été posé de savoir si on demanderait à cette délégation de prendre la parole. Lorsque ce problème a été évoqué, personne n'a demandé que cette délégation prenne la parole.
C'est dans ces conditions que nous avons transmis l'invitation, et je dois dire qu'autant je suis partisan – et par des déclarations constantes, au nom du Parti, je l'ai démontré – que nous fassions tout pour l'unité des Socialistes, car je ne crois pas qu'il faille faire preuve d'aucune amertume devant le fait que le Parti n'a pas été invité à la dernière Convention des institutions républicaines, ni peser de part et d'autres ce que sont les prestations, autant je ne pense pas qu'il soit opportun

Contribution Jean Daures

– j'ai été, comme on l'a rappelé, minoritaire dans le vote de la Commission des résolutions – même pour ce que nous entreprenons pour l'unité, de demander, en dehors des paroles de bienvenue échangées entre la délégation de la Convention et nous-mêmes, qu'il y ait une intervention au fond de la délégation de la Convention des institutions républicaines.
Ce n'est pas faire preuve d'amour-propre de Parti, encore que cela serait peut-être légitime, mais simplement démontrer qu'ayant fait le geste qui s'imposait, celui d'inviter une délégation de la Convention, nous n'allons pas au-delà avant que les problèmes de fond soient réglés, car là comme ailleurs il ne faut pas tromper l'opinion et prétendre que les problèmes sont réglés alors qu'en fait nous savons, les uns et les autres, que nous n'avons pas encore résolu ce qui est à la base d'un Congrès d'unification, c'est-à-dire les conditions de démocratie qui permettraient de parvenir à une unité organique.
C'est pourquoi, personnellement, puisqu'on me pose la question, je dis qu'autant je suis heureux qu'une délégation de la Convention soit présente demain, autant je ne pense pas, étant donné ce qui s'est passé, qu'il soit possible et souhaitable qu'elle prenne la parole dans nos assises.

Le président – Gaston Defferre, tu as demandé la parole.

Gaston Defferre

Oui, je veux ajouter un mot.
Camarades, je crois qu'il aurait mieux valu que cette question ne soit pas évoquée, car nous voici maintenant dans une situation extrêmement désagréable !
(Applaudissements)
Je dois dire que j'avais compris, à la Commission des résolutions, que c'était un simple avis que nous donnions au Bureau, au Comité directeur, et que cela ne viendrait pas devant le Conseil national.
Maintenant que la question a été évoquée, bien que les Conseils nationaux ne soient pas publics, nous savons, hélas, qu'il y a toujours des indiscrétions, si nous disons que nous refusons de donner la parole aux camarades de la Convention qui viendront ici, après en avoir délibéré, l'invitation que nous leur avons adressée perd la plus grande partie de son sens, pour ne pas dire qu'elle perd tout son sens. Je dois même dire qu'inviter des gens, en précisant, après un débat, qu'on refuse de leur donner la parole, a un côté assez déplaisant, et que cela revient à dire, en vérité, qu'on ne les invite pas ! Si demain vous apprenez – si nous décidions qu'ils ne doivent pas prendre la parole – que réflexion faite ils ont refusé de venir, il ne faudra pas en être étonnés !
Or, camarades, nous souhaitons tous – tous les orateurs l'ont déclaré, et notamment celui qui était le plus partisan du dialogue avec d'autres formations, y compris avec le Parti Communiste – que la Gauche non Communiste fasse son unité, et soit aussi forte que possible.
Par conséquent, à l'heure qu'il est, je le regrette pour ma part, mais nous sommes dans une mauvaise situation, et je ne vois vraiment pas d'autre moyen

Fondation Jean Jaurès

d’en sortir, si nous ne voulons pas noue mettre dans une situation intenable, que de donner la parole à nos camarades de la Convention après avoir envoyé l’invitation, faute de quoi, alors, il aurait beaucoup mieux valu ne pas les inviter du tout !
(Applaudissements)

Le président – Alain Savary ?

Alain Savary

Camarades, lorsque le problème a été évoqué au Comité directeur, un seul a évoqué l’hypothèse que la Convention prendrait la parole, et l’ensemble du Comité directeur n’a pas opté pour cette solution.
C’est pourquoi lorsqu’au nom du Comité directeur j’ai lancé une invitation à la Convention, j’ai précisé sur cette question, au téléphone, à un camarade de la Convention, que le problème de la prise de parole n’était pas réglé, et j’ai même laissé entendre que les camarades de la Convention ne prendraient pas la parole, ceci en fonction d’un mandat du Comité directeur.
Alors, je crois que, puisque l’affaire est évoquée, il faut aller jusqu’au bout. J’ai agi, dans cette affaire, en fonction de ce qui m’a été dit, et les camarades de la Convention, contrairement à ce que Gaston Defferre croit – je m’en excuse auprès de lui – viennent demain sans penser prendre la parole.
Le problème a été évoqué au cours des débats, et puisqu’il est posé je dis, moi, personnellement, qu’il n’y a pas de raison d’aller au-delà de ce que le Comité directeur avait décidé dans sa réunion.

Le président – Nous allons maintenant passer au vote.
Que ceux qui souhaitent un vote par mandais veuillent bien lever la main.
7.
Par conséquent, ce sera un vote à main levée.
Que ceux qui se rangent à l’avis d’offrir la parole aux délégués de la Convention veuillent bien lever la main.
34.
Ceux qui ne sont pas favorables à cette proposition veulent-ils lever la main ?
26.
Par conséquent, la parole sera offerte aux délégués de la Convention.
(Applaudissements)
Je prononce la clôture de ce Conseil national, et je vous rappelle que le Congrès extraordinaire se réunira demain à 9h50.

Fondation Jean Jaurès